

François JEAN

**ETHIOPIE
DU BON USAGE DE LA FAMINE**

Médecins Sans Frontières
68, Boulevard Saint-Marcel - 75005 PARIS

SOMMAIRE

D'UNE FAMINE L'AUTRE.....	5
Terres à hauts risques.....	5
Dix ans de dégradation.....	8
La réforme agraire.....	9
La socialisation de l'agriculture.....	11
Vers l'agriculture "scientifique".....	15
Les paysans oubliés.....	18
Les paysans ou comment s'en débarrasser.....	20
Les paysans sous le joug.....	21
LA FAMINE DEVOILEE.....	27
La famine ignorée.....	27
L'heure du parti.....	29
La famine occultée.....	30
Le combat contre la sécheresse.....	31
L'URGENCE ET LES PRIORITES.....	35
L'aide les yeux fermés.....	35
L'aide en milieu opaque.....	37
Les secours entravés.....	39
Entrepôts pleins, ventres vides.....	40
L'ARME ALIMENTAIRE.....	43
Les secours bloqués.....	43
Trêve de la faim et droit de passage.....	45
Un nouvel exode.....	48
L'issue de secours.....	49
Guerre, famine.....	50

LE PIEGE ALIMENTAIRE.....	53
Les camps de la faim.....	53
L'aide sous surveillance.....	54
La "bavure" d'Ibnat.....	55
Le levier de l'aide.....	56
LES POPULATIONS DEPLACEES.....	59
L'expérience passée.....	59
Une seule solution: la réinstallation.....	61
Discours et rideau de fumée.....	63
Des départs "volontaires" aux plans de réunification des familles.....	65
Les migrations forcées.....	68
Le "paradis pastoral".....	70
La loi du silence.....	73
L'avenir au quotidien.....	75
L'aide piégée.....	77
LES PAYSANS REGROUPES.....	81
La villagisation, leitmotiv du régime.....	81
La villagisation, nouveau mot d'ordre.....	83
Discours et réalités.....	83
De nouveaux réfugiés.....	86
Une nouvelle famine.....	88
DU BON USAGE DE LA FAMINE.....	91
L'utopie meurtrière.....	91
Famine en deçà de la frontière, réfugiés au-delà.....	94
Engraisser les bourreaux pour nourrir les victimes ?.....	97

Directeur de recherche à la Fondation Liberté Sans Frontières,
François JEAN, a été chef de mission au Tchad et au Pakistan pour
Action Internationale Contre la Faim et coordinateur des missions de
Médecins Sans Frontières au Liban et au Soudan.

D'UNE FAMINE L'AUTRE

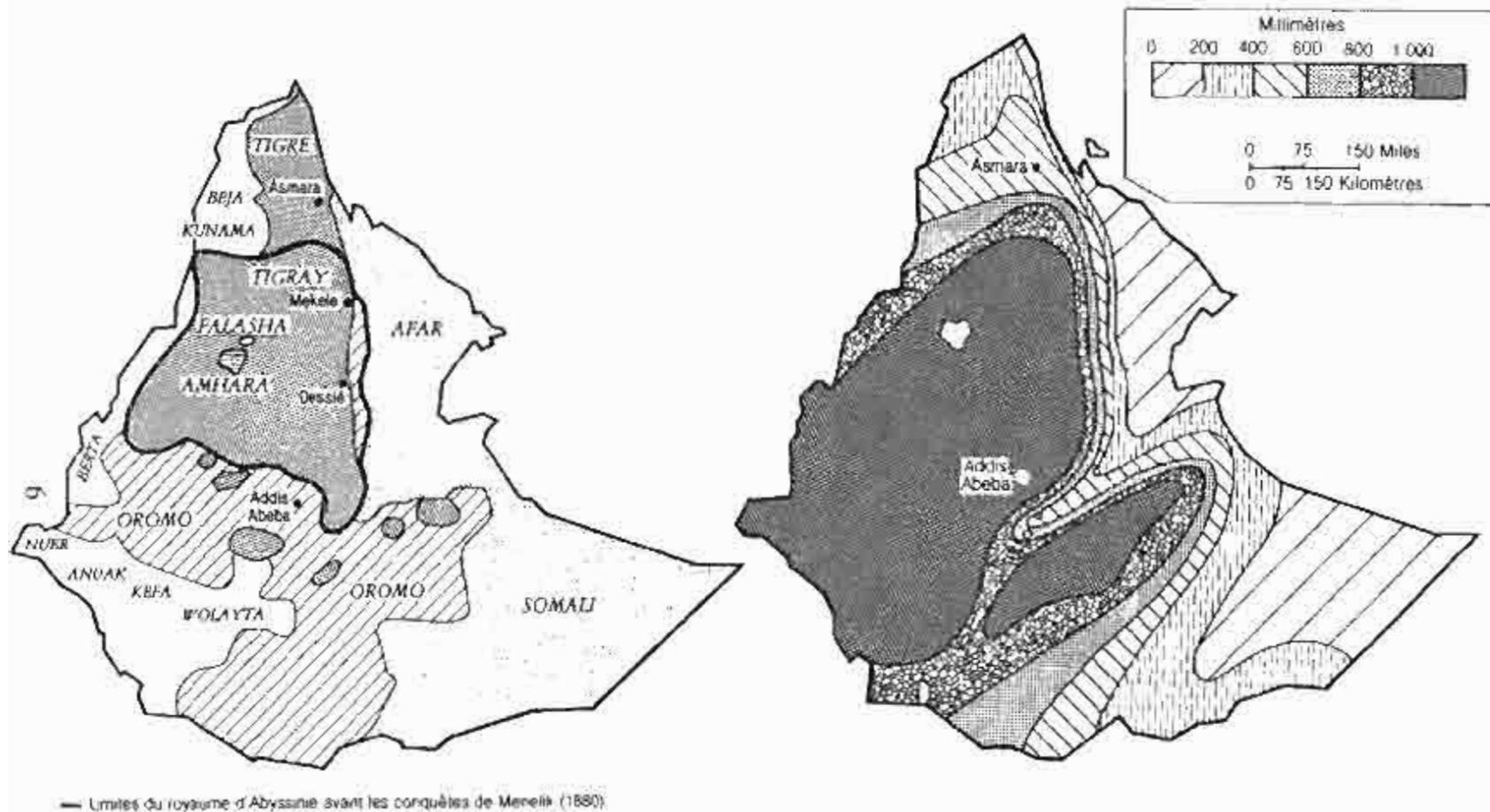
1973-1984. A douze ans d'intervalle, l'Ethiopie offre au monde le visage de la famine.

Tandis que les images tragiques des enfants du Wollo font le tour de la planète, la sécheresse forme la trame du discours de la famine. En quelques semaines l'Ethiopie devient, pour l'opinion publique occidentale, la figure emblématique d'une Afrique en crise vouée par une sorte de fatalité climatique à une catastrophe perpétuelle.

Nul doute que la grave sécheresse de 1983-1984 ait eu une influence déterminante dans la dégradation de la situation. Est-elle pour autant le seul moteur du drame qui frappe le Nord de l'Ethiopie?

Terres à hauts risques

Vaste ensemble montagneux entouré de zones arides, l'Ethiopie connaît des situations climatiques très diversifiées. Les hautes terres agricoles du Centre-Ouest du pays bénéficient de conditions pluviométriques relativement favorables avec, toutefois, de fortes variations en fonction de l'altitude et de l'exposition, expliquant que des communautés subissent la sécheresse alors qu'à une journée de marche d'autres sont épargnées. D'une façon générale les précipitations oscillent entre 600 et 2.000 mm par an, la limite inférieure située, suivant les conditions régionales, entre 900 et 1.500 mètres d'altitude dessinant les zones à risque: dans le Sud (Harargué,



Principales aires linguistiques
(avant les déplacements de populations)

Carte des précipitations

Balé, Sidamo), la brièveté des deux saisons des pluies liée à la latitude ne permet pas toujours d'assurer le cycle végétatif des céréales. Dans le Nord (Tigré, Erythrée, Wollo), l'irrégularité et le mauvais étalement des pluies ont souvent des conséquences dramatiques sur la production agricole. Ce "croissant de sécheresses" qui, du Nord au Sud en passant par l'Est, ceinture le massif Ethiopien a le triste privilège d'être fréquemment évoqué par les chroniques royales qui mentionnent quarante quatre famines entre 1252 et 1973.

Si le cadre géographique des sécheresses est ainsi délimité sur le temps long, les risques climatiques ne suffisent pas à expliquer les famines récurrentes dont souffre l'Ethiopie. Sans remonter trop avant dans l'histoire, les évolutions des quinze dernières années montrent que l'apparition d'une famine est liée à la combinaison de nombreux facteurs où le politique se mêle aux problèmes agricoles et écologiques pour exacerber les conséquences des aléas climatiques. La sécheresse entraîne la disette, voire la famine, parce que l'agriculture éthiopienne est très vulnérable aux aléas climatiques et que les conditions politiques et économiques ne permettent pas toujours un rééquilibrage rapide entre zones excédentaires et zones déficitaires.

La vulnérabilité de l'agriculture éthiopienne tient en premier lieu à sa faible productivité. Les techniques agricoles ne permettent que de faibles rendements et la production globale est insuffisante dans un contexte d'accroissement rapide de la population. En outre, l'exploitation intensive des terres et le surpâturage ont entraîné une dégradation sensible des sols dans les hauts plateaux du Nord et du Sud-Ouest à forte densité de population. Dans cet environnement fragilisé où les pratiques culturelles traditionnelles ne permettent plus de répondre à une forte pression démographique et à l'appauvrissement des sols, des déficits pluviométriques peuvent entraîner des crises de subsistance localisées qui, rapidement, se transforment en famine si les zones affectées ne sont pas approvisionnées.

Ainsi la sécheresse des années 1972-1974 a-t-elle provoqué une famine – ou plutôt deux famines, la première dans le Wollo en 1972-1973, la seconde dans le Harargué en 1973-1974 – parce que la sécurité alimentaire des populations touchées n'a pas pu être assurée par des apports de céréales en provenance des régions excédentaires, parfois toutes proches. Outre l'indifférence du régime impérial à l'égard des

victimes et ses tentatives de dissimuler la gravité de la situation, l'absence de voies de communication, la fragmentation du marché en zones rurales isolées et l'orientation des circuits de commercialisation vers les marchés urbains à fort pouvoir d'achat ont été des facteurs déterminants dans le déclenchement de la famine. Une famine qui, en exacerbant la crise politique traversée alors par le pays, contribuera à l'effondrement du régime impérial.

Dix ans de dégradation

Dix ans plus tard, le Nord de l'Éthiopie est à nouveau en proie à la famine. Les instruments créés par le nouveau régime pour mieux prévoir les conséquences des déficits pluviométriques et en limiter les effets par une meilleure coordination des secours n'ont pas suffi à éviter une nouvelle catastrophe. Malgré tous ses efforts pour mobiliser l'aide internationale, la Commission de Secours et de Réhabilitation (RRC) n'a pu enrayer la dégradation rapide de la situation perceptible, dans certaines régions, dès la fin de l'année 1983. L'acheminement de l'aide aux populations affectées n'a pu suppléer aux déficiences du marché intérieur des céréales.

Loin de s'atténuer, les disparités régionales se sont au contraire accentuées du fait des conflits qui opposent le régime aux mouvements de guérilla, notamment dans les provinces du Nord particulièrement vulnérables. La famine de 1984 correspond, dans son ampleur et sa localisation, à la combinaison des effets de la guerre et de la sécheresse.

D'une façon générale, les plans de fragilité de l'agriculture éthiopienne n'ont pas changé. La situation s'est même sensiblement aggravée depuis 1974. L'évolution de la production agricole, marquée depuis dix ans par de fortes fluctuations – quasi-stagnation de 1974 à 1978, redressement de 1978 à 1980, dégradation accélérée de 1980 à 1984 – confirme, en l'accentuant, la tendance préoccupante constatée dans les dernières années de l'ancien régime: la croissance de la production agricole reste très nettement inférieure au croît démographique longtemps sous-estimé mais évalué, depuis le recensement de 1984, à 2,9 % par an.

La plupart des observateurs estiment que la production agricole par habitant a baissé de 15 % au cours de la dernière décennie. Sur longue période, cette évolution se traduit par une dégradation inquiétante de la situation nutritionnelle: l'apport calorique moyen par habitant passe de 2.000 en 1969-1971 à 1805 en 1975-1977 et 1729 en 1978-1980. Cet agrégat cache bien entendu des différences significatives suivant les régions – de l'accroissement de la pauvreté urbaine à des situations de disette endémique dans les zones les plus touchées par la guerre et les déficits pluviométriques – il traduit en tout cas une tendance lourde apparente avant le début de la sécheresse de 1983-1984.

Depuis dix ans, l'Ethiopie vit sur le fil du rasoir. Les importations de produits alimentaires s'accroissent sans cesse, passant de 92.000 tonnes en 1976 à 360.000 tonnes en 1979. A partir de 1980, l'Ethiopie s'enfonce dans une dépendance chronique à l'égard de l'aide alimentaire.

Cette évolution témoigne, s'il en était besoin, qu'un changement de régime politique ne constitue pas un remède miracle aux problèmes agricoles de l'Ethiopie. Elle amène aussi à s'interroger sur la part des mesures radicales prises par le nouveau pouvoir pour transformer les campagnes dans la dégradation accélérée de la situation alimentaire du pays.

La réforme agraire

Proclamée le 4 Mars 1975, la réforme agraire transforme profondément les structures de l'Ethiopie rurale. Les terres des exploitations de plus de dix hectares sont redistribuées, le fermage et le métayage abolis, la terre devient propriété collective du peuple éthiopien. Dans l'euphorie de la réforme, le deuxième terme de la proclamation passera presque inaperçu, le paysan se croyant désormais propriétaire de sa parcelle. Les paysans sont appelés à se grouper en Associations de Paysans chargées notamment de redistribuer les terres disponibles, de résoudre les litiges fonciers et de créer des coopératives. Parallèlement, les fermes commerciales établies sous

l'ancien régime pour développer les cultures industrielles sont, pour la plupart, transformées en fermes d'état.

Cette réforme radicale est diversement accueillie suivant les régions. Dans les provinces du Nord, où la propriété privée est quasiment inconnue et la terre distribuée au sein de communautés paysannes ou de groupes lignagers, elle sera largement ignorée, voire combattue. Dans le Sud, par contre, terre de colonisation où domine le faire-valoir indirect, la réforme agraire répond aux aspirations à la dignité et à la justice de populations souvent dépossédées de leurs terres lors des conquêtes de Menelik à la fin du XIX^{ème} siècle. Elle reçoit un accueil enthousiaste et permet, par la suppression des fermages et métayages qui atteignaient parfois la moitié du produit de la récolte, une amélioration des revenus réels des petits paysans.

Les effets redistributifs de la réforme sont toutefois limités – sauf dans les régions où les grandes exploitations occupaient des surfaces importantes – par le manque de terres et la pénurie de boeufs de labour. Dans un contexte de forte pression démographique, le morcellement et l'exiguïté des terres restent la règle dans les hauts plateaux, faute de surfaces disponibles.

La réforme agraire ne constitue pas en soi une réponse aux problèmes de l'agriculture éthiopienne. Si dans certaines régions du Sud elle représente un préalable nécessaire, le paysan, hôte précaire sur sa terre et dépossédé d'une partie de sa récolte, ayant peu intérêt à améliorer ses rendements, ce potentiel d'évolution est largement contrebalancé par la redistribution périodique des terres dans le cadre des associations de paysans, qui n'incite pas à investir. La réforme agraire en elle-même ne fait pas pousser les céréales. En l'absence d'un cadre favorisant une amélioration des techniques agricoles, un accroissement de la production et des surplus, elle reste une mesure plus politique qu'agraire.

Plus que le putsch rampant qui se conclut, le 12 Septembre 1974, par la déposition d'Hailé Sélassié, la réforme – ou plutôt la révolution – agraire marque une rupture irréversible avec l'ancien régime. Dans un pays où terre et pouvoir sont intimement liés, l'abolition du métayage et la redistribution des grandes propriétés sapent l'influence des élites traditionnelles. L'ordre ancien s'effondre, non sans quelques sursauts localisés, notamment dans les provinces du Gondar et du Gojjam.

L'édifice administratif se délite dans la confusion générale, au risque de la réapparition des tendances centrifuges. Tandis que l'irrédentisme omali se réveille en Ogaden¹, les fronts de libération gagnent du terrain en Erythrée. Contesté à Addis-Abeba, confronté à une situation militaire périlleuse aux marches de l'empire, le Comité Militaire Administratif Provisoire (Derg), armé du slogan "Ethiopie d'abord", s'attache à consolider son pouvoir et se détourne un moment des campagnes. Par le décret du 14 Septembre 1975, le Derg transfère toutes les compétences de l'administration locale aux Associations de Paysans, ne leur demandant que des hommes pour la guerre et du grain pour la capitale.

La réforme agraire ayant aboli les mécanismes traditionnels d'extraction et de commercialisation des surplus, largement assurés par les grands propriétaires des régions traditionnellement excédentaires, l'approvisionnement d'Addis-Abeba n'est plus assuré à un niveau satisfaisant. Libérés de leurs obligations, les paysans des régions méridionales non touchées par la sécheresse se nourrissent mieux et reconstituent leurs réserves pour faire face à l'incertitude des temps, mais la pénurie s'installe à Addis-Abeba, provoquant une vigoureuse réaction du Derg. Le symbole de l'affameur – "l'homme au sac" de Lénine – devient le mythe explicatif de la disette et entraîne la politique "antikoulak" et le durcissement constaté à partir de 1978².

La socialisation de l'agriculture

Les contestataires liquidés au terme du délire meurtrier des terreurs "blanche" et "rouge"³, les menaces en Ogaden maîtrisées au prix d'une

1-L'aire d'extension des pasteurs somalis déborde largement les frontières de l'actuelle Somalie héritées de la colonisation et de l'expansion impériale éthiopienne. Outre le territoire somalien (réunion de l'ex-Somaliland britannique et de l'ex-Somalia italienne), elle recouvre en effet une partie de la république de Djibouti, l'Ogaden éthiopien et le Northern Frontier District du Kenya.

2- Le durcissement était perceptible avant 1978: les premières exécutions de commerçants datent de Juillet 1976. L'un de ces "accapareurs" fut alors condamné à mort pour la possession de 200 quintaux de céréales...

3- Au printemps 1977, l'ébullition révolutionnaire est noyée dans le sang. Une répression dantesque engloutit toute une génération d'intellectuels. Des mois durant une folie meurtrière balaye la capitale, broyant tour à tour tous les opposants selon la méthode éprouvée des éliminations successives et de l'extermination réciproque. Depuis la machine policière s'est sophistiquée... les disparus et les prisonniers politiques se comptent toujours par milliers.

alliance étroite avec les pays de l'Est⁴, le pouvoir du colonel Mengistu consolidé par des purges sanglantes au sein du Derg, le régime lève l'équivoque sur le statut de la terre et resserre son emprise sur les campagnes. Les Associations de Paysans sont reprises en main et deviennent progressivement de simples courroies de transmission du pouvoir central⁵. Une administration réformée et centralisée armée du socialisme scientifique se charge de faire sortir le pays du sous-développement. Le "Conseil Suprême de Planification Centrale" précise les orientations et les priorités pour l'agriculture. En Octobre 1978, la "proclamation pour une campagne nationale révolutionnaire de développement et la planification centrale" définit les objectifs: augmentation de la production, des surplus et des réserves de devises⁶, socialisation de la production.

L'accent est mis sur le développement des fermes d'état. Les petits exploitants individuels, qui représentent la quasi-totalité de la population rurale, sont invités, par la directive du 24 Juin 1979, à se grouper en coopératives de producteurs⁷.

La socialisation de l'agriculture est prévue en trois étapes: dans la première (malba) les paysans sont autorisés à conserver boeufs et outillage agricole ainsi qu'un lopin individuel de 2.000 ares; dans la seconde (welba), les moyens de production sont mis en commun; dans la troisième enfin, stade suprême du développement institutionnel et technologique, les paysans sont organisés en brigades de travail dans le

4- Après une phase d'observation, les soviétiques, alliés de la Somalie, renversent brutalement leurs alliances à la fin de 1977. L'offensive somalienne en Ogaden est stoppée grâce à des livraisons massives d'armement et au débarquement d'un corps expéditionnaire de 20.000 Cubains.

5- Les Associations de paysans se transforment peu à peu en extensions subordonnées du Ministère de l'Intérieur supervisées, au niveau du district, par les Revolutionary Administrative and Development Committees. Les présidents des associations, au départ élus par les paysans, sont désormais nommés par l'administration. Le recrutement pour l'armée, la fourniture de céréales pour les villes et la levée des taxes comptent parmi les tâches essentielles qui leur sont assignées.

6- Le café représente plus de 60 % des recettes d'exportation du pays.

7- Dès le début de l'année 1979, le Derg avait commandité une étude pour préciser les avantages et les inconvénients des coopératives. Tout en reconnaissant qu'elles pouvaient être un moyen d'inculquer aux paysans les principes du socialisme, les auteurs du rapport soulignaient qu'une politique généralisée et imposée de coopératives agricoles avait, du point de vue économique, toujours été un échec. Les conclusions étaient claires, la décision prise en toute connaissance de cause.

cadre de vastes ensembles mécanisés (weland) regroupant les terres de plusieurs coopératives.

Malgré les mesures incitatives prises par le gouvernement – exemptions de taxes, crédits à taux préférentiels, fourniture prioritaire d'intrants et de biens de consommation – les paysans ne se bousculent pas pour former des coopératives. En 1983, seules 1275 coopératives – dont 129 légalement constituées, pour la plupart au stade élémentaire – avaient vu le jour et ne contribuaient que pour 1,2 % de la production sur 2 % de la surface cultivée.

Nombre de ces coopératives ne doivent rien à l'initiative paysanne. Elles ont été créées par le gouvernement sur les sites de réinstallation du Sud et de l'Ouest du pays où la Settlement Authority puis, à partir de 1979, la RRC déplacent et organisent des paysans originaires des hauts plateaux en un nouveau front de colonisation agricole. Les résultats de cette expérience de "coopérativisation par le haut" ne sont toutefois guère convaincants. Un rapport interne du gouvernement émanant de l'Institut des Nationalités souligne notamment la très faible productivité de la plupart de ces sites pourtant suréquipés en matériel agricole. Un matériel largement sous-utilisé faute de maintenance: en 1984 près de 80 % des tracteurs alloués aux zones de réinstallation étaient hors d'usage.

Parallèlement le domaine des fermes d'état s'accroît rapidement, passant de 69.000 hectares en 1978/79 à 231.000 hectares en 1981/82⁸. Leur production, en partie réorientée vers le vivrier pour remédier aux pénuries urbaines, passe de 82.000 à 282.000 tonnes de céréales. Ces résultats sont cependant obtenus au prix fort: les fermes d'état, qui assurent 6,2 % de la production sur 4,2 % de la superficie agricole, absorbent depuis plusieurs années près de 85 % des crédits alloués à l'agriculture. En 1981/82, par exemple, les trois quarts des crédits accordés par l'Agricultural and Industrial Development Bank, 76 % des engrais, 95 % des semences améliorées, la quasi-totalité du matériel agricole, ont été dirigés sur les fermes d'état.

8- Avant 1978, les fermes d'état étaient essentiellement situées dans l'Illubabor et le Kaffa (culture du café), les vallées du Rift et de l'Awash (cultures irriguées) et le long de la frontière soudanaise (Setit-Humera, Asosa); elles gagnent ensuite l'Arrsi, le Balé et le centre du Wollega.

Cette injection massive de ressources rares et d'intrants coûteux n'ont pourtant pas conduit à une amélioration significative des rendements: en 1979/1980 le rendement moyen des fermes d'état était évalué à 17 quintaux à l'hectare contre 13 quintaux pour les paysans individuels et 10 quintaux pour les coopératives. Bien plus, les données officielles éthiopiennes indiquent depuis quelques années une nette détérioration qui forme un fâcheux contraste avec l'amélioration des rendements dans le secteur paysan. Faiblement productives, les fermes d'état sont de plus déficitaires et dépendent étroitement du soutien de l'Etat. L'essentiel de leurs ressources est absorbé par les frais de fonctionnement et leurs coûts de production sont si élevés qu'elles enregistrent des pertes en dépit des taxes réduites et des prix favorables (de 20 à 50 % supérieurs aux prix d'achat offerts aux paysans individuels) qui leur sont consentis par l'Agricultural Marketing Corporation (AMC), organisme d'état chargé, depuis 1976, de la commercialisation des céréales. Les conclusions d'un rapport rédigé en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT) sont édifiantes: "Les fermes d'état sont inefficaces tant au plan économique qu'au plan technique; en conséquence la grande majorité fonctionne à perte. Ce qui veut dire que leur contribution aux ressources disponibles pour la croissance est négative." Parmi les problèmes soulevés on note notamment: "des frais généraux très élevés", "un degré excessif de mécanisation", "une indifférence manifeste à l'égard de toute considération financière" et "des modes de recrutement et de rémunération peu souhaitables".

Cette dernière remarque, qui passe presque inaperçue dans la longue liste des "difficultés" évoquées par le BIT, prend un tout autre relief lorsque l'on se réfère aux témoignages recueillis auprès de quelques uns des 14.000 travailleurs "embauchés" en Juillet 1980 pour la récolte de sésame dans la ferme d'état d'Humera à la frontière du Soudan: recrutés de force à Addis-Abeba, entassés à plus de 70 personnes par camion, privés de nourriture, de sommeil et des mesures d'hygiène les plus élémentaires, ceux des "volontaires" qui résistèrent au voyage ne trouvèrent, à Humera, qu'une eau polluée, une nourriture incertaine et un travail forcé.

Pour revenir à la prudence de langage des organisations internationales, le rapport du BIT se conclut ainsi: "tant que ces difficultés n'auront pas été surmontées et les fermes d'état réorganisées

sur des bases saines, il serait imprudent d'envisager une nouvelle expansion de leurs activités."

Vers l'agriculture "scientifique"

Ce diagnostic, partagé par tous les observateurs, ne semble pas troubler les dirigeants éthiopiens: loin de réévaluer leur stratégie ils persistent au contraire dans une politique où l'efficacité économique est largement ignorée sous l'impératif de la collectivisation. Le discours prononcé le 3 Janvier 1983 par le colonel Mengistu devant le second congrès de la Commission pour l'Organisation du Parti des Travailleurs Ethiopiens (COPWE) est, à cet égard, édifiant: les problèmes des fermes d'Etat sont certes évoqués – il est même noté que leur productivité n'est pas supérieure à celle des petits paysans – mais c'est pour mieux souligner la nécessité de renforcer le secteur étatique au détriment de l'agriculture traditionnelle présentée comme la cause de tous les maux. Il est vrai que pour le colonel Mengistu "l'objectif des fermes d'Etat n'est pas seulement de produire, il est aussi de fournir le modèle" de ce qui est appelé de façon symptomatique "l'industrie agricole de demain"⁹. Il est vrai également que les dirigeants éthiopiens comptent sur les pays occidentaux pour soutenir l'expérimentation en vraie grandeur de l'agriculture socialiste inaugurée en Septembre 1984 par le lancement de leur premier plan décennal.

Le moindre des paradoxes de la stratégie de développement éthiopienne est qu'elle renforce en permanence la dépendance qu'elle

9- Curieusement, les experts de la Banque Mondiale semblent avoir retenu de ce discours - tout entier consacré au renforcement des structures collectives - la promesse d'un cadre plus incitatif pour les paysans et de mesures favorables à la diffusion de techniques améliorées. S'il est effectivement question de technologie moderne - il n'est même question que de cela - cette technologie ne semble pas devoir concerner les petits exploitants. Dans l'esprit des dirigeants les fermes d'état sont moins un modèle pour les paysans individuels que le fer de lance de la transformation de l'agriculture. Le colonel Mengistu souligne notamment que "pour permettre l'utilisation d'équipements et de technologie modernes, les petites exploitations doivent être intégrées dans de grands complexes agricoles et les zones rurales organisées en coopératives de production". Quant au cadre incitatif, à peine est-il possible de discerner dans ce discours fleuve un bref passage soulignant la nécessité de renforcer le contrôle de l'état sur le commerce local...

est censée supprimer. L'Ethiopie ne compte certes pas, loin de là, parmi les principaux bénéficiaires de l'aide au développement en Afrique au Sud du Sahara¹⁰. Il n'en reste pas moins que l'aide internationale s'est accrue dans des proportions considérables passant, de 1974 à 1980, de 2,9 % à 5,6 % du PIB. Une aide qui semble avoir moins profité aux investissements qu'aux dépenses publiques.

L'Ethiopie fournit une remarquable illustration d'un singulier partage des tâches déjà observé par ailleurs : les occidentaux fournissent un soutien budgétaire profitant largement à l'armée qui absorbe la moitié du budget de l'état¹¹, l'Union Soviétique se charge des ventes d'armements évaluées à plus de 2 milliards de dollars de 1977 à 1983¹². Cette priorité "militaire" mise à part, les efforts déployés par les donateurs occidentaux pour convaincre le gouvernement éthiopien de mieux utiliser les maigres ressources disponibles pour l'agriculture n'ont pas eu beaucoup de succès.

Parmi d'autres objectifs ambitieux – et totalement irréalistes: croissance annuelle de 6,5 % du PIB, de 10,3 % de la production industrielle, de 4,3 % de la production agricole... – le plan décennal, lancé en septembre 1984, prévoit de doubler la superficie des fermes d'état, qui doit passer en dix ans de 231.000 à 500.000 hectares, et fixe comme objectif d'organiser 53 % des exploitations agricoles en coopératives de production avant 1994.

Pour les dirigeants éthiopiens, il s'agit là d'un objectif minimal tant le morcellement des terres et les modes de production traditionnels leur semblent un obstacle à l'augmentation de la productivité. Comme le souligne le colonel Mengistu: "L'organisation des paysans en coopératives de production et le développement rapide des fermes d'état est le seul moyen d'accroître la production dans le secteur agricole. La transformation de ce secteur, à présent éparpillé et fragmenté, en un ensemble de grandes unités de production, permettra l'introduction de méthodes de culture scientifique et l'utilisation sur grande échelle de technologies modernes". Méthodes scientifiques et

10- En 1982, l'aide publique à l'Ethiopie s'élevait à 6 dollars par habitant pour une moyenne de 18 dollars pour l'ensemble de l'Afrique au sud du Sahara.

11- Le budget de la défense et de la sécurité a représenté, en 1983/84, 46 % des dépenses de l'Etat, non compris les achats d'armes à l'URSS.

12- Comme l'écrit René Lefort: "L'Ethiopie s'arme à l'Est et mange à l'Ouest".

grands espaces rythment en permanence les discours officiels. Des discours tout entiers consacrés à la lutte pour l'accroissement de la production par la transformation de la société.

Dans l'esprit des dirigeants, l'organisation des paysans en coopératives et le développement des fermes d'état sont deux éléments d'une même stratégie. La séquence malba/welba/weland renvoie à une vision du futur centrée sur de grandes exploitations collectives. Les associations de paysans regroupées en coopératives du premier stade sont les brigades de travail du futur, les ouvriers des fermes d'état les paysans de l'avenir. Dans cette société idéale, la productivité s'accroîtrait, selon le colonel Mengistu, en proportion du nombre d'experts et de tracteurs, pour atteindre, par des méthodes scientifiques, les objectifs fixés par les planificateurs d'Addis-Abeba.

Les déficiences des fermes d'état ne semblent pas devoir troubler ce bel ordonnancement : ne sont-elles pas, selon le colonel Mengistu, souvent liées "au manque de terres qui freine leur expansion", parfois à "l'absence d'études préalables à leur implantation", toujours à "l'indiscipline et à l'ignorance des paysans". Par la grâce d'un de ces raisonnements circulaires dont les dirigeants éthiopiens ont le secret, le remède proposé est donc d'étendre sans délai la superficie des fermes d'état, et de "changer les caractéristiques organisationnelles et professionnelles des paysans" en s'assurant, toujours selon le colonel Mengistu, "que les campagnes d'alphabétisation servent à éveiller la conscience de classe des paysans, à leur enseigner l'agriculture scientifique, à leur apprendre à s'organiser en coopératives"...

Sans préjuger des conséquences probables, au plan humain comme au plan économique, de cette fuite en avant vers l'agriculture "scientifique", l'expérience passée démontre amplement le caractère dramatique de telles expérimentations – aussi coûteuses qu'improductives – dans un pays où une bonne partie de la population vit en permanence au bord de la disette. De ce point de vue, le problème essentiel est moins celui des "performances" des fermes d'état et des coopératives, que le fait qu'elles aient absorbé, en pure perte, la quasi-totalité des maigres ressources disponibles pour l'agriculture, au détriment des paysans éthiopiens.

Les paysans oubliés

Dans l'attente de la collectivisation promise par les dirigeants d'Addis-Abeba, la production agricole repose essentiellement sur 35 millions de petits paysans qui contribuent pour près de la moitié du PIB du pays et assurent les trois quarts de ses exportations. Les exploitations familiales représentent en effet 94 % des terres cultivées et plus de 92 % de la production agricole. Plus de dix ans après la réforme agraire, les structures foncières restent très largement similaires à ce qu'elles étaient auparavant. La micro-exploitation reste la règle, variant de un à deux hectares par famille suivant les régions. Il s'agit d'une véritable agriculture de terroir, basée sur des pratiques culturelles éprouvées, permettant au paysan de tirer, en année normale, un assez bon parti de sa terre, en dépit de moyens limités. Reste que l'accroissement rapide de la population impose une amélioration des rendements. Il n'y a certes pas de remède miracle à ce problème crucial pour la sécurité alimentaire et le devenir de l'Ethiopie. Les solutions techniques connues doivent être adaptées aux possibilités humaines et écologiques du pays; les mesures de conservation des sols, l'introduction de semences améliorées, d'engrais, de pesticides imposent une évolution des techniques agricoles.

Les difficultés ne doivent toutefois pas être surestimées. En Ethiopie comme ailleurs, le paysan "traditionnel" peut rapidement intégrer, avec des résultats remarquables, les innovations technologiques disponibles pour peu qu'il y voie son intérêt. Les projets lancés depuis le début des années 70 dans certaines régions du pays montrent, s'il en était besoin, que nombre de paysans sont prêts à risquer, dans un environnement favorable, des investissements de ce type. En l'absence de volonté politique, de tels projets sont malheureusement restés à l'état d'expériences pilotes soutenues par les pays occidentaux. Un "programme de développement de l'agriculture paysanne" est certes "à l'étude", depuis plusieurs années, au Ministère de l'Agriculture et sera sans doute longtemps encore l'objet de discussions "approfondies" entre les experts de la Banque Mondiale et les services concernés mais rien n'indique que le régime ait jamais eu le souci d'améliorer les conditions de vie des petits exploitants.

Le bilan des réalisations du Derg est à cet égard édifiant. Dix ans après la réforme agraire, les infrastructures rurales sont quasiment inexistantes et le désenclavement des campagnes toujours à l'ordre du jour: 80 % des ruraux se trouvent à plus d'une demi-journée d'une piste praticable en toute saison. Les réseaux d'irrigation ont été essentiellement développés dans le secteur étatique et, à l'exception d'un important programme de reboisement, peu d'efforts ont été faits pour remédier aux problèmes d'érosion qui affectent les hauts plateaux. Le bilan n'est guère plus convaincant en matière de diffusion des techniques: les rares agents agricoles ont été affectés à l'organisation des coopératives et les intrants ont été accaparés par les fermes d'état. En 1981 par exemple, les paysans n'ont acquis que 700 des 22.000 tonnes de semences améliorées distribuées par l'Office des semences. Ce piètre résultat n'est pas seulement dû à l'approvisionnement prioritaire des fermes d'état, il tient également aux insuffisances des services de vulgarisation et des réseaux de distribution, à la médiocre qualité des semences, et, surtout, à leur coût prohibitif. D'une façon générale, l'utilisation des intrants a été découragée – sauf dans le Shoa et les environs d'Addis-Abeba, où les paysans peuvent vendre leurs surplus sur le marché libre – par l'évolution défavorable du rapport entre leur prix et celui des céréales.

Depuis 1980, les prix offerts par l'AMC déclinent en termes réels pour les céréales les plus importantes: teff, maïs et sorgho. Dans le même temps, le prix des engrais a plus que doublé.

Le niveau des prix offerts par l'AMC ¹³, couplé à la pénurie et au coût des intrants et des biens de consommation dans les campagnes, n'a pas incité les paysans à accroître leur production ni à commercialiser leurs éventuels surplus. Cette situation s'est logiquement traduite par le repli des paysans dans l'autosubsistance et le rationnement dans les villes, provoquant, par contrecoup, une flambée des prix sur le marché

¹³ Bien qu'elle n'ait pas le monopole de la commercialisation des céréales, l'AMC exerce une influence déterminante sur le niveau des prix et jouit du monopole du commerce interrégional. Bien que les commerçants privés représentent 70 % des achats de céréales mises sur le marché, les commerçants privés restent confinés à un rôle de collecteurs, au niveau local, au profit de l'AMC. Ils sont, en principe, obligés de céder la totalité des quantités acquises dans les provinces traditionnellement excédentaires de Borena, du Gojjam et du Gondar, 50 % de leurs achats dans les autres provinces, et ne sont pas autorisés à transporter du grain d'une province à l'autre.

libre. Enfin, les restrictions au commerce interrégional privé ont freiné les rééquilibrages nécessaires et créé des différences de prix considérables entre régions excédentaires et déficitaires, retardant en conséquence le développement d'un marché national intégré pourtant primordial dans la lutte contre les disettes localisées. Au total, les politiques de prix et de commercialisation, en principe destinées à réguler le marché des céréales et à approvisionner les villes à bas prix, ont tout à la fois découragé les producteurs, accentué les pénuries urbaines, accru la vulnérabilité des régions sensibles.

De l'avis de tous les observateurs, les décisions prises par le Derg, tant au niveau de l'allocation des ressources qu'au niveau des politiques agricoles, ont créé un environnement défavorable au développement agricole du pays. Les références pudiques des organismes internationaux aux "politiques inadaptées" ne doivent toutefois pas faire illusion. Elles renvoient, dans la situation éthiopienne, à une réalité faite de pillages et d'oppression de la paysannerie.

Les paysans ou comment s'en débarrasser

En dépit des faibles ressources allouées à l'agriculture paysanne, on ne peut certes pas reprocher au régime son désintérêt pour la paysannerie. Idéologiquement concernés par le sort des paysans appelés à participer à la construction du socialisme en passant à un stade "supérieur" d'organisation sociale et politique, les planificateurs d'Addis-Abeba leur assignent, dans l'immédiat, un rôle crucial dans le "développement" du pays: nourrir les populations politiquement sensibles de la capitale, financer les programmes d'industrialisation, subvenir aux besoins de l'armée.

Mais l'attachement des paysans à "leurs" terres, leurs réticences à l'égard des coopératives, leur refus de brader leur production et leur repli dans l'agriculture de subsistance ne font que confirmer les préjugés des membres du Derg: même libérés du joug "féodobourgeois" (sic) les paysans restent empêtrés dans la tradition, hostiles au progrès, incapables de comprendre "leur" intérêt. Les militaires au pouvoir ont trouvé leurs moujiks. Le paysan est plus ressenti comme

un problème que comme un atout. Son "arriération" et son "individualisme" scandent les discours officiels tandis que le colonel Mengistu déclare qu'il "a perdu confiance dans la paysannerie".

Si, à terme, l'essor des coopératives de producteurs doit permettre au Derg d'accroître son emprise sur les campagnes et son contrôle sur les surplus, il ne dispose, dans l'immédiat, ni des moyens ni de la marge de sécurité nécessaire pour transformer radicalement l'Ethiopie rurale au risque d'une désorganisation de la production.

Les fermes d'état constituent un pari onéreux pour approvisionner les villes et engranger des devises en se passant des paysans "archaïques". Cette agriculture modèle, préfiguration de l'Ethiopie de demain, se solde pourtant par un échec : en 1982, les populations urbaines restent dépendantes de l'agriculture paysanne qui fournit 85 % des surplus commercialisés par l'AMC.

L'"état des larges masses" doit compter avec les "koulaks". Constituer des réserves en prévision des années de vaches maigres devient de l'accumulation capitaliste, chercher à vendre sa récolte au meilleur prix en dehors des circuits officiels, de la spéculation, faire du commerce, de l'exploitation. Loin d'établir un cadre favorable à l'augmentation de la production, le régime s'acharne à multiplier les mécanismes d'extraction des surplus. Les récits des paysans réfugiés au Soudan et en Somalie au cours des deux dernières années jettent une lumière particulièrement crue sur la coercition et l'extorsion dont sont victimes les paysans éthiopiens¹⁴.

Les paysans sous le joug

Les foudres révolutionnaires se déchaînent dès 1978: les "Grain purchase task forces", au nom évocateur, mobilisent toute la hiérarchie

14- Témoignages recueillis par Jason Clay et Bonnie Holcomb (Cultural Survival), Peter Niggli (Berliner Missionwerk) et Clark Lance (Refugee Policy Group) lors d'enquêtes menées auprès de quatre groupes de populations réfugiés au Soudan et en Somalie en 1984-1985:

- Tigréens fuyant la guerre et la famine
- Populations déplacées originaires du Tigré et du Wollo fuyant les zones de réinstallation
- Paysans du Wollega et de l'Illubabor dépossédés par les opérations de réinstallation
- Paysans du Harargué fuyant la "villagisation"

administrative pour débusquer les "koulaks" et contraindre les associations de paysans à livrer leurs quotas de céréales aux prix fixés par le gouvernement. Ce système de réquisition fait peu de cas de la situation des campagnes: les besoins des villes et de l'armée, ainsi que le prix d'achat des céréales, sont fixés en début d'année par le pouvoir central, à charge pour l'AMC, l'armée et la milice de recouvrer les quantités requises au moment de la récolte...

Outre le fait que ces ventes forcées, à des prix déifiant toute concurrence, constituent une forme déguisée de taxation, la réquisition des récoltes, souvent abusivement qualifiées de surplus, empêche les paysans de constituer des réserves suffisantes. Comme le déclare un réfugié originaire du Wollo: "Dans notre région, certains paysans pouvaient, en une bonne récolte, assurer leur sécurité pour quelques années. Ce n'est plus possible. Non pas parce que la terre a changé mais parce que le gouvernement prend tout". Malgré les efforts déployés, les livraisons sont chaque année inférieures aux quotas, renforçant en cela la méfiance du Derg et le cycle de répression. Les paysans essaient de se prémunir contre l'extorsion officielle en cachant ou en enterrant leurs réserves, en ne moissonnant que le strict minimum.

Parallèlement, les taxes se multiplient, compensant largement, dans les zones méridionales, les effets de l'abolition du métayage: à la taxe d'occupation des sols, dont le poids s'alourdit au fil des ans, s'ajoutent les cotisations obligatoires aux organisations de masse (associations de paysans, All Ethiopia Peasant Association, associations des femmes, organisations de la jeunesse...) et les innombrables contributions imposées au niveau local. Il serait fastidieux de dresser une liste exhaustive des ces contributions dont le montant et la désignation varient au gré de la voracité, du zèle et de l'imagination des responsables locaux. On peut néanmoins les classer en deux grandes catégories: les contributions "volontaires", exigées par la milice, les cadres politiques, les représentants – nommés par le gouvernement – des associations de paysans et les contributions "exceptionnelles", régulièrement imposées pour les motifs les plus divers: pour la mère-patrie, la mort de Siad Barre¹⁵, une route ou une école... Si la finalité

15- Président de la Somalie

de telles contributions est parfois mal comprise, et leurs retombées en termes d'infrastructures rurales souvent aléatoires, leur impact sur la situation des paysans est, en revanche, tout à fait tangible.

Même dans les années fastes, les paysans ont de plus en plus de mal à répondre aux exigences croissantes des autorités. La plupart des réfugiés interrogés au Soudan ou en Somalie, qu'ils viennent du Harargué, du Tigré, du Wollo, du Wollega ou de l'Illubabor, indiquent qu'ils ont dû vendre une partie de leur bétail au cours des dernières années pour s'acquitter de leurs obligations, au risque de se trouver privés d'une ressource vitale en période de sécheresse. Les contrevenants s'exposent à des sanctions allant de la saisie de leur bétail et de leurs récoltes à des peines de prison assorties de lourdes amendes. Le non-paiement des taxes n'est d'ailleurs pas le seul motif des confiscations; les réfugiés en parlent comme d'une pratique courante.

A ces réquisitions arbitraires, en nature ou en espèce, s'ajoutent d'innombrables corvées: les paysans sont obligés de travailler sur les terres des miliciens et des cadres, dans les champs communaux des associations de paysans et de l'organisation de la jeunesse et, le cas échéant, dans les fermes d'état voisines. Cet apprentissage contraint du travail collectif, qui n'a que de lointains rapports avec les mécanismes traditionnels d'entraide des communautés rurales éthiopiennes, ne donne lieu à aucune rétribution. Comme le déclare un réfugié originaire du Wollega: "Nous ne connaissons pas la valeur de ce que nous produisons pour l'association de paysans, nous ne pouvons même pas sentir le grain avant que les camions ne l'emportent au gouvernement. Lorsque nos réserves sont épuisées, nous pouvons parfois acheter du grain à l'association mais le prix est élevé : j'ai dû vendre un boeuf pour acheter ce que j'avais moi-même produit".

Ce travail forcé, non rémunéré, ne constituerait qu'une nouvelle forme de ponction des revenus paysans s'il ne venait en outre désorganiser la production. Dans les périodes cruciales des labours, des semailles, du sarclage et de la moisson, les paysans n'ont plus suffisamment de temps pour s'occuper de leurs champs. La plupart des réfugiés – surtout ceux originaires des régions méridionales où la paysannerie apparaît beaucoup plus encadrée que dans le Nord – citent le travail collectif ainsi que les meetings et les campagnes de

conscription comme des causes majeures du déclin de la production agricole au cours des dix dernières années.

Les réfugiés sont particulièrement amers à l'égard des réunions politiques organisées à tout propos, au mépris du calendrier agricole. L'éloquence des cadres, qui semblent mesurer leur importance à la longueur de leurs discours, leur est d'une piètre consolation: "Les babouins mangent notre récolte pendant que nous sommes entraînés de force aux meetings de l'association des paysans, nos femmes aux meetings de l'association des femmes et nos enfants aux meetings de l'organisation de la jeunesse" déclare un réfugié originaire du Wollega qui ajoute "Le Derg est le meilleur ami des cochons et des singes, il les laisse manger notre grain pendant que nous sommes prisonniers de discours sur le travail collectif et qu'il nous explique encore et encore pourquoi il prend notre récolte, notre argent et même nos fils".

Les hommes jeunes sont enrôlés en masse dans l'armée, lors de campagnes régulières de conscription forcée. Le régime a besoin d'hommes pour lutter contre les mouvements de guérilla qui se développent dans les régions annexées et dominées du Nord (Erythrée, Tigré) et parmi les peuples des provinces conquises par l'empereur Ménélik à la fin du XIX^{ème} siècle (Oromos, Somalis, Afars...). Héritiers d'une tradition séculaire de révolte contre la domination amhara, les fronts de libération se nourrissent de l'hostilité croissante des populations envers le nouveau régime. Partout les réquisitions, les exactions, la conscription et, au Sud, les promesses non-tenues (la terre aux paysans!...) de la réforme agraire, les campagnes d'alphabétisation en amharique et les programmes de réinstallation de paysans du Nord en territoire romo renforcent l'opposition au Derg et les représailles de l'armée.

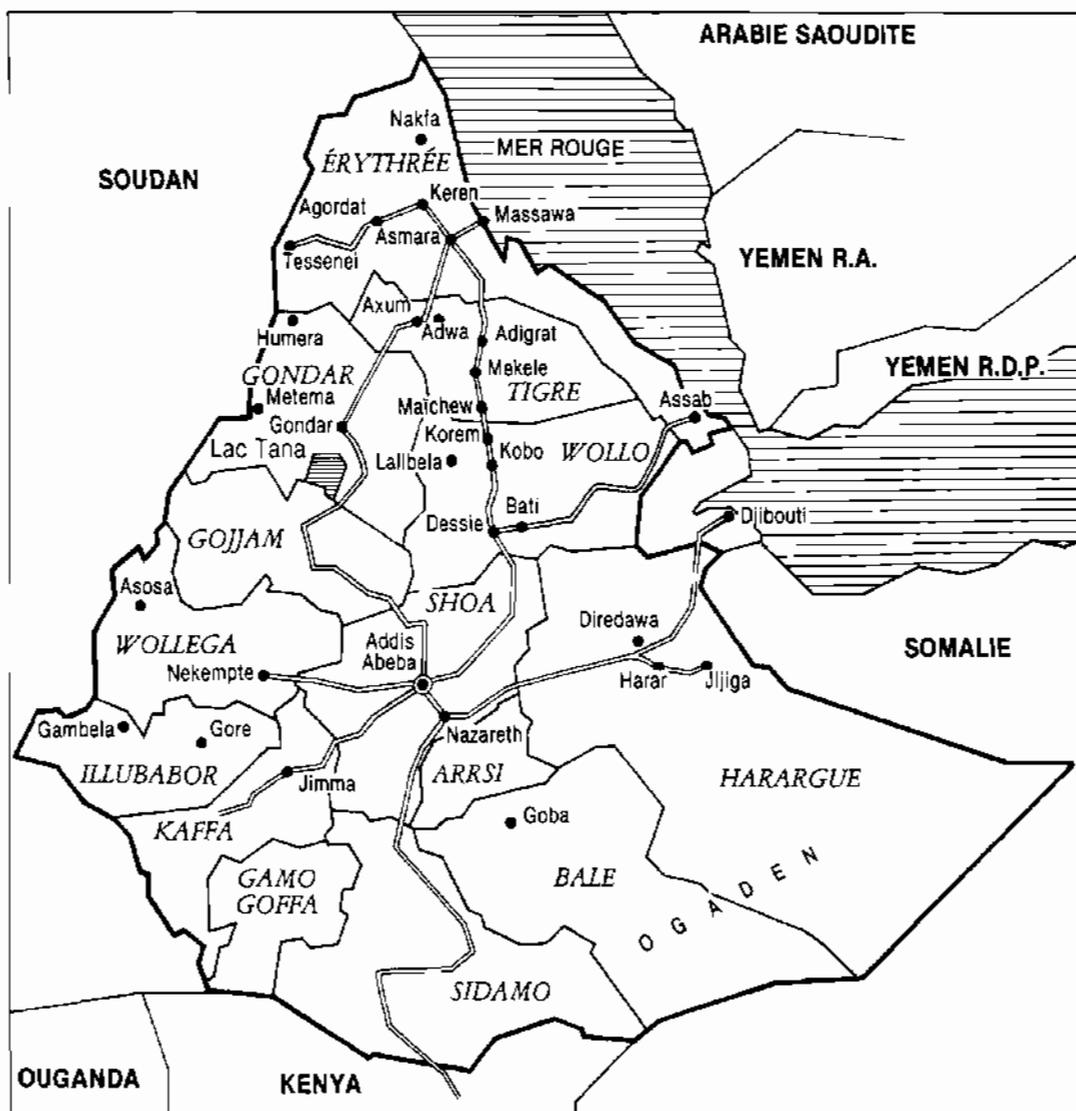
Tandis que la lutte armée gagne en pays oromo¹⁶, le Tigré et l'Erythrée ont depuis longtemps basculé dans la guerre. Les témoignages des Tigréens réfugiés au Soudan sont révélateurs du type

16- Un moment pris à contrepied par la réforme agraire, le Front de Libération Oromo reprend l'initiative à partir de 1979. Longtemps cantonné aux montagnes de Chercher dans la province du Harargué, le Front étend ses activités à la province du Wollega à partir de 1982. Il est particulièrement actif dans les zones de réinstallation, notamment à Asosa. Sa capacité à s'assurer le soutien des paysans oromos, qui comptent pour plus de 40 % de la population du pays, constitue l'une des incertitudes majeures qui pèsent sur le devenir de l'Ethiopie.

de guerre mené par l'armée éthiopienne dans les zones contrôlées par les fronts de libération. Des raids sont périodiquement lancés sur les villages "rebelles" pour s'emparer des taxes, du bétail et des récoltes. Aux pillages s'ajoutent les destructions: villages incendiés, marchés bombardés, puits empoisonnés, bétail massacré, récoltes détruites émaillent les récits des réfugiés tandis que se multiplient viols, emprisonnements et exécutions arbitraires.

Si dans tout le pays les "interférences" du pouvoir ont provoqué un déclin de la production agricole, elles ont, dans les provinces du Nord, considérablement accru la vulnérabilité des paysans. Dans ces régions particulièrement sensibles aux aléas climatiques où la production en année "normale" permet tout juste de subvenir aux besoins des populations, les exactions du Derg ont eu des conséquences tragiques.

Les réfugiés du Wollo et du Tigré distinguent très nettement la famine de la sécheresse. Les paysans du Wollo insistent sur la gravité de la sécheresse de 1983-84 mais soulignent que les réquisitions du Derg ne leur ont pas permis, comme par le passé, de constituer des réserves et de garder suffisamment de bétail pour survivre. Les Tigréens citent, par ordre d'importance, les insectes, la sécheresse et l'armée comme les causes majeures de la famine de 1984. Leurs témoignages montrent éloquemment comment une région fragile peut s'enfoncer dans une situation de disette endémique et basculer sans recours dans la famine.



L'Éthiopie

LA FAMINE DEVOILEE

Octobre 1984. La famine éthiopienne crève l'écran des téléviseurs suscitant une émotion considérable et un mouvement de solidarité sans précédent dans l'opinion publique occidentale.

Une équipe de télévision vient d'être autorisée à aller filmer les centres de distribution établis, depuis plusieurs mois déjà, dans les provinces du Wollo et du Tigré.

La porte s'entrouvre sur l'Ethiopie où va affluer une aide considérable. Le voile se déchire enfin sur l'une des plus graves famines de ce siècle. Une famine tardivement découverte alors qu'elle a déjà fait des dizaines de milliers de victimes dans les provinces les plus touchées du Nord du pays.

La famine ignorée

On ne peut certes pas accuser les autorités éthiopiennes d'imprévoyance. En 1983 déjà, une poche de sécheresse se dessinant dans le Nord du pays, la RRC avait ouvert, avec l'aide internationale de nombreux centres de distribution de vivres dans la province du Wollo. La situation s'aggravant, la RRC lançait, le 30 Mars 1984, un appel pressant aux donateurs occidentaux pour la fourniture de 450.000 tonnes d'aide alimentaire.

Cet appel ainsi que la tournée entreprise par le responsable de la RRC, Dawitt Wolde Giorgis, dans la plupart des pays occidentaux ne produisirent pas les effets escomptés : de Mars à Août 1984, les nouveaux engagements pris par la communauté internationale ne

dépassent pas 87.000 tonnes de céréales. Outre l'hostilité des Etats-Unis à l'égard du régime du colonel Mengistu et les réticences des donateurs à accroître leur contribution, ce médiocre résultat reflète le scepticisme des pays occidentaux à l'égard des demandes réitérées de la RRC. Un scepticisme encore renforcé par les évaluations contradictoires leur parvenant sur la situation en Ethiopie. Ainsi, au début de l'année 1984, la délégation de la CEE à Addis-Abeba faisait-elle savoir à Bruxelles qu'aucune pénurie n'était prévisible dans l'immédiat et évoquait l'existence d'un stock de 200.000 tonnes de céréales dans les entrepôts de l'AMC. Stock également mentionné par la mission d'experts de la FAO¹ qui, en Février 1984, évaluera, compte tenu des tonnages déjà promis par les donateurs et des problèmes logistiques, l'aide requise à 125.000 tonnes seulement.

Que, dans ces conditions, les pays occidentaux aient montré peu d'empressement à répondre aux appels de la RRC n'est pas en soi étonnant. Plus surprenante par contre l'apathie des autorités éthiopiennes.

Le moins que l'on puisse dire est que le régime ne semblait pas soucieux d'appuyer les efforts faits par la RRC pour sensibiliser les pays occidentaux à la dégradation dramatique de la situation dans le Nord du pays. Il disposait pourtant d'une tribune idéale avec la réunion, en Juin 1984 à Addis-Abeba, de la dixième session ministérielle du Conseil Mondial de l'Alimentation. Dans son discours d'ouverture, après avoir évoqué pêle-mêle l'archaïsme de l'agriculture africaine, la détérioration des termes de l'échange, le refus des pays développés de parvenir à un accord sur le prix des produits agricoles, le colonel Mengistu souligne les efforts déployés par l'Ethiopie pour sortir du "féodalisme et de l'arriération". La situation du pays est toutefois à peine mentionnée au terme d'un long développement sur la réforme agraire et le plan décennal: "L'Ethiopie souffre actuellement de la grave sécheresse qui frappe la plupart des pays africains et la situation continue de se détériorer. Le gouvernement révolutionnaire a pris des mesures concrètes et immédiates pour réhabiliter les victimes

1- Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

d'une sécheresse résultant de conditions climatiques globales anormales".

Ce sera la seule évocation publique de la sécheresse par le colonel Mengistu avant son rapport au congrès constitutif du parti, le 6 Septembre 1984. Une abstention tout à fait étonnante de la part d'un homme à priori bien placé pour mesurer les conséquences potentielles d'une telle situation. Comme le rappellera fort à propos le colonel Mengistu lors d'une interview accordée en Février 1985 à la Télévision Canadienne: "C'est l'indifférence à l'égard des victimes de la famine qui fut la cause de la révolution éthiopienne".

Il est vrai que les appels à l'aide internationale n'étaient pas toujours appréciés. Ainsi la très influente Commission pour l'Organisation du Parti des Travailleurs Ethiopiens réfutera-t-elle les prévisions alarmantes de la RRC en préparant un contre-rapport affirmant que l'Ethiopie serait capable de se sortir seule de l'épreuve. Reste qu'on chercherait en vain la trace d'une solution nationale propre à répondre à l'urgence de la situation. La constitution, le 22 Mars 1984, d'un comité ministériel chargé de trouver des solutions au problème de la sécheresse ne constitue pas en soi le signe d'une réelle préoccupation du régime. Doté de ressources insuffisantes, dirigé par un homme qui, pour être ministre de l'intérieur, n'en reste pas moins extérieur aux cercles dirigeants du Derg et du COPWE, le comité aura un impact insignifiant sur une situation largement ignorée. L'heure n'est pas à la famine mais à la mobilisation idéologique.

L'heure du parti

La grande affaire, l'obsession officielle de l'année 1984, rebattue par la propagande du régime jusqu'à saturation, est en effet la création tant attendue du parti des travailleurs éthiopiens prévue pour le 12 Septembre à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution.

Addis-Abeba se prépare activement à la célébration en fanfare de dix ans de construction socialiste: les bâtiments officiels sont rénovés, les ronds points couverts de slogans, les rues réasphaltées en prévision de la grande parade militaire. Un système couleur de retransmission télévisée est installé à la hâte pour couvrir le moment historique de la création du parti tandis que, témoignage sans doute de la sollicitude du régime pour les millions d'affamés des provinces du Nord, un nouveau

transmetteur est installé à Mekele pour permettre, selon les termes du ministre de l'information, "aux masses du Tigré de suivre les efforts faits pour la construction du socialisme en Ethiopie". Tandis que bouteilles de whisky, nouveaux uniformes et décorations sont commandés à la hâte, de nouveaux bâtiments s'édifient à grand frais: palais des congrès ultra-moderne, sièges de la confédération des syndicats éthiopiens et de l'All Ethiopia Peasant Association.

Beaucoup a été dit sur le coût de ces festivités, les estimations variant entre 50 et 250 millions de dollars, il est en tout cas au moins égal aux 86 millions de dollars alloués, selon les Nations Unies, aux opérations de secours, de Septembre 1984 à Septembre 1986, par le gouvernement éthiopien. Mais plus que les dépenses engagées, la véritable rançon des fastes révolutionnaires d'Addis-Abeba est la mobilisation de toutes les énergies dans la préparation du congrès. Une mobilisation qui tournera vite à la paralysie complète de l'appareil administratif. La RRC elle-même sera contaminée dans les semaines qui précéderont le grand jour, au grand dam des représentants des agences de secours².

La famine occultée

Quant à la famine, particulièrement malvenue à l'heure de la célébration des avancées révolutionnaires, elle est non seulement ignorée mais dissimulée jusqu'en Octobre 1984. Parler d'indifférence *est trop faible, on observe au contraire une volonté délibérée et jamais démentie de cacher la gravité de la situation, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La RRC est certes autorisée à en appeler à l'aide internationale, mais ses évaluations sont destinées aux seuls donateurs. Tout au long de l'année 1984, aucune information sur la famine n'apparaît dans la presse éthiopienne et les habitants d'Addis-Abeba ne découvrent l'ampleur du drame qu'une fois passées les festivités du dixième anniversaire de la révolution. De même les*

2- Dans les mois qui précèdent la création du parti, priorité est également donnée, dans le port d'Assab, aux importations destinées à l'embellissement de la capitale et aux festivités du dixième anniversaire. Sur les 350.000 tonnes d'aide alimentaire promises par les pays occidentaux pour l'année 1984, 195.000 restaient à livrer en septembre. Les donateurs sont toutefois informés qu'à partir du 31 Octobre le port serait réservé au déchargement d'engrais et à "l'importation de machines", euphémisme désignant, en Ethiopie, les livraisons d'armement.

Journalistes occidentaux, alertés par les informations filtrant sur la situation dans le Nord, en dépit du silence imposé par le régime aux organisations humanitaires présentes sur place, se verront systématiquement refuser l'accès aux provinces affectées. Ce fut le cas notamment des correspondants de la BBC et de l'AFP à Nairobi qui essaieront en vain, durant tout l'été, de se rendre dans le Wollo, ce fut le cas également des journalistes présents à Addis-Abeba pour les célébrations du dixième anniversaire qui n'auront d'autre issue que d'interviewer des responsables d'organisations humanitaires bloqués eux aussi dans la capitale pendant plusieurs semaines pour d'obscures raisons de sécurité.

Des interviews autrement plus instructives que les discours prononcés par le colonel Mengistu à l'occasion du congrès constitutif du parti... On ne s'étonnera pas que le discours de clôture prononcé un jour "de victoire et de réjouissance" soit tout entier dédié à la glorification du parti et à l'évocation lyrique des victoires historiques de la révolution. Une lecture attentive du discours fleuve prononcé lors de l'ouverture du congrès permet toutefois de déceler quelques allusions à la "sécheresse". Une sécheresse qui doit être combattue avec une détermination toute révolutionnaire: "Des milliers de nos concitoyens ont perdu la vie en raison de sécheresses récurrentes (...) Notre slogan "plaçons la nature sous notre contrôle" doit être mis en pratique. Nous devons nous unir pour libérer l'agriculture des forces menaçantes de la nature". Trois petites phrases dans un discours de cinq heures où la sécheresse n'est, au plus, qu'une occasion parmi d'autres de souligner la nécessité de changer les modes et les rapports de production dans l'agriculture en y appliquant des méthodes "modernes et scientifiques", en renforçant le secteur des fermes d'état, en organisant les paysans en coopératives de production, en accélérant le transfert des populations sur des terres "vierges, vastes et fertiles"... En bref l'ordre du jour n'est pas la famine mais la réalisation des objectifs du plan décennal.

Le combat contre la sécheresse

Quelques semaines après la fin des festivités l'attention des dirigeants se tourne enfin vers le drame qui se noue en silence dans les campagnes du Nord. Le 3 Octobre, la priorité est enfin donnée à ... la sécheresse

lors d'une réunion du politburo. La sécheresse devient officielle et les journalistes sont autorisés à aller, sous surveillance, prendre le pouls du centre de nutrition de Korem dans la province du Wollo.

Le 26 Octobre, le Derg annonce la création d'un Comité National pour les Désastres Naturels et la Réhabilitation. Plus que toute autre considération, la composition de ce comité où figurent les membres les plus importants du politburo dont le colonel Mengistu lui-même témoigne de l'importance nouvelle accordée à la situation du Nord du pays³. Elle témoigne également d'une nouvelle perte d'influence de la RRC qui, sur le terrain même de l'organisation des secours et des programmes de réhabilitation, se voit reléguée à un simple rôle technique. La primauté du parti se manifeste à tous les niveaux avec la création de comités régionaux, provinciaux, de districts... pour, selon les termes du communiqué officiel du Derg, "surmonter les problèmes causés par l'absence répétée des pluies, mettre en oeuvre le programme établi par le parti et en assurer l'application dans toutes les parties du pays".

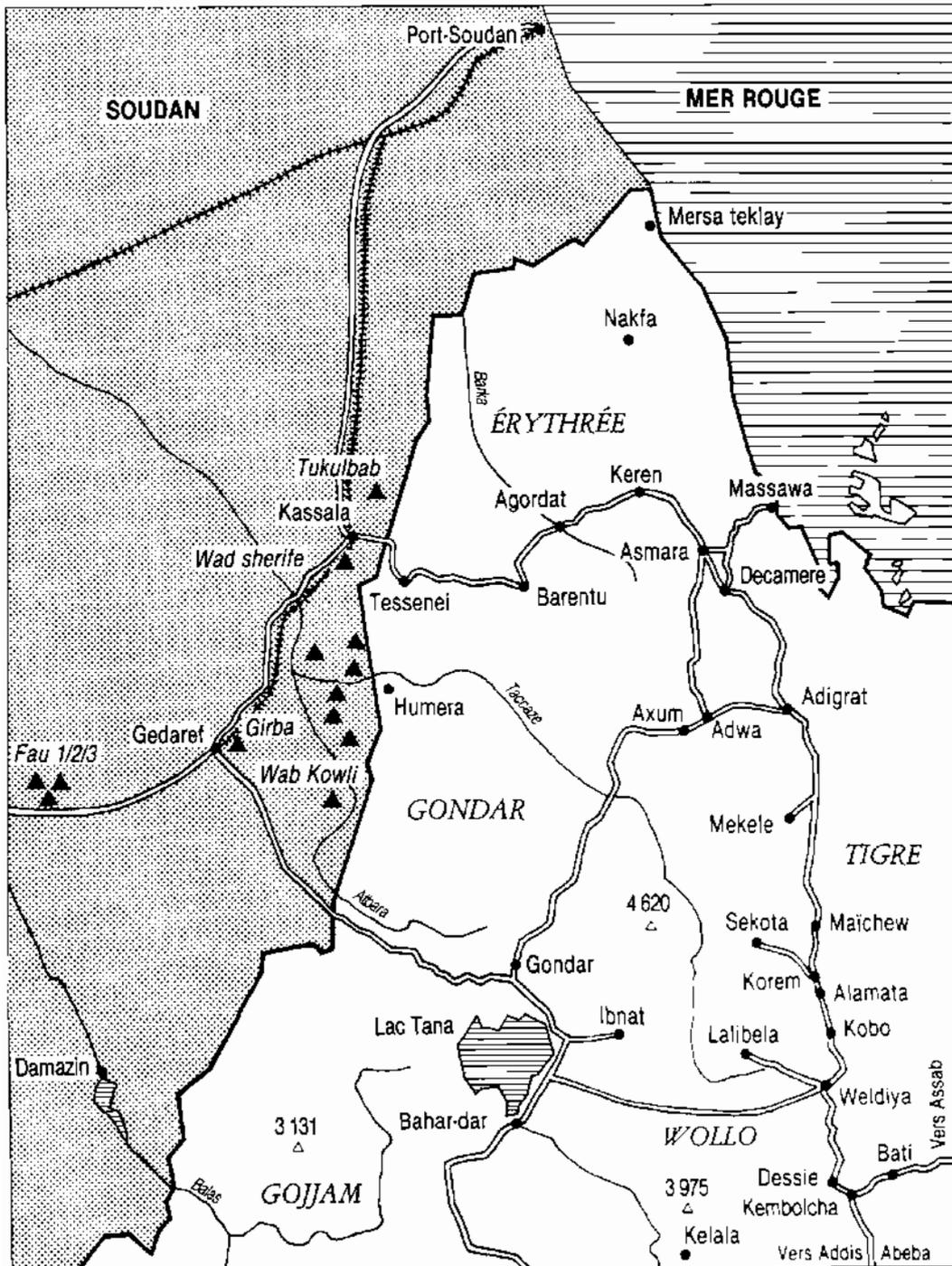
Ce communiqué, essentiellement destiné à dédouaner le Derg de toute responsabilité, est significatif du malaise créé par une réalité admise avec beaucoup de réticences par les idéologues au pouvoir. Longtemps utilisée comme instrument de propagande pour stigmatiser l'ancien régime, la famine – ou plutôt la sécheresse – est soudain redécouverte dans sa dimension sahéenne et sa profondeur historique et donne naissance à une nouvelle théorie: "Les larges masses de l'Ethiopie ont été durement touchées par la sécheresse internationale qui s'est aggravée au cours des dernières années (...) Des recherches appropriées ont montré que le Sahara gagne vers le Sud à raison de douze kilomètres par an (...) Des études scientifiques de l'évolution humaine révèlent que les premiers établissements humains se créèrent à l'Est et au Sud de l'Afrique. Dans certaines régions la terre a été travaillée pendant des siècles. Sa fertilité s'est dégradée et, sous le joug de l'oppression et de l'exploitation coloniale, son développement a été étouffé et retardé (...) Les problèmes qui affectent notre pays ne peuvent être séparés de la situation globale de l'Afrique. Lorsque l'on

3- Outre le colonel Mengistu chargé de l'Agriculture, on y trouve tous les personnages-clé du régime: Berhanu Bayeh, président du Comité, chargé de l'aide; Fisseha Desta, chargé des transports; Legesse Asfaw, chargé des transferts de population et Fikre Selassié Wogderess, chargé des fermes d'état.

étudie de près la sécheresse il devient évident qu'elle n'a cessé de frapper notre pays au cours de sa longue histoire". "L'avidité et l'indifférence des classes dominantes féodales [qui] ont bouleversé l'équilibre naturel et déstructuré la société" sont certes rappelées, mais c'est pour mieux mettre en évidence les mesures prises par le gouvernement révolutionnaire pour remédier au problème depuis la création de la RRC jusqu'à celle du Comité Ministériel. Le programme d'action est ensuite évoqué dans ses grandes lignes: "Le plan à court terme prévoit des mesures destinées à accroître la productivité des paysans et des fermes d'état et à poser les bases d'une éradication définitive de la sécheresse. En conséquence des dispositions seront prises pour s'assurer que ceux de nos compatriotes qui reçoivent des secours d'urgence soient réhabilités dans le cadre d'un nouveau programme de réinstallation".

La sécheresse reconnue, le remède trouvé, les directives du parti sont appliquées sans attendre: le 17 Novembre les premiers contingents de paysans du Tigré et du Wollo quittent les centres de distribution de Mekele et de Bati en direction des zones de réinstallation du Sud-Ouest du pays⁴.

4- Choiesies par une commission présidée par le Colonel Mengistu, les principales zones de réinstallation se situent dans les provinces du Wollega (Asosa, Nekempte) de l'Illubabor (Gambella, Gore), du Kaffa (Jimma), du Gojjam (Metekel/Pawe) et du Gondar (Metema).



▲ Principaux camps de réfugiés

Zones de guerre, zones de famine

L'URGENCE ET LES PRIORITES

Lorsque les images d'enfants squelettiques, aux visages de vieillards parvinrent dans les pays industriels, le remède semblait désespérément simple: ils ont faim, donnons-leur à manger.

Tout au long de l'année 1985 les rouages de la solidarité internationale tournèrent à plein régime dans la plus gigantesque opération de secours jamais réalisée: 1.200.000 tonnes de vivres se déversèrent sur l'Ethiopie.

Toute cette aide ne constituait pas en soi l'assurance que les victimes de la famine seraient secourues.

L'aide les yeux fermés

Le problème de la distribution de l'aide alimentaire en Ethiopie est un sujet controversé dans les pays occidentaux depuis déjà plusieurs années.

Les vifs débats qui se sont déroulés de 1982 à 1984 à la suite de témoignages faisant état de détournements de l'aide par l'armée ou de son utilisation en contrepartie d'achats d'armement à l'U.R.S.S. n'ont pourtant pas contribué à éclaircir la situation. Que ces accusations aient souvent été fondées sur des observations localisées ne faisait que renforcer la nécessité de soulever un coin du voile jeté sur l'utilisation de l'aide par un régime faisant secret de tout. Que ces témoignages

aient parfois été recueillis par le canal des mouvements de guérilla ne faisait que souligner la nécessité d'une évaluation objective de la situation. Cette nécessité ne semble pas avoir été ressentie par la plupart des pays et organismes donateurs qui ont cru pouvoir apaiser les inquiétudes légitimes des élus et des opinions publiques par des déclarations lénifiantes aussitôt démenties par de nouvelles accusations.

Cette étonnante attitude, qui confine parfois à la politique de l'autruche, est remarquablement illustrée par les déclarations de certains responsables européens. Ainsi, lorsque le Parlement Européen proposa, à la suite d'informations faisant état de détournements massifs de l'aide alimentaire allouée à l'Ethiopie en 1981, de suspendre l'aide alimentaire de la Communauté, Monsieur Pisani, alors Commissaire au Développement, prétendit éluder la question, suggérant qu'elle avait été soulevée par des personnes mal informées... De même, en 1983, alors que se multipliaient les témoignages de détournements par l'armée, un membre de la délégation de la CEE à Addis-Abeba expliqua qu'il n'était pas anormal de trouver des vivres donnés par la communauté dans les casernes, l'armée étant souvent amenée à contribuer, grâce à sa flotte de transport, à la distribution des secours...¹

D'une façon générale les donateurs ne se sont guère montrés curieux de l'usage qui était fait des vivres alloués à L'Ethiopie. Le plus souvent, ils se sont contentés de répondre aux accusations de détournement par des enquêtes superficielles guère susceptibles de remettre en cause la crédibilité des plans d'utilisation qui leur étaient remis par la RRC. Une crédibilité pourtant sujette à caution comme en témoigne une lettre, rendue publique en 1983 par un fonctionnaire de la RRC ayant fait défection, dans laquelle Shimelis Adugna, prédécesseur de Dawitt Wolde Giorgis à la tête de la RRC, enjoignait à ses subordonnés de dissimuler le détournement de 16.000 tonnes d'aide alimentaire du Programme Alimentaire Mondial (PAM) en truquant leurs rapports d'utilisation. Il ne s'agissait pas, en l'occurrence, d'un détournement vers l'armée mais vers l'AMC et le Ministère de

1- Sans doute pour éviter de nouvelles suspicions, les camions militaires se feront très discrets dans les opérations de secours en 1984-85...

l'Agriculture. Il n'en reste pas moins que cet "incident" est révélateur du degré de confiance que l'on peut accorder aux plans d'utilisation établis par la RRC. Non pas que la réputation de sérieux de la RRC soit totalement usurpée: elle est, sans conteste, relativement efficace en comparaison des institutions similaires existant dans d'autres pays. Elle n'est pourtant pas exempte de "défaillances", et, sur un sujet aussi vital que l'aide pour l'économie du pays, il ne fait pas de doute que sa marge de liberté est des plus limitée.

L'aide en milieu opaque

En 1985, la question de la destination de l'aide est plus que jamais au centre des controverses. Alors que des centaines de milliers de tonnes de vivres se déversent sur le pays, une incroyable confusion entoure les opérations de distribution: les tonnages distribués, le nombre des victimes secourues ou à secourir, sont l'objet de toutes les spéculations. Les rapports de la RRC ne contribuent pas à éclaircir la situation: ils permettent de suivre l'aide alimentaire des ports de débarquement aux entrepôts de stockage, pas jusqu'aux bénéficiaires. Tandis que circulent les estimations les plus contradictoires² les informations recueillies sur le terrain alimentent toutes les inquiétudes.

Depuis que la famine a contraint le pays à s'entrouvrir sur l'extérieur, il est de plus en plus difficile au régime de dissimuler certaines réalités alors qu'une cinquantaine d'organisations humanitaires travaillent dans les zones de famine. Leurs témoignages sur l'utilisation de l'aide internationale – notamment au Tigré et au Wollo où l'armée et la milice ne sont pas les dernières à en bénéficier – permettent de combler certaines lacunes des compte-rendus officiels.

Les dirigeants éthiopiens supportent mal ces interférences: jouant aux redresseurs de tort, ils ne dédaignent pas de mettre en position

2- Contradictions mises en évidence dans un article de Jacques de Barrin publié dans Le Monde du 23 Mai 1985: selon la RRC, 284.000 tonnes de vivres ont été distribuées, entre le 10 Décembre 1984 et le 31 Mars 1985 soit en moyenne 77.000 tonnes par mois. Selon le PAM 227.000 tonnes l'ont été entre le 1er Décembre 1984 et le 25 Mai 1985 soit en moyenne 47.000 tonnes par mois. D'où une différence de 30.000 tonnes par mois dont on ignore la destination.

Les évaluations de l'USAID (243.000 tonnes distribuées entre le 1er Décembre 1984 et le 30 Avril 1985, soit en moyenne 48.600 tonnes par mois) laissent transparaître des détournements de même ampleur.

d'accusés ceux qui critiquent, "sous couvert d'une prétendue inquiétude pour les victimes de la sécheresse", la façon dont l'aide internationale est répartie. Tandis que Goshu Wolde, ministre des affaires étrangères, menace de dévoiler "un scandale international de grande ampleur" et accuse – sans les nommer – certaines organisations de détourner des fonds, Dawitt Wolde Giorgis souligne que "sans un mécanisme assurant l'envoi à leurs destinataires de l'argent et de l'aide réunis au nom des victimes de la famine, la générosité des particuliers perd toute sa valeur".

De fait les donateurs auraient été bien inspirés de suivre les "conseils" de Dawitt Wolde Giorgis plutôt que de se contenter des statistiques officielles. Qu'un tel contrôle ne soit pas simple est évident mais le fait que le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) ait été en mesure de rendre compte, de façon extrêmement précise, de la destination des vivres dont il avait la charge prouve, s'il en était besoin, qu'il n'est pas impossible de suivre de bout en bout les opérations de distribution.

D'une façon générale l'aide alimentaire distribuée par le canal des organisations non-gouvernementales a été bien utilisée³. Pour ce qui est des vivres alloués à la RRC, les donateurs ont dû se contenter des approximations grossières qui leur étaient fournies. Approximations les autorisant trop souvent à conclure de façon péremptoire à l'absence de détournements. De ce point de vue les déclarations de Kurt Jansson, assistant du Secrétaire Général des Nations-Unies pour les opérations d'urgence en Ethiopie, affirmant "nous pouvons rendre compte de 95 à 97 % [de la distribution de l'aide alimentaire] et c'est un record" sont tout aussi convaincantes que les résultats d'un plébiscite à 99,86 %... Même si l'on admet avec Kurt Jansson que la corruption n'est pas une caractéristique marquante de l'Ethiopie nouvelle, on souhaiterait que l'attitude des agences d'aide rende plausible l'existence de l'enquête, aussi rigoureuse que confidentielle, permettant d'avancer de tels chiffres.

3- De Décembre 1984 à Août 1985, la distribution de l'aide alimentaire a été à peu près également répartie entre la RRC et les organisations non gouvernementales (ONG) opérant en Ethiopie. Au fil des mois cependant les donateurs dirigeront une part croissante de leurs contributions sur les ONG. En Septembre 1985, celles-ci assureront la distribution de 70 % des secours.

En l'absence d'un réel contrôle, le doute subsiste. Reste qu'en Ethiopie le problème n'est pas tant celui des détournements (au sens classique du terme) que celui de l'absorption de l'aide d'urgence par les programmes prioritaires du régime.

Les secours entravés

Tout confirme en effet le recyclage massif – en termes de vivres et surtout de moyens logistiques – de l'aide destinée aux victimes de la famine au profit des opérations de réinstallation. Sur ce point tous les témoignages concordent et sont même corroborés par les déclarations faites par Dawitt Wolde Giorgis après sa défection. Le 21 Mai 1986, l'ancien responsable de la RRC reconnaissait, lors de sa première interview accordée de son exil aux Etats-Unis, que "l'aide alimentaire était habituellement déroutée vers les sites de réinstallation."

L'ampleur des détournements est attestée par les estimations d'un responsable du PAM pour la province du Wollo. Dans la période d'Avril à Septembre 1985 on observe des livraisons dramatiquement insuffisantes dans le Wollo, – région la plus touchée par la famine – et, parallèlement, des livraisons disproportionnées à l'entrepôt central de Nazareth situé au Sud d'Addis-Abeba et utilisé pour les distributions dans la capitale et le Sud-Ouest du pays. Les données recueillies n'indiquant que la ventilation par région, sans préciser la destination finale, il n'est pas possible de suivre la trace des vivres livrés à Nazareth. Il y a cependant tout lieu de penser qu'une bonne partie de ces vivres ont été par la suite acheminés vers les différentes zones de réinstallation.

On peut certes objecter que, les personnes déplacées étant, pour la plupart, des victimes de la famine, il est normal qu'elles reçoivent également une aide alimentaire. Ce n'est malheureusement qu'une vue superficielle de la situation qui ne tient pas compte des conséquences dramatiques du programme de réinstallation sur les opérations de secours d'urgence.

Au delà du détournement massif, au mépris des assurances données aux donateurs, d'une aide vitale pour les zones de famine, l'effet le plus grave du programme de transfert de populations sera de distraire des

opérations de secours une bonne partie des moyens logistiques disponibles. L'acheminement rapide des vivres aux populations affamées est en effet le problème essentiel du programme d'aide d'urgence en Ethiopie. Aux difficultés liées au relief et au manque de voies de communication s'ajoute une capacité de transport insuffisante, principal goulet d'étranglement des opérations de secours.

Le régime n'ayant pas jugé possible d'affecter une partie de sa flotte militaire – fort occupée par ailleurs – aux opérations de distribution et les moyens de transport promis par la communauté internationale n'arrivant, comme il est fréquent, que lentement, le manque de camions restera, tout au long de l'année 1985 le leitmotiv des responsables de l'aide à l'Ethiopie.

L'affectation d'une bonne partie des véhicules disponibles aux opérations de transfert ne contribuera certes pas à améliorer la situation. Ainsi la quasi-totalité des moyens logistiques fournis par l'U.R.S.S. – 335 camions, 12 avions, 24 hélicoptères – sont utilisés pour le transport des personnes et des vivres dans le Sud-Ouest du pays.

Du strict point de vue de l'efficacité – une efficacité vitale pour les populations affamées – une telle opération est une aberration: plutôt que de recevoir directement des vivres à partir du port d'Assab tout proche, les populations des zones de famine sont d'abord déplacées à l'autre bout du pays, puis nourries, au prix de rotations trois fois plus longues que celles qui auraient été nécessaires pour les secourir sur place. Ainsi les problèmes logistiques sont non seulement aggravés mais multipliés à chaque vague de transfert.

Entrepôts pleins, ventres vides.

Les conséquences de cette situation seront bientôt visibles aux deux extrémités de la chaîne logistique.

Assab, Massawa, Djibouti deviennent de véritables culs de sac au bord de la Mer Rouge. Les entrepôts d'Assab ne suffisent plus à contenir le prodigieux entassement de céréales qui envahit les docks: 84.000 tonnes fin Mars⁴, 96.000 tonnes fin Avril, 142.000 tonnes fin

4- Soit de quoi nourrir 5,6 millions de personnes pendant un mois.

Août dont près de la moitié à bord de bateaux ancrés au large dans l'attente de pouvoir accoster. Les abords d'Assab se transforment en véritables docks flottants: les cargos de vivres, qui n'ont pas toujours la priorité, doivent parfois attendre plus d'une semaine avant d'accéder aux quais. Les conditions de stockage laissent à désirer: après qu'un orage eut détruit plus de 7.000 tonnes de vivres au début du mois de Mai, des milliers de sacs de grains commencent à fermenter au soleil emplissant les quais d'une odeur de brasserie. Le port s'asphyxie peu à peu: l'aide alimentaire débarquée en quantités sans cesse croissantes ne peut plus être acheminée à un rythme satisfaisant vers l'intérieur du pays.

Alors que, dans de bonnes conditions plus de 3.000 tonnes de grain pourraient être évacuées tous les jours, les rythmes d'enlèvement tombent à 1.200 tonnes à la fin du mois de Mars. Les responsables du PAM s'en inquiètent qui demandent aux autorités éthiopiennes de fournir des camions pour accélérer le transport des vivres vers les zones de famine. Dans le même temps, les donateurs sont priés de reporter au mois de Juin toute livraison non programmée afin d'éviter une nouvelle dégradation de la situation. Réelle préoccupation ou crainte d'un ralentissement de l'aide, des camions militaires sont enfin envoyés à Assab au début du mois de Mai pour décongestionner le port. Les rythmes d'enlèvement s'accroissent peu à peu, atteignant 2.650 tonnes par jour au mois de Mai avant de retomber à 1450 tonnes à la mi-juin après le départ des militaires. Au fil des mois, cependant, la situation s'améliore avec l'arrivée des camions promis par la communauté internationale, mais les secours continuent d'être massivement dirigés vers les sites de réinstallation.

Au printemps 1985, alors que l'aide alimentaire afflue depuis Novembre 1984 au rythme de 100.000 tonnes par mois, les populations du Nord dont la détresse a bouleversé le monde et enclenché les rouages de la solidarité internationale continuent de mourir de faim.

La famine ne recule pas, au contraire: à Mekele, à Korem la mortalité des enfants de moins de cinq ans atteint à nouveau des records durant les mois de Mars et Avril. Les responsables d'organismes humanitaires se trouvent confrontés au même drame qu'à l'automne 1984, avant le début de l'aide massive à l'Ethiopie: les

moyens dont ils disposent ne leur permettent pas de faire face. La situation bascule à nouveau. "La nourriture n'arrive manifestement pas dans le Nord du Wollo", déclare un responsable de Médecins Sans Frontières . Judith Appleton, nutritionniste pour Save The Children Fund (SCF) à Korem précise: "Très peu de vivres sont arrivés récemment dans la région, très peu de camions circulent au Nord de Dessié" et, disant tout haut ce que tout le monde pense tout bas, "beaucoup de gens sont déplacés en ce moment... ils doivent manger". Un responsable de SCF confirme, dans une lettre adressée aux Nations-Unies: "Notre crainte et notre conviction sont que les déplacements de masse ne peuvent, à ce stade, s'effectuer qu'au préjudice direct de l'aide d'urgence". Une conviction corroborée un an plus tard par Dawitt Wolde Giorgis qui, de son exil aux Etats-Unis, déclarera, à propos des opérations de secours: "Il y avait une contradiction très claire entre les priorités politiques et les besoins humains". Une contradiction tragiquement illustrée par les estimations du PAM pour le Wollo: durant les quatre premiers mois de l'année 1985 seul un quart des 2 millions d'affamés du Wollo recevra une aide de la RRC. Au printemps 1985 la RRC ne disposait que de 9 camions pour approvisionner toute la province. Les secours sont en panne; des milliers d'affamés sont sacrifiés à l'impératif de la réinstallation.

L'ARME ALIMENTAIRE

Que le Tigré et l'Erythrée figurent parmi les régions les plus affectées par la famine n'est pas en soi étonnant: depuis dix, voire vingt ans, les deux provinces sont ravagées par la guerre.

Que les préoccupations humanitaires ne pèsent pas lourd face à la détermination des belligérants n'est pas plus surprenant: la nourriture bien contrôlée est un atout essentiel pour "gagner les coeurs" des affamés.

Que la famine soit utilisée, voire aggravée, pour mieux réduire les oppositions n'est pas sans précédent: la faim est une arme supplémentaire dans la panoplie des Etats; la famine est la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Les secours bloqués

En Erythrée, où se déroule le plus vieux conflit du continent, les fronts de libération érythréens luttent depuis 1962 pour l'indépendance. Sur le point de l'emporter, au début de 1978, à la faveur de la situation chaotique prévalant dans le pays depuis le renversement du régime impérial, les fronts sont, quelques mois plus tard, refoulés vers le Nord par une contre-offensive éthiopienne puissamment équipée par les soviétiques. Depuis, les combats n'ont pas cessé ravageant l'Erythrée et entraînant la fuite, par vagues successives, de plus de 400.000 érythréens vers le Soudan. La série d'"offensives finales" lancées par le Derg depuis 1978 n'a toutefois pas

réussi à entamer la Résistance du Front Populaire de Libération de l'Erythrée (FPLE), principal mouvement de guérilla érythréen. Après l'offensive "Etoile Rouge" lancée en 1982, le FPLE reprend au contraire l'initiative, à partir de son bastion de Nakfa, en direction de la frontière du Soudan et de la Mer Rouge. La chute de la ville de Tessenei et la prise du port de Mersa-Teklai au début de 1984 lui permettent d'étendre son emprise sur tout le Nord-Ouest de l'Erythrée, les forces gouvernementales se repliant sur l'axe Keren-Massawa.

Au Tigré, où les combats se multiplient depuis 1975, le contrôle de l'armée éthiopienne est également hypothétique. Nul ne saurait dire jusqu'où s'exerce le pouvoir du Derg autour des principales villes de la province. Le Front Populaire de Libération du Tigré (FPLT) évolue librement dans les campagnes où vit la majorité de la population¹ et intervient également dans le Nord du Wollo et le Nord du Gondar.

Au Tigré et en Erythrée les centres de distribution sont implantés aux abords des villes tenues par l'armée éthiopienne. A Mekele, capitale du Tigré virtuellement isolée des campagnes, les réfugiés affluent par milliers dans les camps de toile qui ceignent l'agglomération. Les routes en direction de l'Erythrée et du Wollo sont interdites, sauf aux convois militaires, et le CICR doit mettre en place un pont aérien pour acheminer les vivres débarqués au port de Massawa. Principale organisation humanitaire étrangère chargée de la distribution de l'aide alimentaire dans le Nord, le CICR ne peut que constater les limites de son action. Une action circonscrite à quelques centres de distribution² tandis que dans les campagnes trois millions de victimes de la famine restent hors d'atteinte de l'aide internationale.

Aux insuffisances du réseau routier et à l'insécurité entretenue en permanence par les mouvements de guérilla aux abords des principaux

1- Le FPLT affirme contrôler 85 % du territoire du Tigré. Le colonel Mengistu assure que "le gouvernement peut atteindre les victimes de la famine dans toutes les parties du pays". Quoiqu'il en soit de ces prétentions, les lacunes du recensement de 1984 dessinent assez précisément la carte des "zones d'insécurité". Outre l'Erythrée et le Tigré, on y trouve tout le Nord du Wollo (districts d'Awsa, de Wag, de Lasta, de Raya et Kobo), le Nord du Gondar (districts de Semien et de Wegera) et, dans les provinces méridionales, le Sud du Harargué et du Balé.

2- Le CICR est présent en permanence dans les villes de Mekele, Axum, Adua, Maïchew, Mehoni et Idaga Hamus au Tigré ainsi qu'à Agordat en Erythrée. Il organise en outre, lorsque les "circonstances" le permettent, des distributions ponctuelles dans d'autres centres.

axes s'ajoutent des blocages politiques manifestes. Toutes les démarches entreprises auprès des dirigeants pour résoudre les problèmes de distribution des secours dans les "zones d'insécurité" se heurteront à une fin de non-recevoir. Une telle attitude n'est certes pas due à l'ignorance: en Février 1985, un rapport interne de la RRC reconnaissait que moins du quart de la population du Tigré était secouru³. Cette situation ne semble pas préoccuper les dirigeants éthiopiens: leur empressement à faire valoir le sort des Tigréens affamés auprès de l'opinion publique internationale n'a d'égal que leurs réticences à secourir sans contrôle les populations des zones de guérilla. Comme le résumera fort bien un responsable du CICR: "Le Nord n'a pas la priorité, ils réclament pour eux mais ne veulent pas les nourrir".

Trêve de la faim et droit de passage

Le problème de l'acheminement des secours dans les zones de conflit est posé, dès l'automne 1984, en des termes qui, sous des dehors "humanitaires", ne laissent que peu de doutes sur la nature de l'enjeu: le contrôle des populations.

Tandis que le FPLT demande que l'aide soit distribuée dans les villages afin "d'éviter aux victimes des déplacements dangereux pour leur santé", le chargé d'affaires éthiopien à Washington déclare: "Les gens ne peuvent rester dans les zones rurales, pour obtenir de la nourriture, ils doivent aller dans les centres de distribution mis en place par le gouvernement".

³ Dans ce rapport les populations secourues étaient, pour l'essentiel, situées dans la région de Mekele. Dans le reste de la province les victimes de la famine ne recevaient que 4.000 tonnes de vivres chaque mois pour des besoins mensuels estimés à 18.000 tonnes. Le rapport note que les distributions de vivres sont insuffisantes même dans la zone de Mekele où les personnes affectées ne reçoivent que 1.500 des 3.750 tonnes nécessaires tous les mois. Les conclusions, pourtant optimistes, de la RRC recouvrent une réalité encore plus tragique: un rapport des Nations-Unies sur la famine de Mekele souligne, à la même époque, que les chiffres de distribution de la RRC sont "évidemment" inexacts en raison d'un double comptage manifeste" et estime que l'aide distribuée, au grand maximum, à 12 % de la population.

La première initiative publique pour débloquer la situation est prise par l'association "War on Want" qui propose, à l'automne 1984, une opération de secours à partir des zones gouvernementales sous la supervision d'un comité international présidé par Willy Brandt. Cette proposition est bien accueillie par le FPLE qui se déclare prêt à observer, sous réserve de réciprocité, un cessez-le-feu pour permettre l'acheminement des vivres. Toute idée de trêve est cependant catégoriquement rejetée par le colonel Mengistu. Dawitt Wolde Giorgis précise, pour sa part, qu'il n'existe pas de territoires contrôlés par les rebelles mais seulement des "bandits et des terroristes" qui pillent et détournent l'aide alimentaire.

Outre le fait qu'une telle trêve aurait entraîné une reconnaissance implicite des mouvements de guérilla et de la réalité de leur contrôle sur une partie du pays⁴, il eût été étonnant que des préoccupations humanitaires l'emportent enfin sur les considérations politiques. Les représentants du CICR, pourtant soucieux de ménager le nationalisme ombrageux des dirigeants éthiopiens, n'ont en effet pas plus de succès. Leurs demandes pressantes d'ouvrir les routes aux convois de vivres pour secourir les populations civiles piégées dans les zones de conflit se heurteront à l'infinie variété des problèmes "administratifs" générés par les différents échelons de la hiérarchie du parti en ces circonstances. Des mois durant, les membres de la délégation du CICR en Ethiopie s'épuiseront dans une véritable course d'obstacles, sans jamais parvenir à assurer des distributions régulières dans les zones d'insécurité.

En février 1985, Jean-Pierre Hocké, alors responsable des opérations au CICR⁵, cachait mal son indignation, déclarant lors d'une réunion de donateurs: "De deux choses l'une: soit vous souhaitez simplement envoyer des vivres à l'Ethiopie, soit vous voulez réellement secourir les affamés. Dans le second cas, ce qui se passe est inacceptable".

4- Le communiqué publié par le FPLT à la suite de la proposition de "War on Want" qui demandait notamment à une commission internationale de "faire ouvertement et effectivement" la liaison entre le FPLT et le Derg ne laisse aucun doute sur les bénéfices politiques attendus par le Front d'un éventuel cessez-le-feu.

5- Jean-Pierre Hocké est, depuis le 1er Janvier 1986, Haut Commissaire des Nations-Unies pour les Réfugiés.

A la mi-juillet, le CICR attendait toujours l'ouverture de certaines routes pour renforcer ses capacités logistiques et secourir un plus grand nombre de victimes.

Au début du mois de Juin, pourtant, les autorités éthiopiennes semblaient avoir assoupli leur position: elles faisaient savoir qu'elles étaient prêtes à envisager l'ouverture de nouveaux centres de distribution dans le Nord. Sans doute réconforté par une ouverture tranchant avec plusieurs mois de refus obstiné, Kurt Jansson croit pouvoir clore le débat en déclarant, le 1er Août, que 80 % des victimes de la famine au Tigré et 75 % en Erythrée recevaient une aide alimentaire. L'armée éthiopienne avait certes pu, à la faveur de la famine, infliger de sérieux revers au FPLT et élargir les zones sous son contrôle, mais rien, sinon la volonté de rassurer à tout prix les pays donateurs, ne pouvait justifier un tel optimisme. Les paysans tigréens et érythréens restaient abandonnés à leur sort. L'action des organisations humanitaires demeurait verrouillée sur les villes de garnison. La déclaration d'intention des autorités éthiopiennes n'avait eu aucun effet.

Il faudra attendre la fin du mois d'Août 1985, alors que l'armée digère ses victoires au Tigré et que pèse sur le pays la menace de sanctions économiques américaines⁶, pour que les premiers camions de vivres soient enfin autorisés – fort opportunément sous le regard de M. Mac Pherson, directeur de l'agence de développement américaine (USAID) – à emprunter certaines routes. Tandis que le CICR élargit son programme de distribution le long des axes Maïchew-Adigrat et Adigrat-Axum, un programme de secours, soutenu par les Etats-Unis, est mis en œuvre par deux organisations non-gouvernementales américaines, Catholic Relief Service et World Vision, qui renforcent leurs opérations dans le Nord. Le programme sera condamné par le FPLT qui, dans les premiers mois de 1986, accuse l'organisation World Vision de faire le jeu du Derg en intervenant dans les fourgons

6- Une résolution votée par le congrès et signée le 8 Août par le président Reagan lui demandait de déterminer dans les 30 jours si le régime éthiopien était engagé dans une politique délibérée visant à affamer les populations du Nord. Dans l'affirmative la loi prévoyait la suspension des relations commerciales et de l'assistance économique à l'Ethiopie, à l'exception toutefois de l'aide alimentaire d'urgence. La mission de M. Mac Pherson en Ethiopie du 26 au 29 Août, à une semaine de l'échéance, est à situer dans ce contexte.

de l'armée. Joignant le geste à la parole, le FPLT attaque, le 26 Mars 1986, les locaux de World Vision à Alamata.

Un nouvel exode

Pris dans un engrenage de guerre et de famine, les paysans du Tigré n'auront souvent d'autre issue que de refluer vers les zones gouvernementales, sans assurance toutefois d'être secourus⁷. Un mouvement que le FPLT tentera d'enrayer en organisant un exode massif vers le Soudan.

A partir d'Octobre 1984, tournant le dos aux centres de distribution parfois tous proches, des milliers de paysans se mettent en marche vers la frontière soudanaise. Le mouvement s'accélère rapidement: à la mi-décembre, 3.000 personnes passent quotidiennement la frontière. Un véritable flot humain submerge les camps de réfugiés de l'Est soudanais: en quelques semaines Wad Kowli, Wad Sherife deviennent les plus grands camps de réfugiés d'Afrique. Les plus précaires également tant le rythme des arrivées est impressionnant: à la fin du mois de Mars, 300.000 personnes étaient ainsi venues s'échouer dans les plaines désertiques de la province de Kassala. Submergé par cet afflux massif, le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (UNHCR) n'en est pas moins accusé d'inciter les Tigréens à quitter l'Ethiopie par ses programmes d'aide au Soudan. A en croire le chef de la diplomatie éthiopienne, l'UNHCR dont les "actions et les programmes favorisent les ennemis du pays", serait "le bras droit du gouvernement américain".

Pour les Tigréens, comme auparavant pour les Erythréens, l'exil ne devait être que temporaire. Dès le mois de mai 55.000 paysans repartent vers l'Ethiopie pour préparer leurs terres en prévision de la

7- Dans les centres de secours, la distribution des vivres par le gouvernement est souvent subordonnée à l'appartenance aux structures d'encadrement officielles, notamment aux associations de paysans. Les exemples de discrimination envers les paysans "non-encadrés" sont légions. Ainsi à Axum et Adua, des employés de la Croix-Rouge Ethiopienne furent menacés de mort pour avoir nourri les "mauvais affamés", d'autres furent empêchés de distribuer des semences aux paysans venant des "zones d'insécurité".

saison des pluies⁸. Ce mouvement de retour sera cependant compromis par les offensives massives lancées par le régime, au printemps et à l'automne, sur le Nord du pays. Au début de l'année 1986, 300.000 Tigréens attendaient toujours que la situation s'améliore de l'autre côté de la frontière pour rentrer dans leurs villages.

L'issue de secours

Depuis longtemps déjà les branches de secours du FPLE et du FPLT, l'Erythrean Relief Association (ERA) et la Relief Society of Tigray (REST) opèrent à partir du territoire soudanais avec l'appui d'organisations humanitaires. En 1985 la frontière soudanaise sera la seule faille du blocus imposé aux campagnes du Nord.

A l'automne 1984, une opération trans-frontière se met progressivement en place à partir de l'Est soudanais où les agences d'aide fournissent au REST et à l'ERA vivres, médicaments et moyens logistiques. Soucieux de ne pas compromettre leurs relations avec Addis-Abeba, les pays occidentaux n'apparaissent pas ouvertement dans cette opération. Ils font, selon les termes des responsables européens, "confiance à l'imagination des organisations non-gouvernementales" et leur apportent un appui discret.

L'acheminement de vivres à partir du Soudan ne constituera toutefois qu'une solution partielle au problème. Si en Erythrée l'ERA parviendra à subvenir à l'essentiel des besoins, au Tigré la gravité de la situation est telle que les livraisons effectuées par le REST n'auront qu'un effet limité. Au plus fort de l'opération, le REST ne pourra secourir que quelques dizaines de milliers de personnes au prix de longues rotations sur des routes de fortune taillées dans les montagnes.

Aux problèmes logistiques s'ajoute l'état de guerre: convois de vivres et colonnes de réfugiés se croisent de nuit pour éviter les migs

8- Evoquant le retour de ces réfugiés, Berhane Deressa, commissaire-adjoint de la RRC, accuse l'UNHCR de "fermer les yeux" sur leur situation et de ne rien faire pour les assister. Après avoir précisé que ces retours pourraient peser lourdement sur les moyens de la RRC, Berhane Deressa lance, le 22 Mai, un nouvel appel à la communauté internationale...

en maraude. Le régime ne ferme pas les yeux sur les mouvements de la frontière. Outre les bombardements des voies d'accès au Soudan, comme celui du 3 Décembre 1984 qui fit 18 morts et plus de 50 blessés, il saisit par deux fois, dans le port d'Assab, des cargaisons de vivres destinées, via Port Soudan, aux Tigréens et aux Erythréens.

Ces détournements forcés, qui ne suscitent que des protestations de pure forme de la part des donateurs concernés – ce qui n'est pas inattendu de la part d'un gouvernement comme celui de l'Australie mais plus inquiétant lorsqu'il s'agit d'une organisation non-gouvernementale comme Band Aid⁹ – sont, par contre, pour le régime l'occasion d'un rappel au respect des lois internationales. Après avoir, le 16 Janvier 1985, dénoncé l'envoi par l'Australie d'une aide alimentaire aux "rebelles du Tigré et de l'Erythrée" comme un "défi inacceptable (...) une violation flagrante du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat" le Ministère Ethiope des Affaires Etrangères ajoute que l'Ethiopie prendra toutes les mesures nécessaires pour empêcher la livraison de toute cargaison à des rebelles armés. A défaut de répondre aux plus élémentaires principes d'humanité, le texte a le mérite d'être clair. Pour faire bonne mesure le colonel Mengistu, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Académie Militaire de Guenet dont il est issu, accuse les "pays impérialistes" qualifiés "d'ennemis de classe" de "tirer profit des calamités naturelles dans lesquelles se débat le pays" pour s'engager "dans des machinations allant de l'armement de mercenaires à l'encouragement et au soutien des traîtres et des bandits".

Guerre, famine

Tandis que se resserre l'étau de la famine, le Derg accentue sa pression sur le Tigré et l'Erythrée. Les propos tenus le 23 Mars 1985 à Bruxelles par le Ministre des Affaires Etrangères éthiope qui déclarait, se voulant rassurant: "il n'y a pas besoin de trêve, des gens qui meurent de faim ne peuvent pas se battre", confinent à l'humour noir à la lumière de ce qui s'accomplit au même moment au Tigré. Les

9- Après la saisie, le 15 Novembre dans le port d'Assab, d'une cargaison de secours destinée au REST, le groupe Band Aid, refusant de parler de "confiscation" déclare "avoir cédé volontairement la cargaison aux autorités éthiopiennes.

troupes concentrées dans les garnisons d'Alamata, Balla, Chercher passent à l'offensive à la fin du mois de Mars. Pendant près de deux mois les combats s'étendent du Centre à l'Ouest du Tigré ravageant la région : les villages sont détruits, les cultures dévastées, le bétail pillé, les routes de ravitaillement vers le Soudan bombardées...

Après la reprise, à la fin du mois d'Août, de la ville de Tessenei, accès vital vers le Soudan, l'armée éthiopienne, capitalisant les succès obtenus à la faveur de la famine, lance, le 10 Octobre, une nouvelle offensive "finale" en Erythrée. Plus de 150.000 hommes déployés sur trois fronts – Sahel, Nakfa, Barka – tentent de prendre le FPLE en tenailles. S'accrochant à son sanctuaire de Nakfa, le Front doit abandonner le port de Mersa Teklai et la plaine du Barka où la perte du complexe d'El Ghidir porte un coup très dur à ses projets agricoles.

Il s'agit du plus important revers infligé aux mouvements de guérilla depuis plusieurs années. Accélérant ses achats d'armement à l'URSS – qui, en 1985, atteindront 1,2 milliard de dollars, soit l'équivalent du montant de l'aide publique accordée, cette même année, par les pays occidentaux pour secourir les victimes de la famine – le régime cherche à profiter de la vulnérabilité d'une société déstructurée par des années de sécheresse et de dévastations. Le Tigré et l'Erythrée s'enfoncent chaque jour davantage dans une spirale de guerre et de famine.

LE PIEGE ALIMENTAIRE

A l'automne 1984, le Nord de l'Ethiopie se met en mouvement. Quittant leurs villages, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants convergent vers les centres de distribution.

Placés sous les projecteurs de l'actualité, les concentrations d'affamés de Korem et de Mekele deviennent, pour l'opinion publique occidentale, l'allégorie même de la famine.

Sous les images poignantes des centres de secours, un autre drame se noue. Ce qui devait être le salut sera pour beaucoup le début de l'enfer.

Les camps de la faim

A l'automne 1984, les centres de distribution du Tigré et du Wollo prennent une ampleur sans précédent. Tout au long de l'année 1985, des millions de personnes y recevront de la nourriture. Certains de ces centres ne sont que des points de distribution où les paysans viennent régulièrement chercher de la nourriture avant de retourner dans leurs villages. D'autres sont des structures permanentes où viennent s'échouer des villages entiers jetés sur les routes par la famine. Les distributions de vivres sont assurées par la RRC, les organisations humanitaires ayant la charge des soins médicaux et des centres de nutrition intensive pour enfants.

La situation dans ces camps est précaire, liée au rythme de livraison des vivres. A Mekele, le pont aérien permet tout juste d'assurer la survie des quelques 100.000 personnes rassemblées aux abords de la ville. A Korem, après une nette amélioration à partir de Décembre 1984, la situation se dégrade à nouveau au printemps 1985. Les problèmes logistiques n'expliquent pas tout: le lien entre le niveau théorique des stocks de la RRC et les aléas de la distribution est toujours resté un sujet de perplexité pour les organisations humanitaires présentes dans les centres. A défaut de pouvoir percer ce mystère, une impression générale domine: de même que l'acheminement des vivres a été subordonné au programme de transfert de populations, leur distribution dans les camps a souvent été conditionnée par les exigences des transferts.

L'aide sous surveillance

L'action des organisations humanitaires est en permanence entravée par des obstacles qui ne doivent rien au manque de moyens. Outre la défiance obsessionnelle des cadres du parti à l'égard d'organisations considérées comme autant d'antennes occultes de la CIA, tracasseries bureaucratiques, oukases, coups de force, interdits se multiplient qui tous renvoient à l'"incitation" au départ pour les réfugiés de la faim. A Kobo, l'équipe de Médecins Sans Frontières se verra refuser le droit de soigner les adultes. A Maïchew, les cadres du parti arrachent les bracelets d'identification des enfants dénutris afin de les soustraire à la protection du CICR chargé du centre de nutrition intensive. A Kelala, Médecins Sans Frontières réclamera, en vain, cinq mois durant, l'autorisation d'ouvrir un centre de nutrition intensive pour enfants. Dans l'intervalle des centaines d'enfants mourront. A Korem, les distributions de vivres cessent à la mi-Mars pour les personnes de moins de 45 ans. Les membres des organisations humanitaires présentes dans les camps sont atterrés: un responsable de SCF chargé du centre de nutrition pour enfants déclare: "on fabrique des orphelins, les parents sont abandonnés à eux-mêmes", un médecin de MSF ajoute: "A quoi bon soigner les gens pour les voir mourir de faim dès leur sortie de l'hôpital". Un responsable de la RRC admet, désabusé: "Les moins de quarante cinq ans doivent partir vers le Sud". A Korem toujours, les distributions de couvertures, de tentes et de

vêtements sont interdites à la fin du mois de Février. Aux responsables de MSF qui en appellent de cette décision – Korem est à 2500 m d'altitude, il y gèle la nuit – le chef local du parti répondra: "Le camp ne doit pas devenir trop confortable".

On peut admettre, dans l'absolu, que les autorités d'un pays souhaitent éviter que les victimes d'une catastrophe ne s'installent dans une position d'assistés chroniques. Outre le fait que ce type de raisonnement laisse songeur dans une situation où le problème se pose tout simplement en termes de survie, rien, en Ethiopie, n'a jamais été fait pour encourager le retour, dans de bonnes conditions, des victimes de la famine dans leurs villages d'origine.

Le déroulement des opérations annoncées à la fin du mois de Juin et destinées à favoriser le retour des réfugiés sur leurs terres, n'est pas très convaincant. Outre les problèmes de semences et d'outillage agricole, des blocages politiques ont souvent entravé les programmes locaux de réhabilitation pourtant appuyés par toutes les organisations humanitaires présentes en Ethiopie.

Ainsi à Mekele, 11.000 personnes munies de semences et d'outils fournis par le CICR attendaient toujours, à la fin du mois de Juillet, le feu vert des autorités pour rentrer dans leurs villages. A Korem, le CICR, qui avait prévu de ravitailler régulièrement, dans l'attente de la prochaine récolte, les paysans de la région de Maïchew rentrés dans leurs villages, se voit interdire toute distribution à partir du mois d'Octobre.

La "bavure" d'Ibnat

La destruction du camp d'Ibnat, à la fin du mois d'Avril, constitue sans doute la manifestation la plus extrême de cette logique de l'"inconfort". Un moment présentée, à la suite des révélations du Washington Post (qualifiées de "campagne d'intoxication et de désinformation" par les autorités éthiopiennes), comme une opération volontaire et progressive destinée à permettre aux victimes de la famine de regagner leurs villages munis de vivres, de semences et d'outillage agricole, l'évacuation forcée du camp est reconnue deux jours plus tard par le colonel Mengistu qui la présente comme une

"bavure", dont il rejette la responsabilité sur les fonctionnaires locaux. Les témoignages des membres des organisations humanitaires présentes dans le camp sont en effet accablants et ne permettent pas de cacher plus longtemps la réalité.

Selon les représentants de l'organisation irlandaise Concern, après avoir proposé à la population du camp de partir dans le Sud et emmené 4.000 candidats au départ dans un camp de transit, les autorités éthiopiennes évacuent le camp avec une brutalité inouïe: l'eau est coupée, les abris incendiés, les réfugiés renvoyés à la famine. Une décision qui, pour beaucoup, équivaut à une sentence de mort, nombre de réfugiés malades, sous-alimentés n'étant pas en état d'affronter une marche de plusieurs jours vers leurs villages d'origine. La rapidité de l'évacuation ne permet pas aux associations humanitaires de distribuer des vivres en quantité suffisante; une infirmière de l'organisation World Vision se voit même interdire de distribuer des couvertures aux quelques 50.000 personnes chassées du camp. De longues cohortes d'affamés se forment pour une nouvelle errance. Au lendemain de l'évacuation dix-sept corps avaient déjà été repérés sur le parcours de ces morts en sursis.

L'évacuation du camp d'Ibnat est une manifestation spectaculaire – spectaculaire de par sa particulière gravité mais aussi parce que la présence de témoins et les réactions internationales n'ont pas permis de l'étouffer – du fonctionnement quotidien des camps de la famine. L'ombre de la réinstallation pèse en permanence sur les centres de distribution.

Le levier de l'aide

S'il y eut sans doute des départs volontaires au début de l'opération, la situation évolue rapidement. Les descriptions idylliques des grasses terres du Sud ne suffisant pas à vaincre toutes les réticences, les responsables du parti font appel à des formes plus directes de persuasion. Les moyens de pression ne manquent pas pour susciter des vocations au départ et les arguments employés sont souvent irrésistibles pour les populations en détresse venues s'échouer dans les camps. Ceux qui acceptent de partir se voient promettre nourriture et couvertures et sont emmenés dans les camps de regroupement. Les autres sont impitoyablement rejetés dans le no man's land de la faim.

De même, les associations de paysans sont souvent contraintes de désigner des "volontaires" pour pouvoir prétendre à une aide alimentaire. Le chantage à la nourriture devient une pratique courante.

Soucieux de remplir les quotas de partants qui leurs sont imposés pour chaque district, les responsables locaux ont parfois recours à des moyens plus brutaux. Les rafles dans les camps, sans être systématiques, sont loin d'avoir été des incidents isolés.

A Mekele, en Février 1985, 250 hommes sont enlevés par l'armée à la faveur d'une distribution de vivres organisée par le CICR. A Sekota, en Novembre, 100 hommes sont recrutés de force sous les yeux des responsables de MSF. A Korem, les membres de l'équipe de MSF sont par trois fois témoins de vastes coups de filet lancés par l'armée. Le 25 Octobre, 20.000 personnes s'enfuient dans les collines alentour pour tenter d'échapper à une rafle. 6.000 personnes, trop faibles pour s'échapper, sont prises dans la nasse, 600 sont embarquées de force dans des camions de secours réquisitionnés pour l'occasion.

Alerté par les organisations humanitaires présentes sur place, Kurt Jansson semble se satisfaire de la célérité avec laquelle le gouvernement reconnaît la "bavure". Fort d'une promesse d'enquête, il ajoute qu'il n'est pas certain que toutes les personnes aient été déplacées contre leur volonté. Quinze jours plus tard, le successeur de Kurt Jansson, Michael Priestley confirme en déclarant à Rony Brauman, président de Médecins Sans frontières: "Je n'ai aucune raison de penser que les gens quittent les centres de distribution contre leur gré".

Les milliers d'affamés rassemblés autour des centres de distribution représentent une cible idéale pour les cadres locaux anxieux de satisfaire aux objectifs ambitieux fixés par Addis-Abeba. Les représentants d'organismes humanitaires en sont conscients. Le chef de la délégation du CICR en Ethiopie admet: "Nous avons dû interrompre la distribution de nourriture dans certains centres car le gouvernement s'en servait pour attirer les gens vers les camps de transit".

Si les centres de distribution ont souvent fonctionné comme des pièges, la nourriture a parfois été délibérément utilisée comme

appât. Les autorités multiplient les promesses de secours¹ pour attirer les populations hors des zones non contrôlées. Au Tigré cependant, la méfiance reste forte en dépit de l'aggravation de la famine. Parlant du Derg, les réfugiés tigréens au Soudan rappellent: "Nous connaissons déjà son visage". Les paysans tigréens répugnent à se rendre dans les zones contrôlées par l'armée et envoient, le plus souvent, les femmes et les vieillards chercher de l'aide dans les centres de distribution.

Pour mieux surmonter les réticences, de fausses annonces de distribution se font même parfois au nom d'organisations ayant acquis la confiance des populations. A Mekele, à Wokro, des dizaines de paysans sont capturés après que le parti eût répandu le bruit d'une *distribution de nourriture par le CICR*.

1- L'administration du district d'Adua eut une idée fort originale: en Décembre 1984 elle annonce une campagne de vaccination du cheptel. Tous ceux qui emmenèrent leur bétail à la ville furent forcés d'abandonner leurs bêtes et regroupés pour un transfert dans le Sud.

LES POPULATIONS DEPLACEES

Au début du mois de Novembre 1984, le parti annonce le transfert d'un million et demi de personnes des régions "en voie de désertification" du Nord vers les terres "vierges, vastes et fertiles" du Sud-Ouest du pays.

L'opération doit s'effectuer en deux vagues: la première de 50.000 familles du 17 Novembre au 19 Décembre; la seconde de 250.000 familles au cours des mois suivants¹.

L'objectif fixé par le colonel Mengistu est de parvenir en un an à l'autosuffisance.

L'expérience passée

Les mouvements de population du Nord vers le Sud ne sont pas un phénomène récent en Ethiopie: ils s'inscrivent dans une perspective historique de colonisation des basses terres du Sud par les peuples des hauts plateaux. Au XIXème siècle déjà, la grande famine de 1888-1892 s'était accompagnée de migrations de populations amharas et tigréennes en pays oromo. L'attribution de terres par l'empereur à ses soldats était l'un des moyens de ces transferts, motivés certes par la

1- L'opération n'est que la première étape d'un plan plus ambitieux. Comme le déclare le Colonel Mengistu, dans son discours du 9 Février sur la sécheresse: "Ces 300.000 familles ne représentent rien par rapport au nombre des paysans qui doivent être transférés".

crise climatique, mais aussi par la volonté de mieux contrôler les régions conquises et le relatif surpeuplement des hautes terres.

A la fin du régime impérial, la pression démographique et l'érosion des sols étaient devenus un sujet majeur de préoccupation dans certaines régions des hauts plateaux. Dès le début des années 1970, la Banque Mondiale et l'USAID préconisaient des déplacements de populations pour remédier aux problèmes observés dans certaines parties du Tigré et du Wollo. Le Nord n'est certes pas "totalement aride", quoiqu'en dise le chargé d'affaires éthiopien à Washington, mais la plupart des spécialistes reconnaissent que des réinstallations progressives bien préparées peuvent constituer une solution partielle aux problèmes rencontrés dans les zones les plus touchées par le surpâturage et l'utilisation intensive des sols.

Tous les observateurs insistent cependant sur le coût et la difficulté de tels programmes. Des études sur les régions supposées "à fort potentiel" du Wollega et du Sidamo soulignent notamment que les sols des zones de réinstallation, plus fragiles, moins fertiles que ceux des hauts plateaux, risquent de se dégrader rapidement avec l'arrivée de nombreux colons. Au Sud comme au Nord, des programmes de conservation des sols sont nécessaires pour éviter une détérioration de l'environnement. Les experts soulignent également les risques inhérents à la réinstallation de populations originaires des hauts plateaux dans les basses terres du Sud infestées par le paludisme, la bilharziose... La mise en place de structures sanitaires, de programmes de prévention des grandes endémies apparaît comme un préalable indispensable pour éviter une catastrophe. De même l'introduction de bétail dans des zones infestées de tsé-tsé serait, selon les experts de la FAO, un désastre en l'absence d'un programme de contrôle et de prévention de la maladie du sommeil.

Les résultats mitigés des premières opérations de réinstallation, pourtant menées dans des conditions favorables – hors de toute urgence et avec d'importants moyens financiers – confirment la complexité du processus. Une étude du BIT portant sur 48 sites de réinstallation, regroupant près de la moitié des populations déplacées avant 1982, fait apparaître un bilan décevant. Après avoir souligné le coût excessif du programme, son faible degré d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central et comparé ses performances à celles des fermes d'état,

les auteurs du rapport indiquent que 21 des sites étudiés étaient toujours, en 1982, dépendants d'un soutien extérieur, après plusieurs années de fonctionnement. L'étude, déjà citée, de l'Institut des Nationalités révèle en outre que les zones de réinstallation choisies l'ont rarement été sur la base de leur potentiel agricole². Dans un rapport publié en Décembre 1984, la RRC elle-même reconnaît que, sur les 83 sites progressivement établis depuis 1976 et regroupant près de 200.000 personnes, 57 seulement étaient parvenus à l'autosuffisance. La RRC, qui a acquis, au fil des ans, une bonne expérience des opérations de réinstallation, ne cherche pas à minimiser les problèmes. Dans un ouvrage publié en 1985, elle reconnaît que le "processus d'adaptation" est complexe et demande beaucoup de pragmatisme" de la part des responsables. Un discours prudent qui tranche avec les déclarations sans nuances des dirigeants éthiopiens.

Une seule solution: la réinstallation

Disposition essentielle, sinon exclusive, du programme d'action élaboré par le Comité National pour les Désastres Naturels et la Réhabilitation, le programme de réinstallation devient brusquement, à l'automne 1984, le remède miracle à tous les maux du pays. Si l'on en croit le colonel Mengistu, les déplacements de population seraient l'instrument d'une "éradication définitive de la sécheresse" et "d'un développement permanent", "une contribution majeure à la transformation des campagnes" et "la seule alternative au chômage urbain".

A l'évidence, l'accélération brutale des opérations de transfert ne doit rien à une réflexion sur l'expérience passée. Il s'agit d'une décision politique dont la RRC est largement écartée. Une décision applicable sans délai sous l'autorité du parti. L'opération est lancée dans l'improvisation la plus totale: aucun budget n'est prévu, aucune mesure prise pour préparer l'arrivée des personnes déplacées sur des sites choisis sans étude préalable. Les problèmes de santé et d'environnement sont largement ignorés.

2- Chargé notamment de redessiner la carte ethnique du pays en prévision de la nouvelle constitution qui devrait être adoptée dans les prochains mois, l'Institut des Nationalités semble avoir une influence non négligeable dans la politique de transfert des populations.

La plupart des observateurs ne cachent pas leur inquiétude: "Le colonel Mengistu prétend que ces personnes deviendront autosuffisantes en un an; ça n'a pas de sens, déclare le représentant d'une organisation internationale, ils auront besoin pendant plusieurs années d'un soutien considérable, à une échelle qui dépasse très largement les possibilités du pays." "Si le programme se poursuit ainsi, ajoute un expert européen, nous aurons de nouveau les mêmes problèmes d'érosion et de dégradation des terres cultivables dans vingt ou trente ans et il faudra de nouveau déplacer les gens mais où?" Des préoccupations justifiées à posteriori par les déclarations des autorités éthiopiennes. En Février 1986, Berhanu Bayeh reconnaissait que le programme avait été lancé "à la hâte", que "certains sites avaient été choisis avec précipitation" et que "les populations de villages entiers devraient être de nouveau déplacées"³, les études nécessaires sur la fertilité des sols, les ressources en eau et les dangers d'épidémie n'ayant pas été faites au préalable. De même il faudra attendre que l'opération ait atteint un point de non-retour pour que son coût exorbitant soit enfin reconnu officiellement. Confirmant les estimations de la plupart des observateurs, les autorités éthiopiennes présentent, en Avril 1986, une facture de 4.000 dollars par famille sur cinq ans, soit un coût total de 800 millions de dollars pour les quelques 200.000 familles déplacées à cette date. Une somme à rapprocher des 2 milliards de dollars du budget national du pays mais qui ne semble pas avoir inquiété les autorités éthiopiennes lors du lancement de l'opération⁴. Le financement attendu de la part des pays occidentaux ne s'est toutefois pas concrétisé.

3- Dans la zone de Pawe notamment, après que Fibre Selassié Wogderess, numéro deux du régime, chargé des fermes d'état au sein du Comité National pour les Désastres Naturels et la Réhabilitation, eût décidé, lors d'une visite de la région, d'intensifier les opérations de réinstallation, des milliers de paysans furent transférés dans des zones marécageuses. Il fallut attendre la fin de la saison des pluies pour qu'en Novembre 1985 les premières études des sols soient effectuées. Vingt-deux villages durent être déplacés, les paysans reconstruisirent de nouvelles maisons, défrichèrent de nouvelles terres...

4- Les implications financières du programme n'étaient pourtant pas ignorées. Le 9 Février 1985 le Colonel Mengistu déclarait que le coût des opérations de transfert représentait l'équivalent du budget du développement du pays.

Discours et rideau de fumée

Dès l'automne 1984, les autorités éthiopiennes ne ménagent pas leurs efforts pour convaincre les occidentaux d'apporter leur concours aux opérations de transfert. Préoccupations humanitaires et considérations économiques sont tour à tour invoquées pour justifier les déplacements de population: ils seraient le seul moyen d'éviter une nouvelle famine dans le Nord, la seule solution de long terme permettant au pays de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Les dirigeants soulignent en outre que ces déplacements s'inscrivent dans le cadre de la traditionnelle poussée vers le sud des peuples des hauts plateaux. A en croire les porte-parole du régime, il ne s'agirait en fait que d'accompagner, de faciliter, d'organiser le mouvement spontané des victimes de la famine en quête de terres plus fertiles et mieux arrosées, conformément aux recommandations des organisations internationales.

Les donateurs les mieux disposés à l'égard des déplacements de population ont cependant bien du mal à faire le lien entre les programmes progressifs qu'ils préconisaient et l'opération massive, lancée sans aucune préparation, en pleine période de famine par les dirigeants d'Addis-Abéba. Avec une unanimité rare dans les annales des opérations de secours, la quasi-totalité des pays et organismes donateurs refuseront de soutenir les projets du régime.

Cette attitude n'empêchera pourtant pas les dirigeants de poursuivre les opérations, tout en redoublant d'efforts pour tenter d'ouvrir une brèche dans le mur de la non-collaboration. Soufflant, à leur habitude, le chaud et le froid, les dirigeants éthiopiens reprochent aux pays occidentaux de leur refuser les moyens de résoudre leurs problèmes agricoles en privilégiant l'urgence au détriment du développement et les accusent, à l'occasion, de "politiser l'aide humanitaire"⁵ et de "perpétuer la famine en s'opposant au programme de réinstallation". Ces imprécations n'auront toutefois aucun effet sur les donateurs.

⁵ Accusation curieusement reprise par Kenneth King, responsable du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Addis-Abeba qui déclare, à propos des personnes déplacées par l'attention des pays occidentaux "Ces gens auraient pu avoir une vie meilleure si le problème des déplacements de population n'avait été politisé".

Outre leur inquiétude quant aux conséquences prévisibles d'une opération conduite dans la précipitation et l'improvisation, leurs réticences s'expliquent essentiellement par la crainte, vite justifiée, que ce vaste sursaut volontariste ne s'exécute au mépris des plus élémentaires principes d'humanité.

Pour rassurer les donateurs, les dirigeants éthiopiens insistent sur le caractère volontaire des migrations, le respect du principe de non-séparation des familles et l'attribution à chaque colon de terres et de moyens lui permettant de démarrer, dans de bonnes conditions, une nouvelle vie dans le Sud. La réalité de ces engagements sera rapidement mise en doute par les organisations humanitaires présentes dans les centres de distribution.

Leurs témoignages sur les conditions de recrutement des volontaires n'auront cependant aucun effet sur le déroulement des opérations. Les "incidents" impossibles à étouffer seront minimisés et présentés comme des "bavures" attribuées aux "excès de zèle" de responsables locaux, mais le chantage et la contrainte continueront à prévaloir sous la fiction du volontariat. Les informations sur le recrutement forcé, adressées à Kurt Jansson par plusieurs organisations humanitaires, seront catégoriquement démenties par le Coordinateur du Comité National pour les Désastres Naturels et la Réhabilitation lors d'une conférence de presse tenue le 14 Mars 1985 à Addis-Abeba. Tout en reconnaissant que "dans un opération aussi énorme, il pourrait y avoir eu des erreurs", Berhanu Bayeh précise que "les choses ont été exagérées et certaines tout simplement inventées" et poursuit en déclarant: "Nous ne savons pas combien d'agents de la CIA, combien d'agents de services secrets étrangers se sont infiltrés parmi nous, aussi de telles rumeurs, une telle propagande ne sont-elles pas inattendues"⁶.

6- Le Discours prononcé le 1er Mai 1985 par le Colonel Mengistu donne un aperçu de la version amharique du discours du complot: "Il n'est pas possible de décrire en détails les atrocités perpétrées par les impérialistes, directement ou indirectement, ouvertement ou sous le couvert de l'ombre pour empêcher le peuple de décider de son destin (...) Leur méthode habituelle pour tromper le peuple et réaliser leurs aspirations secrètes est d'utiliser nos propres concitoyens, ceux qui sont leurs laquais (...) Ainsi ils dénigrent notre programme de réinstallation, mettent à l'épreuve l'unité de notre pays, saignent, grâce à leurs agents, notre peuple qui résiste aux calamités naturelles (...) et d'une façon générale, s'opposent à tous nos efforts pour nous libérer de la dépendance".

Les autorités éthiopiennes ne font certes rien pour couper court à de telles "rumeurs": tandis que, dans les centres de distribution, les "excès de zèle" se multiplient pour remplir les quotas fixés arbitrairement pour chaque district par Addis-Abeba, partout ailleurs un épais rideau de fumée couvre les différentes phases de l'opération.

Cantonnées dans les centres de distribution, les organisations humanitaires n'ont accès ni aux camps de regroupement tous proches, ni aux camps de transit installés aux différentes étapes de la route du Sud. Les témoins à l'arrivée sont rares: si les autorités éthiopiennes, conscientes du rôle essentiel des médias dans la mobilisation des secours, autorisent les journalistes à se rendre dans les centres de distribution du Nord et à s'émouvoir de la situation dramatique qui y prévaut, en revanche, les déplacements vers le Sud et l'Ouest du pays sont sévèrement contrôlés. Les quelques organismes étrangers ayant accepté de travailler dans les zones de réinstallation ne sont, pour leur part, présents que sur un petit nombre de sites. Les visites organisées de temps à autre, auxquelles sont conviés experts, délégations officielles, journalistes parfois, ne concernent également que quelques sites de réinstallation. Des sites que l'on pourrait qualifier de "sites-modèles" tant leur nom nous est devenu familier.

Du fait du secret qui entoure l'opération – un secret à lui seul particulièrement inquiétant – les témoignages de personnes déplacées ayant réussi à s'enfuir et à se réfugier au Soudan constituent la principale source d'information sur les conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations de transfert.

Des départs "volontaires" aux plans de réunification des familles.

Si les populations affamées en quête de nourriture ont été les premières concernées par le programme de réinstallation, la chasse aux "volontaires" ne s'est pas limitée aux seuls centres de

distribution⁷. Des rafles ont été organisées par l'armée et la milice dans les villes, les marchés et jusque dans les villages. Les campagnes de recrutement forcé ont touché indifféremment victimes de la famine, ruraux se rendant sur les marchés, paysans préparant leur prochaine récolte...Nombre de paysans capturés viennent en effet de régions peu touchées par la famine. Ainsi, la moitié des paysans originaires du Tigré interrogés au Soudan après leur fuite des camps de réinstallation avaient eu une récolte normale ou au-dessus de la moyenne en 1984⁸.

Au total, les aires ratissées par l'armée et la milice ont surtout été les zones contrôlées par le pouvoir (villes, marchés, centres de distribution) ainsi que – pour des raisons stratégiques et/ou par commodité – les secteurs disputés entre le Derg et le FPLT situés à proximité des principaux axes routiers. Contrairement aux assertions du Gouvernement, la vulnérabilité à la sécheresse ou la dégradation de l'environnement ne semblent pas avoir été des critères essentiels dans le choix des populations appelées à "bénéficier" en priorité du programme de réinstallation.

A l'automne 1985, les villages fantômes du Wollo et du Tigré apportaient un tragique démenti à l'idée, constamment avancée par les autorités éthiopiennes, d'un Nord "totalement aride": les récoltes poussaient toutes seules en l'absence des paysans appelés à un avenir radieux sur la nouvelle frontière du Sud.

Plus tragique encore, la dislocation des familles, conséquence directe de la violence et de l'arbitraire des campagnes de recrutement. Combien de femmes restées sans nouvelles de leur mari parti au marché voisin, combien d'enfants devenus orphelins à leur insu dans les centres de nutrition intensive, combien d'hommes jeunes errant aux abords des centres de secours, pendant que le piège se refermait sur

7- Si les trois-quarts des paysans du Wollo interrogés après leur fuite au Soudan ont été "recrutés" dans les centres de distribution ou alors qu'ils étaient en quête de nourriture, le pourcentage n'est que de 8 % pour les paysans originaires du Tigré. La majorité des Tigréens capturés l'ont été dans leurs villages (32 %), sur les marchés (18 %) ou alors qu'ils circulaient, pour diverses raisons, d'un village à l'autre.

8- 20 % des Tigréens interrogés avaient une récolte en 1984 mais n'avaient pas eu le temps de moissonner avant d'être embarqués vers le Sud. Parmi ceux ayant pu moissonner: 14 % n'avaient pas eu de récolte, 38 % une récolte au-dessous de la moyenne, 34,5 % une récolte "normale" et 14% une bonne récolte.

leur famille? Outre les témoignages des organisations humanitaires présentes dans les centres de distribution, le démenti le plus flagrant aux assurances données par le gouvernement quant au respect du principe de non-séparation des familles provient des statistiques officielles. Alors qu'en Ethiopie une famille compte en moyenne cinq personnes – chiffre confirmé par les rapports relatifs aux programmes de transferts conduits avant 1984 – les statistiques produites en Février 1986 par la RRC indiquent que 204.657 chefs de familles, soit au total 591.227 personnes, ont été réinstallées depuis Novembre 1984. Ainsi, de l'aveu même de la RRC, la taille moyenne des familles est brusquement passée de cinq à moins de trois personnes avec l'accélération brutale du programme de transferts. Pour les familles originaires du Tigré, ce chiffre est à peine supérieur à deux personnes⁹.

Le drame de la séparation des familles est d'ailleurs reconnu, après un an de dénégations outragées, par Berhanu Bayeh qui explique benoîtement en Février 1986 que des familles s'étaient parfois volontairement séparées lors de leur départ ou avaient "raté leur avion ou leur bus"... Les efforts déployés pour dédramatiser la situation ne font pourtant pas oublier à Berhanu Bayeh les exigences du discours officiel. Il souligne en effet que les séparations des familles ont également été causées par le refus des pays occidentaux d'affecter aux opérations de déplacement les avions qui acheminaient l'aide alimentaire d'urgence, avant d'annoncer que son gouvernement élaborait un plan de réunification des familles. Un plan que les donateurs sont bien évidemment invités à financer et qui fait l'objet de vives controverses à Addis-Abeba.

Tandis que le nombre d'enfants orphelins ou séparés de leur famille fait l'objet des estimations les plus contradictoires, une enquête, menée au début de l'année 1986 dans 17 centres de distribution, révèle que 68% des enfants isolés auraient encore une famille. Pudiquement appelés "non-accompagnés", ces enfants ont, pour la plupart, été séparés de leurs parents lors des transferts forcés. Averties du mode de fonctionnement des orphelinats, qualifiés par certains de "centres de

9 - Au 31 Janvier 1986 avaient été transférées
- 124.370 familles du Wollo soit 371.469 personnes
- 41.391 familles du Tigré soit 87.716 personnes
- 33.369 familles du Shoa soit 107.230 personnes
- 5.527 familles du Gondar et du Gojjam soit 22.812 personnes

rééducation"¹⁰, la plupart des organisations humanitaires refusent de financer les "centres de réunification pour enfants" proposés par la RRC et préfèrent tenter de retrouver les familles. Les projets de la RRC sont même publiquement critiqués par la Commission Nationale pour l'Enfance (CNE), organisme éthiopien à rôle consultatif chargé des enfants de moins de 14 ans. Exprimant ses réserves à l'égard d'une prise en charge institutionnelle systématique, Tessler Worq Shimelis, commissaire adjoint de la CNE déclare: "Nous sommes censés défendre les enfants et nous nous conduisons comme des chiens de garde".

Les migrations forcées

Dans l'attente du départ, les paysans capturés sont parqués sous bonne garde dans les prisons, casernes et bâtiments administratifs ou, le plus souvent, dans des camps de regroupement situés à proximité des centres de distribution.

Miliciens et soldats se chargent de rappeler aux récalcitrants l'ardente obligation de la réinstallation. Coups et peines de prison sont monnaie courante et les tentatives d'évasion sévèrement réprimées. Il est vrai que les épreuves subies par les "candidats au départ" et les conditions de vie dans les camps ne les prédisposent pas à la révolte. Selon les déplacés interrogés après leur fuite au Soudan, la pénurie était délibérément entretenue pour les affaiblir et éviter qu'ils ne tentent de s'échapper en chemin.

Au manque d'eau et de nourriture s'ajoutent des conditions sanitaires déplorable entraînant une recrudescence des maladies et une forte mortalité. Les réfugiés rapportent notamment qu'en Décembre 1984 cinq personnes sur mille mouraient quotidiennement dans un centre de regroupement proche de Mekele. Les récits de réfugiés sont corroborés par le rapport interne du PAM sur la province du Wollo: en Août et Septembre 1985, on relevait 16 morts par jour pour une

10- L'aspect du "village d'enfants de l'Éthiopie révolutionnaire", orphelinat modèle, construit grâce à un financement suédois, pour les enfants des victimes de la guerre, n'est pas fait pour apaiser les inquiétudes. Sur les murs de l'école maternelle où sont regroupés 550 enfants de 6 mois à 7 ans, les dessins d'enfants alternent avec les portraits du colonel Mengistu et les slogans du type: "Nous, enfants en croissance, sommes déterminés à suivre les méthodes de notre père communiste, le camarade-président Mengistu Haïlé Mariam" ...

population de plus de 9.000 personnes dans le camp de Wegedi. La situation est pire encore dans le camp de Lemi avec une moyenne de 7 décès quotidiens pour une population de moins de 900 personnes. Près d'un an après le début des opérations de transfert, le manque d'eau et de nourriture, l'absence de soins, de médicaments, de latrines continuaient à faire des ravages dans des camps surpeuplés.

Des camps de transit, les populations capturées sont transférées à l'autre bout du pays dans les camps de réinstallation. Les déplacés du Wollo, du Shoa et du Gondar sont embarqués dans les bus et les camions réquisitionnés pour l'opération. Au Tigré, où le FPLT manifeste d'emblée¹¹ sa volonté de s'opposer à une opération consistant à vider les régions sous son contrôle d'une partie de leurs populations, les transferts se font par hélicoptère ou par avion jusqu'à Addis-Abeba puis par la route jusqu'aux zones de réinstallation.

Les paysans sont dispatchés vers les différentes zones de réinstallation au hasard de la destination des convois; au terme du voyage, leur répartition entre les différents sites est littéralement fonction de l'ordre d'arrivée des camions. Comme le précise un responsable de la RRC: "Le mélange de populations d'origines et de nationalités différentes n'est pas un objectif en soi. Nous transférons chaque jour des personnes de toutes origines dans des proportions et vers des destinations qui varient en fonction des transports disponibles. Les opérations doivent s'étendre très rapidement et il n'est pas possible de garantir que les paysans d'un même village se retrouveront dans le même camp". Emporté par son discours, le responsable du parti pour la région de Pawe confirme involontairement le sort fait aux communautés traditionnelles: "Nous ne faisons aucune discrimination en fonction des origines".

Les conditions de transport sont hallucinantes, notamment dans les avions où les personnes déplacées sont littéralement empilées les unes sur les autres. Une femme raconte, par exemple, qu'elle a dû faire tout

11-Dans les jours qui suivent le lancement des opérations de transfert, le FPLT attaque un convoi de personnes déplacées sur la route Weldiya-Kobo: les véhicules sont détruits, les passagers dispersés.

le voyage compressée de tous côtés, debout sur un homme dont elle ne savait pas s'il était mort ou vivant. Dans des Antonov prévus pour 50 parachutistes, les réfugiés rapportent qu'ils étaient entassés à plus de 350. Leurs récits sont par ailleurs confirmés par un rapport de la RRC soulignant que, de Novembre 1984 à Juillet 1985, 80 768 personnes ont été transportées par avion en un peu plus de 200 vols.

Transportés comme du bétail, beaucoup de déplacés, déjà très affaiblis au départ, ne parviendront pas au bout de la route. Les réfugiés auxquels la question a été posée au Soudan ont tous déclaré avoir vu quelqu'un mourir au cours du transfert. Leurs récits rappellent étrangement les témoignages, déjà cités, des "volontaires" recrutés en Juillet 1980 pour la récolte de sésame dans la ferme d'Etat d'Humera. Il n'est pas indifférent que ces témoignages aient alors été présentés à la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies par la société anti-esclavagiste.

Le "paradis pastoral"

A l'arrivée dans les zones de réinstallation, l'épreuve se transforme bien souvent en cauchemar. La situation est certes très variable selon les sites, mais, l'opération ayant été conduite dans l'improvisation la plus totale, rien n'est prévu dans la plupart des cas pour accueillir les populations déplacées qui affluent bientôt au rythme de 70.000 personnes par mois dans les zones de réinstallation. Les arrivants sont "posés" sur des terres réputées vierges et fertiles et sont censés parvenir à l'autosuffisance dès la première année de leur installation. L'intendance est également supposée suivre le rythme des arrivées.

Les nouveaux villages ne sont souvent qu'un nom sur une carte et les infrastructures tant vantées (points d'eau, écoles, dispensaires...) n'existent que dans l'avenir idéal des discours officiels. Beaucoup de déplacés affaiblis, sous-alimentés, débarqués en pleine nature dans une région inconnue au terme d'un voyage harassant ont dû partager le désarroi exprimé par l'un d'eux après sa fuite au Soudan: "Je me sentais comme un détritit lâché au milieu de nulle part".

Très souvent la première tâche des colons sera de défricher les sites et de contruire des maisons, priorité étant donnée aux locaux de la

milice. Aucun budget n'ayant été prévu à l'avance, l'opération repose en grande partie sur les contributions "volontaires" des populations des terres "vierges", conformément aux directives données par le parti dès Novembre 1984.

Ces contributions prennent des formes diverses: taxes et corvées supplémentaires, confiscation des boeufs, des semences, de l'outillage agricole, de l'équipement ménager, de la nourriture et même des terres. Un rapport de la RRC daté d'Octobre 1985 indique, en effet, que sur les 182.695 familles réinstallées à cette date, 71.270 l'ont été dans le cadre de l' "Utilization of Excess Land in Peasant Association" qui consiste, en clair, à déposséder les associations de paysans des zones de réinstallation d'une partie de leurs terres au bénéfice des populations déplacées des hauts plateaux.

Les opérations de transfert apparaissent comme l'une des principales raisons de la présence au Soudan de plusieurs milliers d'Oromos, de Bertas, de Gitaans... originaires de la région d'Asosa. Ressenties par les réfugiés comme une nouvelle étape de la colonisation amhara, les opérations de réinstallation apparaissent, à travers leurs récits, comme l'aboutissement des politiques d'extorsion auxquelles ils sont soumis depuis déjà plusieurs années

Les contributions "enthousiastes", selon le mot du colonel Mengistu, des populations des zones de réinstallation ne suffisent pourtant pas à répondre aux besoins: les colons manquent de tout, depuis les instruments aratoires jusqu'aux ustensiles de cuisine. La nourriture elle-même est parfois insuffisante variant, selon les témoignages des réfugiés, de 5 à 20 kg de grain par adulte et par mois selon les sites, en fonction des difficultés d'acheminement et des arrivées, souvent non planifiées, de nouveaux convois de déplacés.

La situation sanitaire est souvent déplorable et les facilités médicales inexistantes. En Juin 1985, un rapport de l'association Architectes Sans Frontières, qualifie de dramatique la situation du site de Chanka dans le Wollega. Le rapport souligne notamment l'absence de point d'eau sur le site, des conditions sanitaires critiques, la pénurie de médicaments et un encadrement médical insignifiant. En Juillet, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge exprime sa préoccupation dans un rapport remis aux autorités éthiopiennes.

Des dizaines de milliers de gens ont été envoyés dans des zones insalubres, sans contrôle sanitaire. Les maladies tropicales font des ravages parmi des colons arrivés dans un état profond de délabrement physique et moral, souvent sous-alimentés et de surcroît astreints à un travail très dur. Il est évidemment difficile d'obtenir des chiffres précis en l'absence de possibilité d'enquête sur l'ensemble des sites. Les réfugiés font état de 33 à 270 décès quotidiens, selon les sites, dans les premières semaines suivant le transfert. Une mortalité très importante, compte tenu du fait qu'il s'agit d'une population constituée essentiellement d'adultes.

Quelques mois plus tard, la situation reste dramatique comme en témoignent les évaluations des agences d'aide ayant pu accéder à certains sites à la fin de l'année 1985. Ainsi, une évaluation de l'organisation irlandaise Concern montre-t-elle qu'en Octobre 1985 25% de la population était morte sur certains sites. Une évaluation particulièrement significative car elle émane d'une association qui ne partage pas les réticences de la plupart des organisations humanitaires à l'égard du programme de resettlement et a accepté très tôt d'y participer. A la fin du mois de septembre, le père Jack Finnucane, directeur de Concern pour l'Éthiopie, déclarait, devant les ambassadeurs des pays donateurs à Addis-Abeba, que le programme de resettlement s'était effectué dans des "conditions horribles" pour les 500.000 personnes déplacées à cette date et qu'en conséquence 100.000 personnes étaient mortes¹². Selon Concern, sur les 77 zones de réinstallation, deux ou trois seulement pouvaient être considérées comme des succès.

En Décembre 1985, une enquête effectuée par l'USAID sur deux sites de la zone de Pawe, dans la province du Gojjam, fait état d'un taux de mortalité de 7 à 15 décès quotidiens pour 10.000 personnes; une mortalité liée à la maladie plus qu'à la malnutrition. Les responsables américains estimaient alors que, si la situation sanitaire ne s'améliorait pas, le quart de la population des deux villages pourrait mourir au cours des mois suivants. Cette estimation des autorités américaines qui n'est certes pas liée à leur seule volonté, dénoncée par les dirigeants éthiopiens, de "déconsidérer les efforts faits par l'Éthiopie pour

12-Chiffre démenti lors d'une réunion tenue le 19 Octobre 1985 à Addis-Abeba en présence de la presse internationale mais confirmé par le directeur de Concern lors d'une conférence de presse tenue le 3 Novembre au siège de l'association à Dublin.

parvenir à l'autosuffisance, afin de maintenir le pays dans le dénuement et de le faire tomber sous leur joug". Les données collectées quelques mois plus tard par le parti lui-même sur l'ensemble de la zone confirment tragiquement les craintes des responsables de l'USAID: en quinze semaines, d'Octobre 1985 à Janvier 1986, près du quart des 85.000 personnes de la zone de Pawe sont mortes¹³. La moitié des enfants de moins de cinq ans n'ont pas survécu à la réinstallation. Les taux de mortalité constatés, partout supérieurs à ceux des centres de distribution du Wollo et du Tigré aux pires moments de la famine, témoignent de la violence et de l'improvisation de ce qui est censé être "la" solution aux problèmes alimentaires du pays. Au fil des mois, en dépit du black-out imposé par le régime, les conséquences tragiques du programme de réinstallation apparaissent peu à peu.

La loi du silence

Tandis que les témoignages sur les conditions de transfert et de réinstallation s'accroissent, avec la fuite vers le Soudan d'un nombre croissant de personnes déplacées, les organisations humanitaires sont confrontées à l'automne 1985 à des pressions accrues dans les centres de distribution. Après une courte période de ralentissement liée à la saison des pluies, les transferts forcés reprennent de plus belle avec leur cortège de rafles et de chantage.

Après avoir tenté en vain, des mois durant, d'améliorer la situation en multipliant, à l'instar d'autres organisations humanitaires, les contacts et les protestations auprès des autorités éthiopiennes, Médecins Sans Frontières estime qu'il n'est pas possible de taire plus longtemps les conditions de brutalité et d'impréparation dans lesquelles s'effectue une opération dont les conséquences tragiques sont chaque jour mieux connues. Évaluant à 100.000 personnes le nombre des victimes, MSF demande publiquement un moratoire de trois mois dans les opérations de transfert pour "évaluer les problèmes posés par les déplacements de population" et l'envoi en Ethiopie d'une

13-Les données collectées par le parti pendant les quatre premières semaines de la période considérée (soit du 12 Octobre au 9 Novembre) rapportées à l'année, donnent un taux brut de mortalité de 332 0/00 pour la zone de Pawe. Ce taux est de 763 0/00 pour les enfants de 0 à 5 ans, de 404 0/00 pour les enfants de 6 à 13 ans et 201 0/00 pour les personnes de plus de 14 ans. Des données qui se passent de commentaires... Combien y a-t-il de Pawe en Ethiopie ?

commission d'enquête internationale, pour vérifier le respect des principes posés par les dirigeants éthiopiens eux-mêmes: volontariat, non-séparation des familles, bon état de santé des personnes déplacées. La réponse du régime tombera comme un couperet: le 2 Décembre 1985, MSF est expulsé d'Ethiopie.

Pour brutale qu'elle soit, la décision du régime ne surprend pas. Dans un pays où la logique du complot le dispute à la manie du secret, les prises de position publiques ne sont pas tolérées. Que ce soit pour le choléra¹⁴ – officiellement inconnu – ou pour la réinstallation – officiellement volontaire – la version du régime ne saurait être contestée. Depuis que la famine a contraint les dirigeants à accepter la présence de dizaines d'organisations étrangères, le message est clair: "Si vous voulez aider, aidez en silence". Les agences de secours l'ont bien compris, parfois même trop bien, au risque d'intégrer la logique du régime et de s'imposer une nouvelle règle: "Silence, on aide". On comprend que la plupart des organisations humanitaires aient hésité à prendre publiquement position de peur qu'en représailles le régime ne suspende leurs programmes d'aide. On regrette cependant que le souci de secourir les affamés ne se soit pas toujours accompagné d'une égale préoccupation pour les atteintes aux Droits de l'Homme dont ils étaient les victimes.

Il est des cas toutefois où l'abstention confine à la complicité comme en témoignent les déclarations de certains responsables des Nations-Unies. Ni les témoignages des organisations humanitaires sur les rafles dans les centres de distribution, ni les rapports du PAM sur la mortalité dans les camps de transit, ni les informations sur la situation tragique des camps de réinstallation, ni les récits des déplacés réfugiés au Soudan, ne semblent devoir troubler les responsables du Bureau des Nations-Unies pour les Opérations d'Urgence en Afrique (BOUA). Le 21 Novembre, ceux-ci déclarent n'avoir aucun élément permettant d'affirmer que des dizaines de milliers d'éthiopiens auraient perdu la vie au cours d'opérations forcées de transfert. Loin

14-Au début du mois d'Avril 1985, les premiers cas de choléra sont signalés à Korem. L'épidémie se développe rapidement. Officiellement cependant il n'y a pas de choléra en Ethiopie, seulement des diarrhées aiguës. Les représentants de MSF sont violemment pris à partie pour avoir lancé un signal d'alarme lors d'une réunion de donateurs et à l'occasion d'une interview au Washington Post. Sur les 1138 cas recensés par MSF à Korem, 256 malades mourront en Avril-Mai.

de soutenir le principe d'une commission d'enquête internationale pour remédier à cette grave lacune, les responsables du BOUA, tout à leur souci de ne pas désespérer les donateurs, se font les porte-voix du régime en rappelant que le gouvernement éthiopien avait maintes fois affirmé ne procéder qu'à des réinstallations volontaires et que les incidents qui s'étaient parfois produits étaient dûs à des initiatives de fonctionnaires locaux non approuvées par Addis-Abeba!

L'avenir au quotidien

En Novembre 1984, Dawitt Wolde Giorgis déclarait, devant une mission de la FAO: "Nous avons compris que la collectivisation n'est pas un bon stimulant; les personnes déplacées cultiveront comme bon leur semble les deux hectares qui leur seront attribués ". Trop heureux de prendre note de cette remise en cause du "tout collectif" dans un programme jusqu'alors considéré comme le fer de lance de l'agriculture scientifique, les responsables de la FAO ne semblent pas s'émouvoir de la contradiction manifeste entre cette assertion et les discours de dirigeants. Au même moment en effet "Serto Ader", l'organe du parti, rappelle que les déplacements de population sont appelés à jouer un rôle crucial dans le processus historique de collectivisation de l'agriculture prévu par le plan décennal, tandis que le colonel Mengistu, en visite dans la province du Gojjam, exhorte les responsables de la région de Bahar Dar à "prendre les mesures nécessaires pour initier les futurs colons au mode de production socialiste".

Ces dissonances reflètent moins les différences d'approche que la distance entre le parti et la RRC. L'un décide, l'autre se fait tant bien que mal l'interprète de la politique du régime auprès des bailleurs de fond . Les problèmes de "traduction" sont fréquents en Ethiopie. De même que ce fut la version amharique, la plus radicale, qui l'emporta lors de la réforme agraire, de même la version anglaise de la réinstallation, sur laquelle les exégètes se penchèrent – NEP ou remise en cause de la collectivisation ? –, semble avoir mal résisté au climat des zones de réinstallation.

A leur arrivée dans le Sud, les déplacés découvrent que l'on attend d'eux un travail collectif sur de vastes champs communaux. Les témoignages des réfugiés ayant fui, dans les premiers mois de 1985, les sites de réinstallation de la région d'Asosa laissent transparaître une réalité plus proche du camp de travail que de l'agriculture familiale: chaque site, comprenant en général 500 personnes, est divisé en brigades de travail de 25 personnes forcées de travailler 11 heures par jour, 6 jours et demi par semaine. Le dimanche après-midi est consacré à un meeting pendant lequel les cadres évaluent le travail de la semaine et fixent les objectifs de la semaine suivante.

Ce mode de fonctionnement ne paraît pas limité à la région d'Asosa. Les quelques visiteurs autorisés à se rendre brièvement sur d'autres sites de réinstallation au cours de l'année 1985 rapporteront l'impression d'un encadrement très strict de la vie quotidienne alternant réunions politiques, sessions d'éducation pour adultes et longues périodes de travail sur les terres collectives laissant peu de temps pour la culture d'éventuels lopins individuels.

L'encadrement et la surveillance des colons est confiée à des miliciens, le plus souvent recrutés parmi les déplacés eux-mêmes. Leur situation privilégiée dépend étroitement de leur zèle à appliquer les directives des responsables. Comme l'explique un réfugié: "Les miliciens doivent nous battre et nous surveiller sinon ils peuvent être battus ou forcés de travailler avec nous". Dans cet univers orwellien les miliciens terrorisent les paysans et sont eux-mêmes terrorisés par les cadres du parti. Avec les quelques 20.000 étudiants enrôlés dans une nouvelle zematcha¹⁵, ceux-ci forment en effet l'essentiel des responsables dépêchés par le pouvoir central dans les zones de réinstallation. Leur incompétence en matière d'agriculture et de santé ne semble pas inquiéter les dirigeants d'Addis-Abeba. Comme le souligne le colonel Mengistu, le 18 Janvier 1985, devant 2.300 cadres du parti en partance pour les sites de réinstallation: "Le manque

15- La zematcha ou campagne de mobilisation lancée le 8 Juin 1985 en direction des zones de réinstallation fait suite à deux précédentes expériences d'envoi dans les campagnes des étudiants de la capitale: la première en 1975, lors de la réforme agraire, la seconde en Octobre 1978, lors du lancement de la "Campagne Nationale Révolutionnaire de Développement" dont l'objectif essentiel était d'ouvrir la voie au processus de collectivisation. En Juin 1985 la presse du parti souligne que la nouvelle zematcha s'inscrit dans le droit fil de la campagne de 1978 et doit permettre aux étudiants de ne pas se couper des masses, expression révélatrice de la tension existant entre les étudiants et le régime depuis la découverte de la famine par la population de la capitale.

d'expérience pourrait poser quelques problèmes mais n'est pas crucial en soi (...) [votre mission] requiert avant tout un travail inlassable de mobilisation et de propagande et un effort accru d'organisation pour soutenir le moral des colons, démasquer les éléments hostiles qui répandent des rumeurs contraires aux intérêts du peuple et à la réinstallation et assurer la sécurité des zones [de réinstallation]. D'une façon générale, votre mission étant d'organiser le nouveau système politique pour lequel nous luttons, de renforcer le leadership de notre parti, de créer un homme nouveau et une vie nouvelle, de grands sacrifices sont attendus de chacun de vous (...) Nulle excuse ou faiblesse ne saurait être tolérée dans cette entreprise exemplaire où, pour la première fois en Afrique, le peuple mène un combat victorieux contre la nature sous la direction des communistes".

Nul doute que les sacrifices demandés aux cadres ne se traduisent dans la réalité par l'oppression des paysans.

L'aide piégée

Jusqu'en Octobre 1985, seuls un petit nombre de pays, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et quelques organisations non-gouvernementales comme Menschen für Menschen, Concern ou le Secours Populaire Français accepteront de soutenir l'opération. L'abstention de la plupart des donateurs n'empêche pourtant pas le Derg d'utiliser l'aide alimentaire comme moyen de pression sur les populations du Nord et de la diriger en quantités sans cesse croissantes vers les zones de réinstallation. Tout au long de l'année 1985, les déplacements de population seront alimentés par trois canaux différents: directement par les moyens logistiques fournis par l'Union Soviétique, indirectement par l'aide occidentale distraite des opérations de secours, brutalement par la dépossession des populations des "terres vierges".

En refusant officiellement de participer au programme mais en fermant les yeux sur la manière dont l'aide était utilisée, les donateurs se sont condamnés à cautionner involontairement les abus, le chantage et le détournement des secours. Ce faisant, ils n'ont rendu service à personne: tandis que des milliers de gens continuaient à mourir dans les zones de famine faute de nourriture, les paysans déplacés vers le Sud n'ont pu bénéficier que d'une assistance improvisée, insuffisante

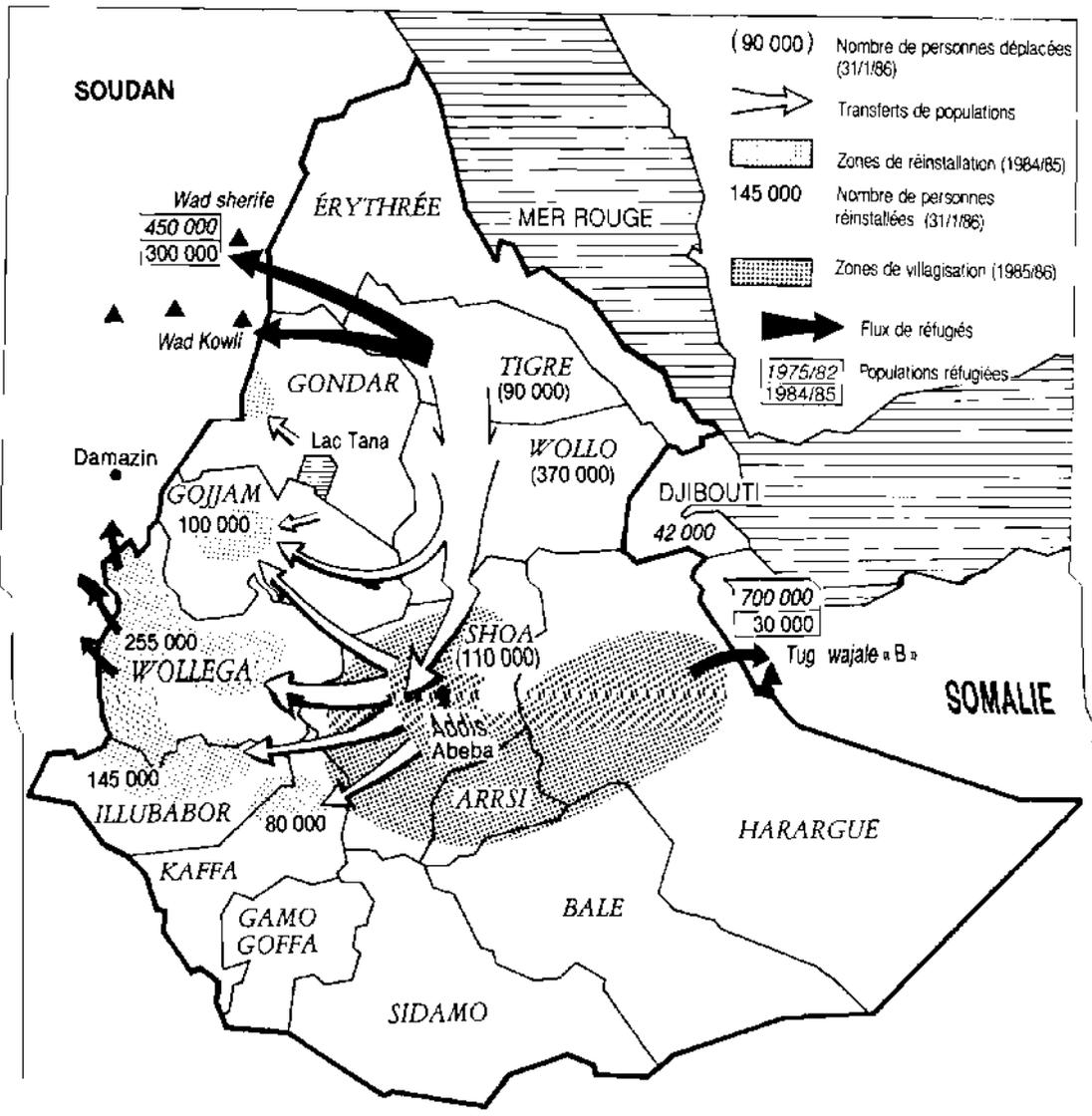
pour amortir le choc de la réinstallation. Bien plus, par leur silence, les donateurs ont implicitement encouragé le régime à poursuivre les opérations de transfert et deviennent, à leur insu, otages d'une logique meurtrière. Une logique qui se nourrit de leur soutien et les enferme chaque jour davantage dans un dilemme: accepter tacitement les détournements nécessaires aux personnes déplacées ou les dénoncer pour secourir les victimes de la famine.

Paradoxalement, la découverte des conséquences tragiques des déplacements de population n'incite pas les donateurs à faire preuve de plus de fermeté. Placés devant le fait accompli, confrontés à une situation dramatique, beaucoup de donateurs se sentent moralement contraints d'intervenir pour soulager les victimes au risque de cautionner et de soutenir un système oppressif. Ils y sont de plus encouragés par la suspension temporaire des opérations décidée au début de 1986. Tandis que l'annonce d'une "pause de consolidation" apaise les controverses suscitées par l'expulsion de Médecins sans Frontières, le régime réaffirme sa volonté de respecter les droits de l'homme. Soucieux de ménager les donateurs, le colonel Mengistu assure qu'à l'avenir les opérations de réinstallation seront organisées sur une base totalement volontaire. A l'avenir, en effet, "Les déplacements de population doivent se poursuivre, selon Berhanu Bayeh, avec plus de détermination et sur une longue période dans l'intérêt et pour le bien-être du peuple".

Forts de ces nouvelles assurances, confrontés à la froide détermination des dirigeants, certains pays donateurs acceptent de financer des programmes dans les zones de réinstallation. L'Italie notamment décide d'intervenir dans la zone de Pawe. Comme le souligne un diplomate italien "Nous avons choisi d'essayer d'améliorer la situation en nous inscrivant dans ce programme et en apportant une critique constructive"¹⁶. On ne peut certes pas reprocher au gouvernement italien sa sollicitude pour les victimes de Pawe. On s'inquiète, par contre, de ce que l'Italie ait choisi de financer – pour

16- Le gouvernement Italien a notamment engagé une négociation avec Addis-Abeba sur le degré de collectivisation souhaitable pour ce programme. L'Italie souhaiterait que 25 % seulement des terres soient affectées à la production collective, le régime considère que 50 % est un minimum. Quelque soit l'issue de ces discussions, gageons que les responsables italiens se verront un jour annoncer que la population a unanimement exprimé le désir d'être collectivisée...

des motifs divers où les considérations diplomatiques ne sont certes pas absentes – l'élargissement de l'opération. En Janvier 1986, l'Italie décide en effet de débloquer 200 millions de dollars un programme qui permettra, dans les mois à venir, le transfert de près de 200.000 personnes supplémentaires dans les zones de réinstallation proches du Lac Tana. La décision "constructive" du gouvernement italien ne fait que renforcer un processus continu où l'aide alimente en permanence une gigantesque machine à brasser, en les broyant, les paysans éthiopiens.



Déplacements, regroupements, exodes de populations

LES PAYSANS REGROUPES

A la fin de l'année 1985, tandis que les conséquences tragiques des opérations de transfert apparaissent dans toute leur ampleur, des informations alarmantes commencent à filtrer sur la situation dans les provinces du Haragué, de l'Arrsi et du Shoa.

Depuis quelques mois déjà, une vaste opération de regroupement de populations a démarré dans ces régions éloignées des zones de famine et de la scène des secours.

Le 10 Avril 1986, dans un discours prononcé devant la quatrième session plénière du parti, le colonel Mengistu annonce que 2.839.393 personnes ont été regroupées dans de nouveaux villages depuis Février 1985. Les chiffres cités – 1,6 millions de paysans pour le Harargué, 830.000 pour l'Arrsi, 355.000 pour le Shoa – dépassent largement les estimations les plus audacieuses faites jusqu'alors par les observateurs étrangers.

La villagisation, leitmotiv du régime

Le regroupement des populations rurales dispersées est l'objectif de toujours du nouveau régime éthiopien. Un objectif apparent dès les premières heures de la révolution: l'organisation du monde rural en un ensemble structuré, notamment par la création d'associations de paysans, était un volet essentiel de la réforme agraire. L'une des premières tâches assignées aux nouvelles associations était précisément de promouvoir des programmes dits de "villagisation".

Au fil des ans, l'exigence du regroupement se fera toujours plus impérieuse, à la mesure de l'impatience croissante des dirigeants à l'égard d'un monde paysan jaloux de son indépendance, rebelle à toute

forme d'embrigadement, hostile à la collectivisation. Pour le colonel Mengistu la création de nouveaux villages est un préalable nécessaire à la transformation de la société rurale: le morcellement des terres est un obstacle à l'utilisation rationnelle des sols et à la mécanisation de l'agriculture, la dispersion de l'habitat un frein au contrôle de la production et à l'encadrement des populations, les communautés rurales traditionnelles un défi à l'unité nationale et à la révolution éthiopienne.

La première opération de villagisation se déroule dans le Balé sur les décombres de la guerre de l'Ogaden. S'achève alors l'un des plus grands exodes de populations jamais vu en Afrique: près d'un million de Somalis d'Ogaden et d'Oromos du Balé et du Sidamo cherchent refuge en Somalie. Dans ce flot de réfugiés les nomades sont majoritaires. La politique de sédentarisation, s'ajoutant aux effets de la guerre et de la sécheresse de 1979, donne à cet exil une allure définitive: en 1980, deux ans après la fin des combats, les nomades ne cessent d'affluer dans les camps de réfugiés.

A la faveur de ces mouvements de population, Addis-Abeba étend son contrôle sur ces "terres vierges", dernière étape de la colonisation du Sud et première expérience de la villagisation. Le régime entreprend de regrouper les agriculteurs oromos dans de nouveaux villages et de transformer en terres à blé les immenses pâturages situés autour de Goba, capitale du Balé. La quasi-totalité des paysans est ainsi "villagisée"¹, tandis que les nomades doivent choisir entre la charrue et l'exil. Le processus de villagisation s'accompagne d'un important programme de transfert de populations visant à réinstaller paysans originaires du Wollo et chômeurs d'Addis-Abeba sur les terres libérées. "Villages de développement", fermes d'état et sites de réinstallation quadrillent aujourd'hui les vastes plateaux du Balé.

1- Selon la RRC, 588.941 paysans ont été regroupés dans 536 villages.

La villagisation, nouveau mot d'ordre

Après la guerre de l'Ogaden et le regroupement du Balé, la famine engage le régime à élargir l'opération. Détrompant ceux qui pensaient que le désastre de 1984 les entraînerait à une réévaluation à la baisse de leurs objectifs, les dirigeants éthiopiens décident d'ajouter un ambitieux volet à leur plan décennal. Il s'agit cette fois de regrouper 33 millions de personnes – soit la quasi totalité de la population rurale – dans de nouveaux villages, avant 1994.

L'opération démarre dès Février 1985 dans la province du Harargué pour s'étendre, en fin d'année, à l'Arrsi et au Shoa². Tandis que les victimes de la famine sont entraînées en masse vers les provinces du Sud-Ouest, les paysans des riches régions agricoles du Centre-Sud-Est doivent, avec une égale précipitation, abandonner leur habitat dispersé pour se regrouper sur de nouveaux sites. La RRC n'est pas consultée dans l'élaboration du programme. L'opération est lancée sous la supervision directe des secrétaires provinciaux du parti.

Des mois durant l'opération passe presque inaperçue: elle n'apparaît pas dans les rapports de la RRC et se déroule loin des regards des journalistes et des représentants des organisations humanitaires, pour la plupart concentrés dans les centres de distribution du Tigré et du Wollo. Le programme de villagisation n'interfère pas dans les opérations de secours; sa "visibilité" est réduite par le caractère local des déplacements de population.

Discours et réalités

A l'automne 1984 Mersie Ejugi, Commissaire au Comité National de Planification Centrale, déclarait aux membres d'une mission FAO/donateurs: "L'avantage de faire notre révolution après d'autres, c'est de pouvoir apprendre de leur expérience. Nous connaissons les erreurs de la collectivisation dans certains pays étrangers, la Tanzanie

2- Le 19 Mai 1986, lors de la suspension du programme pour la durée de la saison des pluies, les autorités éthiopiennes annoncent que la villagisation est achevée dans le Harargué avec le regroupement d'1,8 million de paysans dans 3.500 villages. Les regroupements sont bien engagés dans l'Arrsi (1.000 nouveaux villages) et le Shoa (2.000 villages). Dans les premiers mois de 1986 la villagisation s'étend au Kaffa, au Gojjam et à l'Illubabor.

par exemple³. Nous ne les répèterons pas et nous serons très prudents"⁴. Un an plus tard, tout dément ces déclarations rassurantes. Les premiers témoignages sur la situation dans le Harargué suscitent de nouvelles alarmes dans la communauté internationale.

Les observateurs les plus favorables au principe de la villagisation soulignent que l'ampleur de l'opération constitue une menace sans précédent pour la sécurité alimentaire du pays. Ainsi, les responsables de l'agence de développement suédoise (SIDA), qui a soutenu en son temps le programme de villagisation de la Tanzanie, déclarent-ils à propos des dirigeants éthiopiens: "Décidemment ils cherchent les problèmes. Le premier effet de l'opération est que les paysans occupés à déplacer leurs maisons n'auront pas le temps de travailler dans leurs champs. Pourquoi cette hargne à tout bouleverser dans les quelques régions productives du pays, au moment où l'Ethiopie a tant besoin d'une récolte ?"

Le programme est conduit à une cadence telle qu'il ne tient aucun compte des cycles naturels de l'agriculture. Dans le Harargué, des centaines de milliers de paysans sont contraints de construire de nouveaux villages en pleine saison des semailles. Ignorant les avertissements de certains experts du ministère de l'agriculture, qui demandaient que le processus soit reporté de quelques mois afin de ne pas contrarier les travaux agricoles, les responsables locaux du parti engagent leurs districts dans une véritable course à la villagisation sans se soucier des conséquences humaines et économiques.

Les inquiétudes des donateurs ne sont pas davantage prises en compte par les dirigeants d'Addis-Abeba. Le programme est justifié par le désir d'améliorer les conditions de vie des paysans: il doit permettre l'établissement d'un plan cohérent d'utilisation des sols, l'introduction

3.- Après une première expérience en 1969 dans le delta du Rufiji, la villagisation est étendue en 1973 à l'ensemble du territoire Tanzanien. Armés des directives du TANU (parti unique tanzanien) et de cartes du pays, les bureaucrates conçoivent des déplacements massifs de populations sans trop se soucier d'une participation populaire pourtant fort à l'honneur dans les déclarations officielles. Depuis 1974, 9 millions de paysans ont été regroupés dans 8.400 "villages de développement". Les études effectuées sur l'expérience tanzanienne soulignent la brutalité du processus, notamment dans sa phase accélérée de 1974-1975, les erreurs de localisation des sites, la taille disproportionnée des villages, l'éloignement des anciennes exploitations... Les villageois ne cultivant plus que les champs situés autour du village, la jachère ne peut plus être pratiquée, les sols s'épuisent, la production alimentaire a diminué.

4.- Selon le commentaire satisfait d'un membre de la mission représentant une ONG française: "en Ethiopie on applique souplement des principes rigides"...

de techniques agricoles sophistiquées, la fourniture d'infrastructures et de services sociaux jusqu'alors inaccessibles aux populations rurales dispersées. Les officiels insistent en outre sur le caractère volontaire des regroupements et soulignent que, dans les nouveaux villages, chaque paysan pourra disposer de sa terre et de sa récolte⁵.

Une fois encore, les constatations des représentants d'agences de secours ayant pu circuler dans les régions concernées, apportent un flagrant démenti aux propos lénifiants des dirigeants éthiopiens. A l'instar du programme de transfert de population, le processus de villagisation se déroule dans des conditions de brutalité et d'improvisation inacceptables. Le principe du volontariat ne semble destiné qu'à la consommation extérieure et les services sociaux tant vantés n'ont de réalité que verbale. Si, dans les nouveaux villages eau potable, écoles, dispensaires... tardent à suivre, faute de budget, certains ont déjà leur prison. Dans le Shoa, des journalistes invités à visiter quelques villages ne pourront rencontrer d'autres paysans que ceux qui travaillent pour la coopérative locale. Partout le visiteur a du mal à dissiper un sentiment de malaise devant les alignements maniaques de maisons toutes identiques entrevus au bord des pistes.

Aux occidentaux sceptiques, Berhanu Bayeh reproche de "sous-estimer la capacité des paysans de comprendre ce qui est bon pour eux". Il est vrai que le parti se fait un devoir de leur faire comprendre "leur" intérêt. Comme le déclare un cadre: " C'est notre devoir de regrouper les paysans s'ils sont trop stupides pour se rassembler eux-mêmes". Les dirigeants éthiopiens supportent mal les critiques considérées comme un affront à leur fierté nationale, une atteinte à leur rôle d'avant-garde. Comme le souligne avec force Berhanu Bayeh: "Nous rejetons catégoriquement l'idée que certains puissent être plus concernés que nous par notre peuple". Un fonctionnaire gouvernemental déclare plus modestement: "Personne ne veut nous pardonner d'être devenus communistes. Si nous pouvons fournir de l'eau aux gens, des médicaments, la sécurité, pourquoi les autres

5- Nul n'est dupe de ces assurances: l'objectif de collectivisation est transparent, parfois même reconnu et certains officiels admettent que le choix de la province du Harargué pour le démarrage de l'opération n'est pas sans rapport avec les activités du Front de Libération Oromo et la proximité de la frontière somalienne.

s'attachent-ils à regarder un autre aspect éventuel?" Cet "autre aspect éventuel" rend un son autrement inquiétant dans les discours du colonel Mengistu: "Le but de la villagisation n'est pas seulement de fournir plus d'eau potable, de logements, d'éducation, de services de santé, et autres services sociaux, il est aussi de mener une action idéologique et culturelle intensive et extensive afin de créer l'homme nouveau: physiquement accompli, mentalement développé et possédant une personnalité totale".

De nouveaux réfugiés

En décembre 1985, des réfugiés d'un type nouveau commencent à affluer à la frontière somalienne. En 1984/85 les réfugiés étaient des nomades somalis, ceux-ci sont des agriculteurs oromos. Ceux-là venaient de l'Ogaden, démunis, affaiblis, malades, ceux-ci arrivent en bonne santé, par familles entières, des riches régions agricoles de Harar, Gersum et Jijiga⁶. Les uns fuyaient la sécheresse, les autres les exactions.

L'exode s'accélère dans les premiers mois de 1986: plus de 500 réfugiés viennent chaque jour s'échouer dans les camps du désert somalien. A la fin du mois de Mars, ils seront plus de 30.000 entassés dans le camp de Tug Wajale "B".

Les raisons invoquées par les réfugiés pour expliquer leur fuite vers la Somalie renvoient aux différentes facettes de la "politique rurale" du régime. Certains aspects sont directement liés au processus de villagisation: regroupements forcés, collectivisation du bétail et des récoltes, destruction des mosquées... D'autres couvrent le vaste champ

6- Les enquêtes effectuées dans le camp de réfugiés de Tug Wjgale "B" montrent que ces nouveaux arrivants sont, pour l'essentiel, des paysans oromos, riches selon les critères éthiopiens, mais tout à fait représentatifs des régions traditionnellement productives dont ils sont originaires. Les paysans interrogés par Jason Clay possédaient quasiment tous du bétail (en moyenne 5 boeufs par famille) et obtenaient des rendements importants tant dans les cultures de subsistance que dans les cultures de rapport. En 1985, juste avant leur départ pour la Somalie la culture du qat leur avait rapporté en moyenne 2050 S, celle des légumes et des fruits 2750 S et leur récolte de céréales s'élevait à plus de trois fois le minimum nécessaire pour leur survie. On est bien loin des victimes de la famine du Nord. Interrogés sur le point de savoir si la sécheresse avait provoqué une diminution de leurs récoltes au cours des dernières années, 47 % des réfugiés interrogés répondent par la négative; 30 % rapportent que la sécheresse a eu une influence limitée sur leur production; 5% soulignent un impact significatif pour 1984 et 12,5 % pour 1985.

des pratiques habituelles du régime: réquisition des récoltes, saisie du bétail, taxes, travail forcé, campagnes d'alphabétisation en amharique, persécutions religieuses⁷, conscription, représailles sur les villages suspects de sympathie pour l'OLF... Dans ce contexte, la villagisation apparaît moins comme la cause de l'exil que comme le coup de grâce qui a décidé les paysans à fuir en Somalie. Comme le souligne un réfugié: "Ils nous demandaient sans cesse de payer ou de donner ce que nous n'avions pas. Puis ils détruisirent nos maisons et prirent notre bétail et nos récoltes. Nous sommes venus ici seulement pour nous sauver nous-mêmes".

La brutalité des regroupements est attestée par les témoignages des réfugiés. Dès l'annonce de la villagisation, les paysans doivent préparer le site choisi par les responsables, récupérer ce qu'ils peuvent de leurs maisons et les reconstruire aux emplacements prévus. Ceux qui refusent de bouger sont battus ou jetés en prison; leurs maisons sont brûlées par la milice pour les contraindre à partir. La construction des nouveaux villages, qui peut durer deux à trois mois, ne laisse, dans le meilleur des cas, que peu de temps aux paysans pour s'occuper de leurs terres. Nombre de réfugiés rapportent qu'ils étaient contraints de travailler en permanence sur les sites, les femmes seules étant autorisées à aller dans les champs. Les travaux agricoles sont encore contrariés par l'éloignement des nouveaux villages, souvent situés à une ou plusieurs heures de marche des anciennes exploitations. A défaut de pouvoir surveiller leurs récoltes, du moins les paysans sont-ils regroupés à intervalles rapprochés sous l'oeil de la milice. Le contrôle des populations, de leurs activités comme de leur production, apparaît, à travers les récits des réfugiés, comme un élément essentiel du processus de villagisation.

Les réfugiés rapportent que tout ce qu'ils possédaient était enregistré: bétail, outillage agricole, réserves de grain et récoltes à venir. Certains soulignent que les cadres comptaient jusqu'aux plants

7- Les persécutions religieuses ont, jusqu'à présent, particulièrement touché les musulmans et les chrétiens appartenant aux églises non-orthodoxes (notamment l'église Mekane Yesus, essentiellement implantée dans le Sud et l'Ouest du pays).

de café, aux poulets, aux ustensiles ménagers. Après enregistrement, il leur est interdit de vendre quoi que ce soit sous peine de prison. Ces menaces ne semblent pas avoir suffi si on en juge par la baisse considérable du prix de la viande enregistrée dans le Harargué dès le début des opérations de villagisation. Beaucoup de paysans ont préféré liquider leur bétail à bas prix plutôt que de l'abandonner aux nouvelles coopératives.

L'étape suivante est la collectivisation dont on suit la progression à travers les récits des réfugiés: alors que 20 % seulement des réfugiés arrivés dans le camp de Tug Wajale en décembre 1985 rapportaient que leur bétail ou leur récolte avaient été collectivisés, ce pourcentage s'élève à près de 50 % pour ceux arrivés en Avril 1986. A l'époque de l'enquête, les réfugiés racontaient l'histoire d'un nomade qui, ne comprenant pas les ordres des soldats, avait voulu donner le lait de sa chamelle à son fils au lieu de l'apporter à la coopérative et fut exécuté sur le champ. Qu'elle soit ou non véridique, cette histoire, très répandue parmi les réfugiés oromos de Djibouti comme de Somalie, reflète ce qu'ils pensent des méthodes et du nouvel ordre social imposé par le régime.

La villagisation apparaît, à travers les récits des réfugiés, comme un épisode particulièrement brutal et systématique du cycle répressif dans lequel ils sont entraînés depuis plusieurs années. Le viol des femmes par la milice – présenté comme une pratique courante –, les persécutions religieuses et ethniques sont particulièrement soulignés. Comme le déclare un réfugié: "Ils tuent les sheiks et les anciens qui connaissent l'histoire des Oromos. Ceux qui prient et ne parlent pas l'amharique sont perdus". Les mosquées sont détruites ou abandonnées dans les anciens villages; locaux des organisations de masse et lieux de réunions les remplacent au centre des nouveaux villages.

Une nouvelle famine

A l'automne 1985, les autorités éthiopiennes alertent la communauté internationale du risque d'une nouvelle famine dans certaines régions du pays et particulièrement dans le Harargué jusqu'alors relativement épargné par le désastre de 1984/85. Dans un rapport daté de septembre

1985, la RRC souligne la gravité de la situation et invoque une nouvelle fois la sécheresse pour expliquer la famine qui se dessine dans cette province. La plupart des observateurs ne cachent pas leur scepticisme: s'ils reconnaissent que le déficit pluviométrique constaté en Août-Septembre a pu affecter le cycle végétatif des céréales dans certaines parties du Harargué, tous déclarent que la situation pluviométrique n'a pas été trop mauvaise en 1985. Résumant une opinion largement partagée par tous les représentants d'organismes humanitaires présents à Addis-Abeba, les experts de la FAO soulignent, au terme d'une mission d'évaluation effectuée à l'automne 1985: "D'une façon générale la situation ne s'est dégradée par rapport à 1984/85 que dans un très petit nombre de régions. Cela est vrai même dans le Harargué où l'on observe pourtant cette année un accroissement considérable des besoins ". La RRC explique cette contradiction en des termes qui valent d'être cités: "Les populations de nombreuses régions du Harargué ont été forcées de migrer d'un endroit à un autre en raison de l'insuffisance de l'aide alimentaire. Cela les a empêché de s'occuper de leurs récoltes".

Nul doute que ces populations forcées de se déplacer ne se trouvent, sinon dans une situation catastrophique, du moins en position d'assistés en 1986. En Janvier 1986, le Harargué se trouvait en bonne position sur le sinistre tableau des régions affectées par la nouvelle famine: 200.000 tonnes d'aide alimentaire étaient demandées à la communauté internationale pour secourir les "victimes de la sécheresse".

DU BON USAGE DE LA FAMINE

1974. Le régime impérial, ébranlé par la découverte tardive de la famine, s'effondre dans la réprobation générale.

1986. Le régime du colonel Mengistu sort renforcé de la famine. Les caisses et les entrepôts sont pleins, les mouvements de guérilla affaiblis; les paysans, plus que jamais encadrés et dépendants du pouvoir, sont emportés dans un processus accéléré de transformation sociale financé par l'aide internationale.

L'utopie meurtrière¹

En 1978, lors du lancement de la Campagne Nationale Révolutionnaire de Développement, le colonel Mengistu déclarait devant les journalistes qu'il n'y aurait plus jamais de famine en Ethiopie.

Six ans plus tard, la découverte de la famine fait l'effet d'un véritable traumatisme. Pour les dirigeants éthiopiens, la famine est insupportable, non pas tant par les drames humains qu'elle provoque mais parce qu'elle est humiliante pour le pays, incompatible avec les avancées révolutionnaires.

Portés aux solutions de type militaire, les idéologues d'Addis-Abeba décident d'un traitement de choc destiné à libérer l'agriculture des "forces odieuses" de la nature, à émanciper le pays de l'arriération, de

1- Titre du livre de Pin Yataï consacré au Cambodge des Khmers Rouges.

la dépendance et du sous-développement. Les objectifs de ce "grand bond en avant" ne sont certes pas nouveaux, ils s'inscrivent dans une logique, constamment réaffirmée depuis 1978, de collectivisation de l'agriculture. Révélateur tragique de l'échec des ambitions modernisatrices du régime, la famine constitue, aux yeux des dirigeants, une condamnation sans appel de l'agriculture paysanne. Loin d'entraîner un repli tactique comparable à la NEP, elle les engage à étendre sans délais les formes socialistes de production à travers un nouvel équilibre géographique.

Toutes les rumeurs accréditant l'idée d'un possible changement de politique se sont révélées sans fondement. Les signaux périodiquement émis en ce sens n'ont servi qu'à entretenir les illusions des donateurs sur l'influence que pourrait avoir leur soutien sur les priorités du régime. Ainsi la plupart des projets présentés lors de la "Conférence sur le relèvement de l'agriculture éthiopienne", tenue à Rome en Janvier 1985, sous l'égide de la FAO visait, non pas à apporter une aide aux paysans, mais à renforcer et à développer les institutions existantes. Les efforts déployés par la Banque Mondiale pour convaincre les dirigeants de créer un cadre plus favorable au développement agricole n'ont pas eu plus de succès: la proposition faite en 1983, d'allouer plus de ressources à l'agriculture paysanne est toujours "à l'étude" et les recommandations en faveur d'une politique de prix plus incitative ont été rejetées. Le 1er Mai 1985, le colonel Mengistu stigmatisait encore les "activités inhumaines des commerçants et de leurs collaborateurs paysans" et demandait qu'ils soient soumis "une fois pour toutes au jugement du peuple".

De même que les pénuries urbaines avaient entraîné le Derg dans le cercle vicieux des confiscations et de la répression, de même la famine pousse le parti à accélérer la transformation de l'Ethiopie rurale. La réinstallation comme la villagisation constituent moins une solution de long terme qu'une solution définitive pour l'agriculture paysanne. Comme le souligne en Avril 1985 le colonel Mengistu "il n'y a pas d'alternative à la collectivisation des paysans".

Les considérations stratégiques ont également joué un rôle dans la décision de déplacer et de regrouper des millions de paysans dans la

plus gigantesque entreprise de brassage de populations jamais entreprise en Afrique. Les discours officiels ne laissent aucun doute sur l'importance accordée par les dirigeants aux "menées des sécessionnistes et des agents de l'étranger". De ce point de vue, les opérations de transfert, en ce qu'elles permettent de saper la base populaire des mouvements de guérilla et d'implanter du même coup des populations amhara en pays oromo, ne présentent que des avantages pour le régime. Il est clair que les préoccupations militaires et politiques ont souvent été décisives dans le choix des zones de réinstallation. Il est clair également que l'impératif de quadrillage a été primordial dans les opérations de villagisation notamment au Balé et dans le Harargué.

Quoiqu'il en soit de cette volonté de couper l'herbe sous le pied des mouvements de guérilla en "vidant le bocal" au Nord, en regroupant les populations dans des "hameaux stratégiques" au Sud, les opérations de transfert et de villagisation débordent largement les zones de conflit. C'est à terme l'Ethiopie rurale toute entière qui doit être bouleversée, restructurée, transformée. Pour les dirigeants éthiopiens, la collectivisation est un instrument d'intégration nationale en même temps que "la" solution du sous-développement. Les communautés traditionnelles sont appelées à laisser place à de vastes complexes agricoles quadrillés de stations de tracteurs, de postes de miliciens et de maisons du peuple.

Les mouvements de population décrétés par les dirigeants s'inscrivent dans le cadre des objectifs globaux du parti et sont un moyen d'accélérer le processus, aussi historique qu'inéluctable, de construction de l'Ethiopie nouvelle. Un processus qui doit être poursuivi quelles qu'en soient les conséquences humaines et économiques.

Le brassage des populations et leur regroupement en villages doivent permettre tout à la fois de briser les particularismes, de construire une agriculture "scientifique", d'accroître le contrôle du pouvoir central sur l'ensemble du territoire et l'emprise du parti sur les paysans. Comme le souligne le colonel Mengistu à propos de la villagisation: "C'est un mouvement révolutionnaire fondamental qui nous permettra de restructurer la vie rurale en un temps très court (...), cela changera également la vie, les opinions et les conceptions des paysans" et, à

propos de la réinstallation: "La seule alternative que nous ayons est de renforcer la conscience de classe, l'ardeur au travail et la discipline prolétarienne de nos compatriotes paysans afin d'en faire de bons producteurs".

La logique est sans faille, l'application sans pitié: le paysan "arriéré", "individualiste", potentiellement rebelle doit être capturé, encadré, rééduqué, transformé enfin en tractoriste modèle. Les nouveaux villages sont le creuset de l'homme nouveau, les camps de réfugiés les poubelles de l'histoire.

Les controverses qui se déroulent dans les pays occidentaux sur le point de savoir si les déplacements de populations sont ou ne sont pas la seule alternative aux problèmes agricoles du Nord du pays, si les personnes déplacées étaient ou n'étaient pas volontaires, n'ont, dans ce contexte, qu'un intérêt tout relatif. Ces interrogations répondent bien sûr aux arguments développés à usage des donateurs mais ne se situent pas dans la même logique.

Prisonniers d'une vision idéologique du développement, garants de l'"intérêt du peuple", les dirigeants ne semblent jamais avoir considéré qu'il puisse y avoir une quelconque alternative aux opérations de transfert et de villagisation. Il y a certes eu des pauses – motivées par le souci de ne pas désespérer les donateurs – jamais de remise en cause. Les 600.000 personnes déplacées, les 3 millions de paysans "villagisés" ne sont que l'avant-garde des masses paysannes de demain. L'Éthiopie nouvelle est en marche. Rarement cette marche forcée aura été une marche triomphale. Partout elle ne laisse dans son sillage que morts, famine et réfugiés.

Famine en deçà de la frontière, réfugiés au-delà

En 1981, Sadruddin Aga Khan², chargé par le secrétaire général des Nations-Unies de se pencher sur le problème des réfugiés, notait, dans la partie de son rapport consacré à l'Éthiopie: "Au cours des sept années qui se sont écoulées depuis qu'un coup d'état militaire a changé

²-Sadruddin Aga Khan a été, de 1966 à 1977, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés.

le visage de l'empire éthiopien et l'a mis sur la voie du socialisme, des événements si dévastateurs se sont produits que des millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays ou ont fui vers les pays voisins"³.

Quatre ans plus tard, les événements se précipitent, entraînant des mouvements de populations d'une ampleur sans précédent. Aucune région n'est désormais épargnée par les convulsions révolutionnaires. Le pays tout entier est un maelström d'où doit émerger une Ethiopie nouvelle enfin libérée du cycle de la dépendance et de l'exploitation. Tandis que des millions de paysans sont déplacés et regroupés de force, les camps de réfugiés offrent un tragique concentré de l'histoire récente de l'Ethiopie: victimes de la guerre, Oromos chassés de leurs terres par la colonisation forcée et rescapés des camps de réinstallation se réfugient au Soudan; nomades indésirables et paysans rebelles à l'embrigadement viennent s'échouer dans le désert somalien.

Tandis que les réfugiés affluent en Somalie, la RRC publie les dernières estimations des "victimes de la sécheresse" pour 1986. Au mois de Janvier, les donateurs étaient informés que 6,4 millions de personnes auraient besoin d'une aide alimentaire en 1986. Ce chiffre, à peine inférieur à celui annoncé en Décembre 1984, cadre mal avec l'amélioration sensible des conditions climatiques observée tout au long de l'année 1985. Sans écarter des problèmes localisés, assez rares au demeurant, les précipitations ont été généralement bien réparties et retrouvent un niveau peu ou prou conforme aux moyennes sur longue période. Les problèmes de semences, souvent invoqués pour expliquer la persistance de la famine ne semblent pas avoir eu les conséquences

3-Les tribulations de ce rapport illustrent une nouvelle fois la tendance irrésistible de certains forums internationaux à étouffer sans délais les questions susceptibles de déranger un quelconque pays membre. Lorsqu'il fut présenté à Genève, à la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies, ce rapport intitulé "Etude sur les Droits de l'Homme et les exodes massifs de population" comportait notamment trois longues annexes. L'annexe II (dont est issu le passage cité) était consacrée à des études des atteintes aux Droits de l'Homme et des mouvements de population en Afghanistan, en Ethiopie, au Cambodge, au Laos, au Vietnam et au Mexique. Après consultations, la Commission des Droits de l'Homme décida de ne rendre publique qu'une version abrégée du rapport omettant... toutes les annexes!. Le document fut donc "réédité pour des raisons techniques" par le Secrétariat des Nations-Unies sous la même référence (E/CN.4/1503) que le rapport original. Toute référence à la version non abrégée du rapport se heurtera à de vigoureuses objections de la délégation éthiopienne aux Nations-Unies.

redoutées au printemps 1985: même dans le Wollo, pourtant profondément structuré par la famine de 1984/85, il ne semble pas y avoir eu de réduction significative des surfaces cultivées qui puisse être spécifiquement attribuée au manque de semences. Les réductions observées par contre en Erythrée, au Tigré et dans le Harargué ne doivent rien au manque de moyens...

La lecture du rapport publié par la RRC en Janvier 1986 appelle deux constatations. Tout d'abord la carte des zones les plus touchées par la famine en 1986 recoupe très largement celle des régions affectées par les conflits et les regroupements de population. Au Wollo, qui se remet lentement de la sécheresse de 1984, s'ajoutent en effet le Harargué, le Tigré et l'Erythrée. A elles seules, ces quatre provinces représentent, en 1986, plus des trois quarts des populations affectées⁴. En second lieu, les provinces dans lesquelles la situation s'est dégradée en 1986 par rapport à 1985 sont précisément celles dans lesquelles les populations ont été transférées ou regroupées: Harargué, Kaffa, Illubabor, Wollega et, à un moindre degré, Gojjam. Au total, les besoins constatés semblent, pour l'essentiel, correspondre au déficit alimentaire chronique du pays majoré par les effets de la guerre et des déplacements de populations. Les nouvelles demandes de secours faites pour 1986 doivent s'apprécier dans ce contexte.

Après avoir bénéficié de la plus gigantesque opération de secours jamais organisée et reçu près de 1.200.000 tonnes de vivres, les autorités éthiopiennes demandent à nouveau le même volume d'aide

4- Sur les 6.456.610 personnes pour lesquelles est demandée une assistance de la communauté internationale, 1.926.050 se trouvent dans le Wollo, 1.261.370 dans le Harargué, 1 million dans le Tigré et 650.000 en Erythrée. Ces statistiques appellent deux remarques:

-Les chiffres concernant le Tigré et l'Erythrée sont des estimations établies sur la base de données inchangées depuis 1976/77. Cette constatation, qui témoigne du degré de contrôle exercé par Addis-Abeba sur ces deux provinces, amène à s'interroger sur la capacité - sans même parler de la volonté - des autorités de distribuer aux populations concernées l'aide demandée en leur nom à la communauté internationale.

-Si nul ne conteste que le Wollo ait encore besoin d'une aide alimentaire en 1986, la plupart observateurs s'interroge sur la fiabilité des estimations de la RRC. Ainsi le Pr. Gallais notait, au terme d'une mission effectuée en Novembre 1985, "Les récoltes observées en Novembre dans les awraja (districts) de Kalu, Désé, Ambasel, Yégu sont très prometteuses. Or les déficits annoncés seraient respectivement de 51, 44, 42 et 72 % des besoins de ces awraja. Il est difficile d'accepter ces chiffres en ce qui concerne les rendements par rapport à la "normale".

pour 1986⁵. 1.200.000 tonnes de vivres pour nourrir les populations et pallier les conséquences économiques de la grande transformation décidée par les dirigeants. Outre le filet de sécurité, sur lequel ils savent pouvoir compter après la mobilisation de 1985, l'aide internationale leur apporte une confortable marge de manoeuvre. A l'aide alimentaire s'ajoutent en effet les centaines de camions donnés par la communauté internationale, les taxes – exceptionnellement élevées⁶ – prélevées sur les vivres arrivant dans les ports et les millions de dollars déversés sur le pays pour financer les opérations de secours. A défaut de pouvoir évaluer avec précision le montant des contributions multiformes des dizaines de pays et organismes donateurs intervenant en Ethiopie, l'évolution des réserves de devises permet d'en pressentir l'importance. En un an, en dépit de la famine et de commandes d'armement considérables, l'Ethiopie a triplé ses réserves de devises. Le régime est passé maître dans l'art du recyclage des dividendes de la solidarité.

Engraisser les bourreaux pour nourrir les victimes ? ⁷

Paradoxalement, la famine est un véritable don du ciel pour le régime éthiopien. Non pas qu'il ait jamais souhaité un drame d'une telle ampleur mais parce qu'elle lui donne la possibilité d'accélérer la réalisation de ses objectifs. La famine permet au régime d'agir en profondeur sur une société déstructurée, de justifier les bouleversements en cours et d'obtenir de la communauté

5- Au mois de Juin 1986, les engagements de la communauté internationale s'élevaient à plus de 900.000 tonnes.

6- Outre les droits de douane, les charges portuaires imposées aux cargos transportant l'aide alimentaire sont les plus élevées d'Afrique. Il faudra attendre le 10 Novembre 1985 pour qu'elles soient ramenées au niveau généralement pratiqué dans d'autres pays africains. Comme le déclare un représentant à Djibouti du Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations-Unies: "Je suis scandalisé: le gouvernement Djiboutien a exonéré de toutes taxes les aides destinées à l'Ethiopie qui transitent par son territoire, mais le gouvernement éthiopien a maintenu les taxes d'importation même pour l'aide internationale. Tout est bon pour ramasser des devises".

7- "Syndrome cambodgien" mis en évidence par William Shawcross dans son livre "Le poids de la pitié" où sont démontés les paradoxes ténébreux de l'aide internationale au Cambodge en 1979 et 1980.

internationale les moyens nécessaires à la transformation des campagnes.

La famine accroît la vulnérabilité de la société rurale dans les régions les plus touchées. Des millions de paysans "non-capturés" perdent leurs bases d'existence et deviennent dépendants du pouvoir central pour leur survie. Une telle situation n'est certes pas spécifique de l'Ethiopie: partout la famine mine les capacités de résistance de la société civile et renforce l'Etat, grand dispensateur des bienfaits de l'aide internationale.

Enjeu politique majeur, l'aide humanitaire n'est jamais neutre entre les besoins des populations et les impératifs du pouvoir. Au risque de l'ingérence, les donateurs se doivent d'en contrôler l'utilisation, de tenter de la faire parvenir aux victimes, quel que soit l'état de leurs relations avec le pouvoir central. En Ethiopie, où l'objectif du régime est moins de renforcer son pouvoir que de remodeler la société, la question de la finalité de l'aide, trop souvent évacuée au nom de l'"apolitisme", de l'urgence ou de l'exigence morale de l'aide, est plus que jamais essentielle. Elle est même le seul repère possible face à une logique qui se nourrit de l'assistance aux victimes pour les enfoncer chaque jour davantage dans la disette et l'oppression.

L'aide à l'Ethiopie a permis de sauver des millions d'affamés, elle soulage encore des milliers de victimes. Au fil des mois, cependant, l'extraordinaire mouvement de solidarité suscité par la famine éthiopienne a été insidieusement détourné de ses objectifs. Par aveuglement ou par consentement, la communauté internationale a permis que soit financé le grand bond en avant décrété par les dirigeants éthiopiens, se condamnant ainsi à payer indéfiniment les factures de leurs expérimentations sociales pour en secourir les victimes. La décision prise par certains donateurs de soutenir officiellement les déplacements et les regroupements de populations pour en "influencer les modalités d'exécution" témoigne des illusions entretenues par la communauté internationale. Les suggestions sur les conditions de mise en oeuvre des opérations de réinstallation et de villagisation semblent tout aussi irrecevables aux yeux des dirigeants que les interrogations sur le bien fondé de leurs décisions.

En Avril 1986 le colonel Mengistu rappelait au Comité Central du parti: "Des groupes hostiles aux larges masses ne cessent de répandre

des rumeurs malveillantes [sur la villagisation]. Comme s'il leur était insupportable que les paysans vivent en collectivité, certains d'entre eux demandent: pourquoi la villagisation est-elle nécessaire ? D'autres se répandent en critiques erronées sur la façon dont elle est réalisée (...) La position de nos ennemis sur le bien-fondé et les conditions d'exécution de la villagisation ne peut être interprétée qu'en termes d'intérêts de classe. Dans une lutte de classe, il n'est pas possible de s'attendre au bon vouloir de tous, c'est pourquoi il n'y a pas d'autre alternative que d'intensifier notre lutte jusqu'à la réalisation finale de nos objectifs".

Une telle détermination se porte d'autant mieux que les donateurs semblent avoir une capacité illimitée à réparer, au nom des victimes, les dégâts de la fuite en avant vers l'avenir radieux. Comme le souligne un diplomate italien: "De toute façon le colonel Mengistu et le parti sont décidés à continuer. Le mieux que les occidentaux puissent faire est d'intervenir pour éviter plus de souffrances". Au risque d'alimenter un système générateur de famines et de réfugiés? Au risque de conforter une logique d'oppression?

Les responsables de la RRC eux-mêmes ont renoncé à cautionner plus longtemps la politique du parti. Après s'être faits, pendant des mois, les interprètes du régime auprès des donateurs, ils échappent au double langage à l'occasion de missions à l'étranger. Coup sur coup Dawitt Wolde Giorgis et son remplaçant à la tête de la RRC, Berhane Deressa, font défection et se réfugient aux Etats-Unis⁸.

Parlant des cercles dirigeants du parti dont il était un membre influent⁹, Dawitt Wolde Giorgis déclare : "Les souffrances du peuple n'étaient pas dans nos préoccupations (...) Nous parlions d'un problème de sécheresse, c'est plutôt un problème politique" et ajoute "si ces politiques ne changent pas, il y aura en permanence des millions d'affamés en Ethiopie". Quant à Berhane Deressa qui, lors de l'expulsion de Médecins Sans Frontières, dénonçait, dans les termes les plus virulents, "la campagne de diffamation menée par MSF sous

8- Dawitt Wolde Giorgis "disparaît" en Novembre 1985 à l'occasion d'une tournée dans les capitales occidentales. Berhane Deressa fait défection le 6 Juin 1986 à New York, à l'occasion de la Session Spéciale de l'Assemblée Générale des Nations-Unies sur l'Afrique .

9- Nommé à la tête de la RRC en Avril 1983, Dawitt Wolde Giorgis, ancien commissaire politique pour l'Erythrée, se trouvait en vingtième position au Comité Central du Parti.

couvert de préoccupations humanitaires", il annonce sa défection en déclarant: "La situation en Ethiopie a atteint un tel degré que je ne peux plus longtemps accomplir mes devoirs de manière acceptable pour ma conscience (...) "Les ingérences croissantes des idéologues incompetents du Parti ont fait une farce des efforts humanitaires de la RRC".

On comprend que les dirigeants de la RRC aient attendu d'être hors d'atteinte pour s'exprimer librement, on s'explique mal par contre le silence de la communauté internationale. De "témoin muet", le risque est grand de devenir insidieusement complice. L'indifférence du régime à l'égard des conséquences humaines de ses expérimentations sociales constitue un défi au sens même de l'action humanitaire. Sera-t-il relevé ou, une fois de plus, ignoré ?

Principales sources

- Enquêtes auprès des réfugiés: – Jason Clay and Bonnie Holcomb, *Politics and Famine in Ethiopia*. Cultural Survival, Report N° 20, November 1985.
– Peter Niggli, *Äthiopien: Deportationen und Zwangsarbeitslager*. Berliner Missionwerk, Mai 1985.
– Jason Clay and Bonnie Holcomb, *Spoils of famine: Ethiopian famine policies and peasant agriculture*. Cultural Survival, Report N° 25, 1986.
– Lance Clark, *Report on Tug Wajale "B"*. Refugee Policy Group, April 1986.
- Organisations humanitaires: – Claude Malhuret, *Déportations de masse en Ethiopie*. Médecins Sans Frontières, Décembre 1985.
- Presse: – Le Monde, Libération, Washington Post, New- York Times, The Times, AFP, La lettre de l'Océan Indien...
- Organisations internationales: – Banque Mondiale, *Recent Economic Developments and Future Prospects*. May 1984.
– BIT, *Socialism from the Grassroots, accumulation, employment and equity in Ethiopia*. 1982.
– FAO, *Crop Assessment Mission, 1985. First provisionnal report*.
– Africa Task Force Secretariat, *Weekly Reports*. January 1985- July 1986.
– PAM, *Wollo Situation Report*. November 1985.
- RRC: – Tous rapports 1984-1986.
- Sources officielles: – Discours du Colonel Mengistu (traduits de l'amharique par la BBC).
– Serto Ader, Ethiopian Herald, communiqués...
– Eshetu Chole et Teshome Mulat, *Land Settlements in Ethiopia: a review of developments*. Institute of Nationalities, December 1984.

Indications bibliographiques

- Alula Abate *Land Reform and Peasants Associations in Ethiopia.* World Employment Programme, Research Working Papers, ILO, October 1979.
- Banque Mondiale *Country Program Paper. Ethiopia.* April 1984.
Agricultural Research Project. August 1984.
Sector Review, Ethiopia. Population, Health, Nutrition. September 1985.
- Dawit Bekele *Peasants Associations and Agrarian Reform in Ethiopia.* IDS Bulletin Vol. 13, N° 4. 1982.
- Paul Brietzke *Law Revolution and the Ethiopian Peasant Rural Africana* N° 28 Fall 1975.
- FAO *Evaluation de la situation et alimentation en Ethiopie* (OSRO. N° 08/84/F)
Ethiopie. Rapport de la mission FAO, Réunion de donateurs sur le relèvement de l'agriculture éthiopienne. Rome, 30 Janvier 1985.
- Michel Foucher *L'Ethiopie: à qui sert la famine ?* Hérodote 39 - Octobre/ Décembre 1985
- Jean Gallais *Sécheresse- Famine- Etat: le cas de l'Ethiopie.* Hérodote 39 Rapport de mission. Novembre/Décembre 1985 (non publié)
- Alain Gascon Les réformes agraires 1974-1984 (non publié)
- Ajit Kumar Ghose *Transforming Feudal Agriculture: Agrarian change in Ethiopia since 1974.* The Journal of Development Studies. Octobre 1985.
- Peter Gill *A year in the death of Africa,* 1986.
- Johan Holmberg *Grain Marketing and Land Reform in Ethiopia.* The Scandinavian Institute of African Studies. Research Report N° 41- 1977
- Hans Hurni *Erosion- Productivity- Conservation systems in Ethiopia.* Soil Conservation Research Project IV International Conférence on Soil Conservation. November 3-9, 1985, Maracay .Venezuela.
- Alemayehu Lirensso *State policies in production, marketing and pricing of food grains: the case of Ethiopia.* Africa Development. 8(1)1983.
- Sigfried Pausewang *Peasant, Land and Society.* Weltforumverlag. 1983
- Dessalegn Rahmato *Agrarian Reform in Ethiopia.* The Scandinavian Institute of African Studies. 1984.
- RRC *The challenges of drought.* 1985.
- Ashwani Saith *The distributional Dimensions of Revolutionary Transition: Ethiopia.* Working paper N° 15. Institute of Social Studies.
- Michael Stahl *New Seeds in Old Soil.* The Scandinavian Institute of African Studies, Research Report N° 40- 1977
- Adrian P. Wood *Rural Development and National Integration in Ethiopia.* African Affairs 82 (329) Octobre 1983.
- Giordano Sivini *Famine and Resettlement Program in Ethiopia.* Africa. Rome N° 2. 1986.